

**CONSEIL COMMUNAL DU 19 DÉCEMBRE 2013**  
**GEMEENTERAAD VAN 19 DECEMBER 2013**

**REGISTRE - REGISTER**

Présents	Didier Gosuin, <i>Bourgmestre/Burgemeester</i> ;
Aanwezig	Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Valérie Cops, Pascale Despineto, Dirk Hoornaert, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Jean-Claude Vitoux, <i>Président/Voorzitter</i> ; Bernard Noel, Véronique Jamouille, Isabelle Désir, Michel Wauters, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Eloïse Defosset, Elise Willame, Muriel Koch, Florence Couldrey, Christophe Magdalijns, Marc Vandame, Didier Molders, Suat Kuraoglu, Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, André Decourrière, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Etienne Schoonbroodt, <i>Secrétaire communal/Gemeentesecretaris</i> .
Excusés	Nathalie Masset, Suzanne Coopmans, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .
Verontschuldigd	

LA SEANCE PUBLIQUE EST OUVERTE A 20:00  
DE OPENBARE ZITTING WORDT GEOPEND OM 20:00

#002/19.12.2013/A/0001# **Secrétariat - Secretariaat**

**Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 28.11.2013 - Approbation**

Le procès-verbal de cette séance est approuvé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
28 votants : 22 votes positifs, 6 abstentions.

*Les groupes cdH, Ecolo et PS s'abstiennent sur le PV de la séance du Conseil du 28 novembre.*

*Nous nous étonnons en effet de ne pas voir figurer au PV le texte initial du point complémentaire déposé par le groupe cdH mais uniquement l'amendement de la majorité.*

*L'amendement de la majorité a bien un statut d' « amendement ». L'auteur du texte initial n'a pas retiré son propre texte et l'urgence n'a pas été votée pour la présentation d'un nouveau texte. La transparence et la logique imposent donc de mentionner ce sur quoi portait l'amendement, ce qui est un élément essentiel de la décision et non pas un élément du débat. Pour le dire autrement, la décision du conseil n'a pas été d'adopter le texte déposé par la majorité mais un amendement en lieu et place d'un texte initial qu'il convient dès lors de mentionner.*

*Article 49 du règlement d'ordre intérieur*

*Le procès-verbal des réunions du conseil communal reprend, dans l'ordre chronologique tous les objets mis en discussion ainsi que la suite réservée à tous les points pour lesquels le conseil n'a pas pris de décision. De même, il reproduit clairement toutes les décisions.*

*Effet, une personne qui n'aurait pas assisté au Conseil communal ne peut donc pas comprendre clairement la décision d'adopter un amendement remplaçant intégralement le texte initial.*

*Etant donné qu'au moment du vote du procès verbal du Conseil de mars 2013, nous avons déjà effectué une remarque en soulignant qu'y figurait d'abord l'amendement de Madame Crucifix avant le texte initial du point complémentaire concernant le conseil communal des enfants, ce qui mettait à mal*

*l'article 49 du règlement d'ordre intérieur puisque le procès-verbal est sensé reprendre, dans l'ordre chronologique tous les objets mis en discussion... Ici on frise le ridicule puisque le texte initial ni même le titre du point complémentaire n'apparaissent plus. On ne sait pas sur quoi porte le point.*

*En outre, si l'administration propose un procès-verbal, In fine, c'est le conseil communal qui approuve le projet de procès-verbal. Le secrétaire communal peut être tenu, le cas échéant, de le rectifier dans le sens souhaité par le conseil. Par conséquent, nous faisons valoir notre demande de compléter le projet de procès-verbal dans le sens que nous indiquons et le conseil va décider de la suite à donner à celle-ci.*

*Comme la majorité a décidé de ne pas donner suite à notre demande de rectification du Procès-verbal, nous nous abstenons car nous estimons que par un défaut de publicité, elle occulte le droit d'initiative de l'opposition. Elle permet un abus de pouvoir qui lui donne dès lors la possibilité de systématiquement amender l'ensemble d'un point complémentaire proposé par l'opposition en faisant disparaître le texte initial.*

*En conséquence, nous profitons de cette justification écrite d'abstention afin de faire figurer le texte initial proposé en séance du 28 novembre 2013 :*

*Point complémentaire (Article 7 du règlement d'ordre intérieur) déposé par Madame Muriel Koch, conseillère communale (cdH+)*

*Finances – Egalité des chances – clauses sociales et réservation de marchés publics aux ETA*

#### *LE CONSEIL*

*Vu la Déclaration universelle des droits de l'homme, notamment son article 23 ;*

*Vu la Convention relative aux droits des personnes handicapées des Nations Unies du 13 décembre 2006 signée par la Belgique le 30 mars 2007 et ratifiée le 2 juillet 2009 ;*

*Vu la constitution en son article 23*

*Considérant la proposition d'ordonnance du 1<sup>er</sup> février 2013 relative à l'inclusion de clauses sociales dans les marchés publics ;*

*Considérant que le 4 octobre 2012, le Gouvernement bruxellois a adopté une nouvelle circulaire consacrée exclusivement aux clauses sociales dans les marchés publics de la Région de Bruxelles-Capitale et que cette dernière recommande aux communes de l'appliquer afin d'amplifier les synergies en matière d'insertion socioprofessionnelle ;*

*Considérant que l'offre la plus basse financièrement n'est pas toujours la plus efficace ou la plus qualitative ;*

*Considérant l'arrêt C-368/10 du 10 mai 2012 de la Cour européenne de justice statuant que « les acheteurs peuvent se référer aux critères du commerce équitables à la fois dans les conditions d'exécutions et dans les critères d'attribution » ;*

*Considérant le plan triennal présenté par le Collège en début de législature :*

*« Les communes ont l'immense avantage – contrairement à la Région – de pouvoir mener des politiques directement liées aux personnes. Il faut absolument profiter de cette possibilité pour sans cesse améliorer la qualité de vie et la qualité des relations humaines entre les habitants (jeunes, seniors, familles, personnes handicapées,...) » ;*

#### *CHARGE LE COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS :*

*Pour les marchés non publiés (bons de commande et marché passé en procédure sans publicité), d'introduire systématiquement dans les short-lists des entreprises invitées à remettre offre les entreprises de travail adapté pour les services, travaux et fournitures qu'elles peuvent proposer ;*

*D'organiser en collaboration avec la fédération bruxelloise des entreprises de travail adapté une séance d'échanges et d'information visant à rendre les marchés publics plus accessibles aux travailleurs handicapés ;*

*D'examiner systématiquement, pour tout marché public, la possibilité d'introduire des clauses sociales dans ses cahiers des charges lors des procédures d'appel d'offres ;*

*De réserver une part des marchés publics aux entreprises de travail adapté dans le cadre de la législation existante.*

---

## **Proces-verbaal van de Gemeenteraadszitting van 28.11.2013 - Goedkeuring**

Het proces-verbaal van deze zitting wordt goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

28 stemmers : 22 positieve stemmen, 6 onthoudingen.

*Les groupes cdH, Ecolo et PS s'abstiennent sur le PV de la séance du Conseil du 28 novembre.*

*Nous nous étonnons en effet de ne pas voir figurer au PV le texte initial du point complémentaire déposé par le groupe cdH mais uniquement l'amendement de la majorité.*

*L'amendement de la majorité a bien un statut d' « amendement ». L'auteur du texte initial n'a pas retiré son propre texte et l'urgence n'a pas été votée pour la présentation d'un nouveau texte. La transparence et la logique imposent donc de mentionner ce sur quoi portait l'amendement, ce qui est un élément essentiel de la décision et non pas un élément du débat. Pour le dire autrement, la décision du conseil n'a pas été d'adopter le texte déposé par la majorité mais un amendement en lieu et place d'un texte initial qu'il convient dès lors de mentionner.*

*Article 49 du règlement d'ordre intérieur*

*Le procès-verbal des réunions du conseil communal reprend, dans l'ordre chronologique tous les objets mis en discussion ainsi que la suite réservée à tous les points pour lesquels le conseil n'a pas pris de décision. De même, il reproduit clairement toutes les décisions.*

*Effet, une personne qui n'aurait pas assisté au Conseil communal ne peut donc pas comprendre clairement la décision d'adopter un amendement remplaçant intégralement le texte initial.*

*Etant donné qu'au moment du vote du procès verbal du Conseil de mars 2013, nous avons déjà effectué une remarque en soulignant qu'y figurait d'abord l'amendement de Madame Crucifix avant le texte initial du point complémentaire concernant le conseil communal des enfants, ce qui mettait à mal l'article 49 du règlement d'ordre intérieur puisque le procès-verbal est sensé reprendre, dans l'ordre chronologique tous les objets mis en discussion... Ici on frise le ridicule puisque le texte initial ni même le titre du point complémentaire n'apparaissent plus. On ne sait pas sur quoi porte le point.*

*En outre, si l'administration propose un procès-verbal, In fine, c'est le conseil communal qui approuve le projet de procès-verbal. Le secrétaire communal peut être tenu, le cas échéant, de le rectifier dans le sens souhaité par le conseil. Par conséquent, nous faisons valoir notre demande de compléter le projet de procès-verbal dans le sens que nous indiquons et le conseil va décider de la suite à donner à celle-ci.*

*Comme la majorité a décidé de ne pas donner suite à notre demande de rectification du Procès-verbal, nous nous abstenons car nous estimons que par un défaut de publicité, elle occulte le droit d'initiative de l'opposition. Elle permet un abus de pouvoir qui lui donne dès lors la possibilité de systématiquement amender l'ensemble d'un point complémentaire proposé par l'opposition en faisant disparaître le texte initial.*

*En conséquence, nous profitons de cette justification écrite d'abstention afin de faire figurer le texte*

*initial proposé en séance du 28 novembre 2013 :*

*Point complémentaire (Article 7 du règlement d'ordre intérieur) déposé par Madame Muriel Koch, conseillère communale (cdH+)*

*Finances – Egalité des chances – clauses sociales et réservation de marchés publics aux ETA*

*LE CONSEIL*

*Vu la Déclaration universelle des droits de l'homme, notamment son article 23 ;*

*Vu la Convention relative aux droits des personnes handicapées des Nations Unies du 13 décembre 2006 signée par la Belgique le 30 mars 2007 et ratifiée le 2 juillet 2009 ;*

*Vu la constitution en son article 23*

*Considérant la proposition d'ordonnance du 1<sup>er</sup> février 2013 relative à l'inclusion de clauses sociales dans les marchés publics ;*

*Considérant que le 4 octobre 2012, le Gouvernement bruxellois a adopté une nouvelle circulaire consacrée exclusivement aux clauses sociales dans les marchés publics de la Région de Bruxelles-Capitale et que cette dernière recommande aux communes de l'appliquer afin d'amplifier les synergies en matière d'insertion socioprofessionnelle ;*

*Considérant que l'offre la plus basse financièrement n'est pas toujours la plus efficace ou la plus qualitative ;*

*Considérant l'arrêt C-368/10 du 10 mai 2012 de la Cour européenne de justice statuant que « les acheteurs peuvent se référer aux critères du commerce équitables à la fois dans les conditions d'exécutions et dans les critères d'attribution » ;*

*Considérant le plan triennal présenté par le Collège en début de législature :*

*« Les communes ont l'immense avantage – contrairement à la Région – de pouvoir mener des politiques directement liées aux personnes. Il faut absolument profiter de cette possibilité pour sans cesse améliorer la qualité de vie et la qualité des relations humaines entre les habitants (jeunes, seniors, familles, personnes handicapées,...) » ;*

*CHARGE LE COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS :*

*Pour les marchés non publiés (bons de commande et marché passé en procédure sans publicité), d'introduire systématiquement dans les short-lists des entreprises invitées à remettre offre les entreprises de travail adapté pour les services, travaux et fournitures qu'elles peuvent proposer ;*

*D'organiser en collaboration avec la fédération bruxelloise des entreprises de travail adapté une séance d'échanges et d'information visant à rendre les marchés publics plus accessibles aux travailleurs handicapés ;*

*D'examiner systématiquement, pour tout marché public, la possibilité d'introduire des clauses sociales dans ses cahiers des charges lors des procédures d'appel d'offres ;*

*De réserver une part des marchés publics aux entreprises de travail adapté dans le cadre de la législation existante.*

Vu les articles 234 à 236 de la Nouvelle Loi communale ;  
 Considérant la passation des marchés suivants par le Collège :

Référence	Service	Objet	Montant	Art.	CSC
002/12.11.2013/B/0022	Espace Public	Aménagement sentier Lambin - Approbation de la dépense - Fixation des conditions - Désignation des firmes à consulter	40000 €	421/735.60	53/2013
002/12.11.2013/B/0023	Espace Public	Achat de 3 échelles pour la Voirie - Marché par procédure négociée sur simple facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.	939,02 €	138/744.51	-
002/12.11.2013/B/0026	Espace Public	Mise en conformité des plaines de jeux - marché par procédure négociée sans publicité - Approbation de la dépense - Fixation des conditions - Désignation des firmes à consulter	70000 €	764/725.60	50/2013
002/12.11.2013/B/0028	Espace Public	Aménagement d'une pelouse de dispersion et implantation d'un muret de commémoration - Marché par procédure négociée sans publicité - approbation de la dépense et du cahier des charges - Désignation des firmes à consulter	20000 €	878/724.60	57/2013
002/12.11.2013/B/0029	Espace Public	Réparation et entretien des portes sectionnelles du garage de la Voirie - Travaux imprévus - Marché par procédure négociée sur simple facture acceptée - Approbation de la dépenses - Désignation de l'adjudicataire.	4139,01 €	100/724.60	-
002/12.11.2013/B/0079	Taxes communales	Service Taxes communales : achat d'un appareil photographique à technologie numérique (APN) - Nikon Coolpix S3500 - Marché par procédure négociée, sur simple facture acceptée - Désignation de l'adjudicataire.	130 €	138/744.51	-
002/19.11.2013/B/0020	Sport	Achat de 2 tribunes mobiles pour le Centre Sportif. Marché par procédure négociée sur simple facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	2510,75 €	138/744.51	-
002/19.11.2013/B/0021	Espace Public	Achat d'une camionnette pour le service Voirie - Marché par Procédure Négociée sans Publicité - Approbation de la dépense et du cahier des charges	30000 €	136/743.52	61/2013
002/19.11.2013/B/0022	Espace Public	Réaménagement des espaces publics -Marché par procédure négociée sans publicité -	60000 €	421/735.60	62/2013

		Approbation de la dépense et du cahier des charges - Désignation des firmes à consulter			
002/19.11.2013/B/0023	Espace Public	Achat de vêtements de travail d'hiver pour la Voirie - Procédure négociée sans publicité - Fixation des conditions - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter.	19000 €	138/744.98	63/2013
002/19.11.2013/B/0073	SIPP	Acquisition d'un matériel d'entretien ergonomique - Marché par procédure négociée sans publicité - Désignation de l'adjudicataire	4909,31 €	722/724.60	-
002/26.11.2013/B/0031	Espace Public	Pose d'une clôture au cs des Marronniers - Marché par procédure négociée sur simple facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	3121,8 €	722/724.60	-
002/26.11.2013/B/0032	Espace Public	Rénovation de l'égouttage de la Maison Communale - Marché par procédure négociée sans publicité - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	10155,29 €	100/724.60	-
002/26.11.2013/B/0033	Espace Public	Remplacement de trois portes à l'IAPS - Marché par procédure négociée sur simple facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	2212,12 €	722/724.60	-
002/26.11.2013/B/0034	Espace Public	Réfection des plafonnage dans diverses classes du cs du Souverain - Marché par procédure négociée sur simple facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	7198,9 €	722/724.60	-
002/26.11.2013/B/0106	Culture	MP par procédure négociée sur simple facture acceptée : achat d'une imprimante couleurs A3 pour le Centre d'Art de Rouge-Cloître - Marché par procédure négociée sur simple facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter -	300 €	120/742.53	-
002/26.11.2013/B/0042	Prévention	Acquisition de matériel informatique pour le service Prévention. - Marché par procédure négociée sur simple facture acceptée.- Application des articles 234 de la Nouvelle loi communale. - Désignation de l'adjudicataire. - Communication au Conseil communal	3964,5 €	300/742.53	-

PREND ACTE :

- de passation des marchés par procédure négociée sans publicité susmentionnés ;
- des décisions du Collège échevinal s'y rapportant.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives, ainsi qu'à l'attention du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux, sous forme de bref exposé.

Le Conseil est informé.

---

**Mededelingen : Lijst van opdrachten via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking.**

DE RAAD,

Gelet op artikels 234 tot 236 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gezien de volgende opdrachten gegund werden door het Schepencollege:

Referentie	Dienst	Voorwerp	Bedrag	Art.	BL
002/12.11.2013/B/0022	Publieke Ruimte	Heraanleg voetgangersweg Lambin - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de firma's	40000 €	421/735.60	53/2013
002/12.11.2013/B/0023	Publieke Ruimte	Ankoop van 3 ladders voor de Wegenis - Overheidsopdracht via onderhandelingsprocedure op aangenomen factuur- Goedkeuring over de uitgaven - Aanwijzing van de opdrachtnemer	939,02 €	138/744.51	-
002/12.11.2013/B/0026	Publieke Ruimte	Conform maken van de speelpleinen- Overheidsopdracht via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking- Goedkeuring van de uitgave- vastelling van de voorwaarden- goedkeuring van de firma's te raadplegen	70000 €	764/725.60	50/2013
002/12.11.2013/B/0028	Publieke Ruimte	Aanleg van een uitstrooiing grasperk en het plaatsen van een Herdenkingsmuur - Opdracht via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Goedkeuring van de uitgave en de lastenboek - Aanduiding van de firma's	20000 €	878/724.60	57/2013
002/12.11.2013/B/0029	Publieke Ruimte	Herstelling en onderhoud van de sectionale garagepoorten van de Wegenis - Onvoorziene	4139,01 €	100/724.60	-

		werken - Overheidsopdracht via onderhandelingsprocedure op aangenomen faktuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbestedder			
002/12.11.2013/B/0079	Gemeentebelastingen	Dienst Gemeentebelastingen : aankoop van een fotografisch apparaat met numerieke technologie - Nikon Coolpix S3500 - Opdracht via onderhandelingsprocedure op aangenomen factuur - Aanduiding van de opdrachtnemer.	130 €	138/744.51	-
002/19.11.2013/B/0020	Sport	Aankoop van 2 verplaatsbare tribunes voor het Sportcentrum - Overheidsopdracht via onderhandelingsprocedure op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanwijzing van de aanbestedder.	2510,75 €	138/74451	-
002/19.11.2013/B/0021	Publieke Ruimte	Aankoop van één bestelwagen voor de dienst Wegennis - Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Goedkeuring van de uitgave en van het lastenboek.	30000 €	136/743.52	61/2013
002/19.11.2013/B/0022	Publieke Ruimte	Heraanleg van de openbare ruimten- Opdracht via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de firma's	60000 €	421/735.60	62/2013
002/19.11.2013/B/0023	Publieke Ruimte	Aankoop van winterkleden voor de Wegenis - Opdracht via onderhandelingprocedure zonder bekendmaking - Vaststelling van de voorwaarden - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de firma's	19000 €	138/744.98	63/2013
002/19.11.2013/B/0073	IDBP	Aankoop van een ergonomische schoonmaakmateriaal -	4909,31 €	722/724.60	-

		Opdracht via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Goedkeuring van de uitgave - Meedeling			
002/26.11.2013/B/0031	Publieke Ruimte	Omheining plaatsen in de schoolcentrum Marronniers - Overheidsopdracht via onderhandelingsprocedure op aangenomen faktuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder	3121,8 €	722/724.60-	
002/26.11.2013/B/0032	Publieke Ruimte	Herstelwerken voor de riolering van het Gemeentehuis - Opdracht via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder	10155,29 €	100/724.60-	
002/26.11.2013/B/0033	Publieke Ruimte	Vervanging van drie deuren voor de IAPS - Overheidsopdracht via onderhandelingsprocedure op aangenomen faktuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder	2212,12 €	722/724.60-	
002/26.11.2013/B/0034	Publieke Ruimte	Herstellen van het stukadoorswerk in de verschillende klassen van de schoolcentrum Souverain - Overheidsopdracht via onderhandelingsprocedure op aangenomen faktuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder	7198,9 €	722/724.60-	
002/26.11.2013/B/0106	Cultuur	Aankoop van een A3-kleurenprinter voor het Kunstcentrum van het Rood-Klooster - Opdracht via onderhandelingsprocedure op aangenomen faktuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de te raadplegen firma's - Aanduiding van de aanbesteder.	300 €	120/742.53-	
002/26.11.2013/B/0042	Preventie	Aankoop van informatica	3964,5 €	300/742.53-	

		materiaal voor de dienst Preventie. - Opdracht van onderhandelingsprocedure op aangenomen factuur. - Toepassing van artikel 234 van de Nieuwe gemeenewet. - Aanduiding van de aanbesteder . - Mededeling aan de Gemeenteraad.			
--	--	--	--	--	--

NEEM AKTE:

- van de gunning van bovenvermelde opdrachten via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking en op aangenomen factuur;
- van de beslissingen van het Schepencollege hier omtrent;

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken, alsook ter attentie van de Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

De Raad wordt geïnformeerd.

---

#002/19.12.2013/A/0003# **Urbanisme - Stedenbouw**

**Abrogation partielle du PPAS n°6 afin de permettre l'extension et la rénovation du centre scolaire "Les Marronniers" - Chaussée de Wavre 1179 - Adoption définitive de la décision d'abrogation partielle du PPAS n°6**

LE CONSEIL,

Vu le PPAS n°6, arrêté par Arrêté Royal du 8 février 1985 ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 10 septembre 2013 ;

Vu les articles 58 et suivants du CoBAT ;

Vu le « rapport qui justifie l'abrogation partielle du plan particulier d'affectation du sol PPAS n°6 en lieu et place de sa modification », rapport dressé par M. O. CHENU;

Vu le « rapport au sujet de l'absence d'incidences notables sur l'environnement » de cette même abrogation ;

Vu que le dossier a été soumis à l'enquête publique du 30 octobre 2013 au 28 novembre 2013 et à l'avis de la commission de concertation du jeudi 12 décembre 2013 ;

Vu qu'aucune réclamation ne nous est parvenue en cours d'enquête ;

Vu que la commission de concertation, en sa séance du jeudi 12 décembre 2013, a émis, à l'unanimité, un avis favorable ;

**DECIDE :**

d'adopter définitivement la décision d'abrogation partielle du PPAS n°6 et de transmettre le dossier complet au Gouvernement en sollicitant son approbation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

---

**Gedeeltelijke opheffing van het BBP nr 6, teneinde om de uitbreiding en de renovatie van het schoolcentrum "Les Marronniers" - Waverssteenweg 1179 - definitieve beslissing tot**

## **gedeeltelijke opheffing van het BBP nr 6**

DE RAAD,

Gezien dat het BBP n°6, opgehouden door het Koninklijk Besluit van 08 februari 1985;  
Gezien de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen op datum van 10 september 2013;

Gezien de artikels 58 en verder van het BWRO;

Gezien het verslag dat de gedeeltelijke opheffing rechtvaardigt van het bijzondere bestemmingsplan BBP n°6 rehtens zijn wijziging, verslag opgesteld door M.O. CHENU;

Gezien het verslag in verband met de afwezigheid van opmerkelijke weerslagen op het milieu van dezelfde opheffing ;

Gezien dat het dossier onderworpen werd aan het openbaar onderzoek van 30 oktober 2013 tot 28 november 2013 en aan het advies van de overlegcommissie van donderdag 12 december 2013 ;

Gezien dat er geen bezwaarschrift is toegekomen tijdens het onderzoek ;

Gezien dat de overlegcommissie, in zitting van donderdag 12 december 2013, een eenparig gunstig advies uitgebracht heeft ;

### **BESLIST**

de definitieve beslissing tot de gedeeltelijke opheffing van het BBP nr. 6 goed te keuren en het volledige dossier aan de Regering over te maken en haar goedkeuring aan te vragen

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

André Decourrière entre en séance / treedt in zitting

---

#002/19.12.2013/A/0004# **Sport - Sport**

### **Subside 2013 en faveur des associations sportives d'Auderghem.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu qu'un montant de 11.445€ est prévu à l'article 764/33202 du budget ordinaire de 2013 pour un subsidie pour les associations sportives d'Auderghem;

DECIDE:

de verser le subsidie de 11.445€ à la Commission Consultative des Sports.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives et sous forme de bref exposé à Monsieur le Ministre-Président de la région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

### **Subsidie ten gunste van de sportvereniging van Oudergem.**

DE RAAD,

Gelet op de wet van 14 november 1983 op de controle van het verlenen en van het gebruiken van

bepaalde subsidies;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gezien er een subsidie van 11.445€ voorzien is op artikel 764/33202 van de gewone gegroting van 2013 ten gunste van de sportverenigingen van Oudergem;

**BESLUIT:**

de subsidie van 11.445€ te storten aan de raagevende sportcommissie.

Onderhavige beraadslaging zal aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

#002/19.12.2013/A/0005# **Espace Public - Publieke Ruimte**

**Fixation pour l'année 2013 des modalités d'octroi de subventions dans le cadre de la propreté publique avec l'Agence Bruxelles Propreté**

**LE CONSEIL,**

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu le dossier administratif à disposition du Conseil;

Sur proposition du Collège échevinal en date du 03/12/2013;

**DECIDE :**

d'approuver la fixation pour l'année 2013 des modalités d'octroi de subventions dans le cadre de la propreté publique avec l'Agence Bruxelles Propreté

La présente délibération sera transmise sous forme de bref exposé à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

**Vastzetten van de modaliteit van toekenning van subsidies voor de jaargang 2013 in het kader van de openbare netheid met het Gewestelijk Agentschap voor netheid**

**DE RAAD,**

Gelet op artikel 117 van de nieuwe Gemeentewet;

Gezien dat het administratieve dossier ter beschikking van de Gemeenteraad is gesteld;

Op voorstel van het Schepencollege van 03/12/2013;

**BESLIST :**

Het vastzetten van de modaliteiten van toekenning van subsidies voor het jaargang 2013 in het kader van de openbare netheid samen met het Brussels Net Agentschap goed te keuren.

Onderhavige beraadslaging zal in de vorm van een beknopte samenvatting aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijk Besturen.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

#002/19.12.2013/A/0006# **Mobilité - Mobiliteit**

### **Contrat de mobilité - AUD 017 - Seizième renouvellement**

Le Conseil

Etant donné l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 1996, modifié par l'arrêté du 17 juillet 1997, déterminant les règles pour l'octroi des subventions aux Communes dans le cadre du contrat de mobilité et les intentions du Plan Régional de Développement qui précise qu'il appartient aux Communes de prendre des mesures pour gérer la circulation, notamment, en affectant des agents à cette tâche et en convenant des modalités d'intervention rapides en cas d'accident qui perturbe la circulation sur les voiries où le trafic est important.

Considérant que la congestion est néfaste pour le fonctionnement socio-économique de la Commune et qu'elle entraîne des effets dommageables sur la santé et l'environnement.

Considérant que la Région encourage les Communes à amplifier la présence de leur police sur les voiries régionales afin d'y maintenir de bonnes conditions de circulation.

Décide

- d'approuver le rapport relatif à l'exécution du contrat en cours ;
- de solliciter une subvention auprès de la Région de Bruxelles-Capitale pour la surveillance de trois carrefours prioritaires établis en voirie régionale ;
- de souscrire aux engagements figurant au contrat de mobilité joint en annexe, à savoir, la surveillance du carrefour formé par le boulevard du Souverain et la chaussée de Wavre, du carrefour formé par le boulevard du Souverain et l'avenue Herrmann-Debroux, ainsi que le Rond-Point du Souverain ;
- de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution.

La présente délibération sera transmise sous forme de bref exposé à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

### **Mobiliteitscontract – AUD 017 – Zestiende hernieuwing**

De Raad

Gezin het besluit van de Gouverneur van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 18 juli 1996, tot vaststelling van de regels die van toepassing zijn voor de toekenning van toelagen aan de Gemeenten in het raam van het mobiliteitscontract en overwegende dat het Gewestelijk Ontwikkelingsplan stelt dat de Gemeenten de nodige maatregelen moeten nemen voor het beheer van het verkeer, met name door agenten voor deze taak in te zetten en door nadere regels uit te werken voor snelle tussenkomsten bij

ongevallendie het verkeer op de drukken wegen verstoren.

Overwegende dat de congestie een nadelige invloed uitoefent op de socio-economische werking van de Gemeente en dat ze schadelijke gevolgen heeft voor de gezondheid en het milieu.

Overwegende dat het Gewest de Gemeenten aanmoedigt om de aanwezigheid van hun politie op de gewestelijke wegen te verhogen teneinde er goede verkeersomstandigheden te behouden.

BESLIST

- het verslag betreffende de uitvoering van het huidig contract goed te keuren;
- een toelage bij het brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de bewaking van drievoorrangskruispunten gelegen op gewestwegen, aan te vragen ;
- in te stemmen met de verbintenissen die vermeld worden in het hierbijgevoegd mobiliteitscontract, te weten, de bewaking van het kruispunt gevormd door de Vorstlaan en de Waversesteenweg van het kruispunt gevormd door de Vorstlaan en de Herrmann-Debrouxlaan, alsook het Rondpunt van de Vorstlaan;
- het Schepencollege te belasten met de uitvoering.

Onderhavige beraadslaging zal in de vorm van een beknopte samenvatting aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijk Besturen.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

#002/19.12.2013/A/0007# **Prévention - Preventie**

**Convention de collaboration entre la Commune d'Auderghem (SEMJA) et le CPAS d'Auderghem.**

LE CONSEIL,

Vu les mesures judiciaires alternatives concernées par l'encadrement du SEMJA, soit la peine de travail autonome régie par la loi du 17 avril 2002, ainsi que le travail d'intérêt général régit par la loi du 10 février 1994 ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Etant donné que le Service d'Encadrement des Mesures Judiciaires Alternatives (SEMJA) met à disposition des prestataires au sein du Centre Public d'Aide Soziale de la commune d'Auderghem (CPAS) ;

Vu que ce partenariat nécessite un cadre et une structure déterminée afin de fixer les modalités de cette collaboration ;

Vu que la Convention a été soumise à l'approbation du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 3 décembre 2013 :

DECIDE

de ratifier la présente convention de collaboration entre le Commune d'Auderghem (SEMJA) et le CPAS de la Commune d'Auderghem.

La présente délibération sera transmise sous forme de bref exposé au Ministre Président de la Région de Bruxelles Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

**Samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente Oudergem (AGW) en het OCMW van Oudergem.**

DE RAAD,

Gezien de betreffende gerechtelijk alternatieve maatregelen door de AGW omkaderd hetzij de autonome werkstraf geregeld door de wet van 17 april 2012, en het werk van algemeen belang geregeld door de wet van 10 februari 1994;

Gezien artikel 117 van de Nieuwe gemeentewet;

Gezien dat de dienst Omkadering van de gerechtelijke alternatieve maatregelen (AGW) gerechtigden ter beschikking van het Openbaar Centrum van Maatschappelijk Welzijn van de gemeente Oudergem stelt;

Gezien dat deze samenwerking nood heeft aan omkadering en structuur door een Samenwerkingsovereenkomst die de modaliteiten van de samenwerking vaststelt;

Gezien dat deze overeenkomst voor goedkeuring in datum van 3 december 2013 aan het College van Burgemeester en Schepenen voorgelegd werd ;

BESLIST

de bijgevoegde Samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente Oudergem (AGW) en het OCMW van Oudergem te bekrachtigen.

Huidige beraadslaging zal onder beknopte vorm aan de heer Minister President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met de plaatselijke besturen overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

#002/19.12.2013/A/0008# **Prévention - Preventie**

**Règlement touchant l'encouragement des ménages à la protection contre les cambriolages et à la sécurisation des habitations. - Approbation des modifications prévues pour l'année 2014.**

LE CONSEIL,

Etant donné que depuis 2009, dans le cadre du subsidie octroyé par le Ministère de l'Intérieur à la Commune d'Auderghem – Sommets Européens, des primes sont proposées en vue d'encourager les ménages auderghemois à sécuriser leurs habitation dans le cadre de la lutte contre le cambriolage ;  
Vu qu'un règlement avait été mis en place en collaboration avec d'autres communes bruxelloises et en partenariat avec la police d'Auderghem, et ensuite approuvé par le conseil communal en date du 28 janvier 2010 ;

Vu que ce règlement a fait l'objet de plusieurs modifications au terme de chaque année d'application afin de l'adapter au mieux aux réalités rencontrées ;

Il est proposé de renouveler ce règlement pour l'année 2014, moyennant à nouveau certains aménagements :

- diminution du plafond maximum relatif à la prime qui pourrait être octroyée au particulier, soit un montant de 300 € maximum ;
- précisions apportées concernant la facturation en terme de travaux effectués et exclusivement liés à de la sécurisation du bien concerné ;

- visite du Conseiller en prévention vol rendue désormais obligatoire, au même titre que la visite après les travaux (avec remise d'un rapport de visite et d'un rapport de contrôle annexés au dossier de demande du particulier) ;
  - introduction d'un accord écrit au dossier, signé par le propriétaire, dans le cas de travaux effectués par le locataire au sein de l'habitation concernée ;
- Vu que le budget communal prévoit un montant de 10.000 € - 300/33101 - pour l'octroi de primes à la sécurisation des habitations contre le cambriolage pour l'année 2014 ;

Vu que les modifications apportées au règlement touchant l'encouragement des ménages à la protection contre les cambriolages et à la sécurisation des habitations a été soumis au Collège échevinal en date du 03 décembre 2013 :

### **Application : à partir du 01/01/2014.**

#### **Article 1 – Budget et délais**

Dans les limites des crédits disponibles au budget, et sous réserve de l'octroi de subsides à la commune par le Ministère de l'Intérieur, le Collège des Bourgmestre et Echevins a la possibilité d'attribuer une prime à la sécurisation des habitations et à la protection contre les cambriolages pour le citoyens ayant réalisé des investissements dans le courant de l'année d'exercice budgétaire en cours.

Les demandes d'octroi de primes peuvent être introduites à partir de la date d'entrée en vigueur et de publication du règlement.

Les dossiers de demande peuvent être introduits jusqu'au 30 novembre de l'année durant laquelle les travaux ont été réalisés, sous réserve du budget disponible.

Cette prime est octroyée suivant l'ordre chronologique d'introduction des demandes jusqu'à épuisement des crédits prévus.

#### **Article 2 – Définitions**

§1. Par le mot « prime » il faut entendre le montant remboursé par la commune d'un pourcentage des frais avancés par le citoyen pour l'achat et l'installation de moyens destinés à assurer la protection de son habitation contre le cambriolage.

Le montant des primes et le maximum autorisé sont prévus à l'article 4.

§2. Par le mot « habitation », il faut entendre tous les appartements, maisons ou biens immeubles situés sur le territoire communal et utilisés à des fins privées ou semi-privées.

Sont exclues toute habitation destinée uniquement à une activité commerciale, industrielle, administrative ou professionnelle.

§3. Par le mot « ménages », la liste des demandeurs bénéficiaires concernés sont présentés à l'article 3 du présent règlement.

#### **Article 3 - Demandeur et bénéficiaire**

- La prime peut être octroyée à un particulier (occupant, locataire, propriétaire) à la condition que le bien pour lequel la prime est sollicitée soit situé sur le territoire d'Auderghem ;
- Condition de revenus :
  - Au ménage dont le revenu imposable ne dépasse pas 57.683,82 € ;

- Avec 1 personne à charge, au ménage dont le revenu imposable ne dépasse pas 63.067,08 € ;
- Avec 2 personnes à charge, au ménage dont le revenu imposable ne dépasse pas 65.759,33 € ;
- A partir de 3 personnes à charge, par personne supplémentaire, le revenu imposable de 65.759,33 € est augmenté de 2.692,25 €. Le montant imposable obtenu ne peut dès lors être dépassé ;

Une composition de ménage devra être transmise dans les situations où des personnes à charge sont mentionnées pour la demande de prime.

- La prime sera attribuée à la personne ayant réalisé effectivement l'investissement.

Son nom et l'adresse du bien devront être clairement stipulés dans le dossier introduit pour la demande de prime (voir article 7).

- La demande de prime ne pourra être introduite et attribuée qu'une seule fois par année pour le même logement.

Si deux demandes sont introduites pour un même bien dans la même année, seule la première demande sera prise en considération.

#### **Article 4 – Montant de la prime**

La prime s'élèvera à 50 % de la somme réellement investie (frais d'achat et d'installation) avec un maximum plafonné à 300 euros par habitation.

#### **Article 5 – Mesures de sécurisation et conseiller en prévention vol**

§1. Mesures prises en considération :

Les mesures doivent contribuer à la protection de l'habitation dans sa globalité et diminuer les risques objectifs de cambriolage, démontrant un caractère de sécurisation évident et concret.

§1.1. Tous les accès de l'habitation doivent être pris en considération afin d'évaluer les risques d'être cambriolés (portes, fenêtres, garages, soupiraux, jardins...).

§1.2. Seules les mesures d'ordre organisationnel, mécanique, électrique ou électronique, sous-tendant une réelle protection et une sécurisation objective, seront prises en compte pour l'octroi de la prime, à l'exception des mesures technologiques de type systèmes d'alarme électroniques ou de vidéosurveillance qui ne pourront faire l'objet d'une demande de prime.

§1.3. Les investissements relatifs à la sécurisation des habitations ne seront pris en considération dans le cadre de la prime communale que s'ils ont pour objet la fourniture et le placement des éléments de façade retardateurs d'intrusion suivants :

- Vitrage retardateur d'intrusion (verre feuilleté, vitrage sécurité).
- Systèmes de sécurisation/renforcement pour portes, fenêtres, volets, portes de garage, coupoles, fenêtres de toiture, soupiraux et barrières comme les serrures de sécurité, les verrous de sécurité, les entrebâilleurs, quincaillerie de sécurité pour châssis ou porte.
- Portes sécurisées et blindées (habitation, garage).
- Eclairages et/ou détecteurs de mouvement et/ou avec minuterie évoquant une présence au sein de l'habitation.

§2. Visite à domicile du conseiller en prévention vol :

§2.1. Tout citoyen qui le souhaite peut requérir l'avis d'un agent de la Zone de Police 5342 agréé par le SPF Intérieur en vue de bénéficier de conseils en matière de technoprévention. Cet avis doit faire l'objet d'une visite du bien concerné.

§2.2. L'avis du conseiller en prévention vol se limite à des recommandations sur les mesures à prendre et qui entrent en ligne de compte pour l'octroi de la prime, en listant les points d'intervention prioritaires compte tenu de l'habitation dans sa globalité et de tous ses accès.

§2.3. Dans le cas d'une demande de prime, il est **obligatoire** de solliciter cet avis **avant de réaliser les travaux**, que les travaux soient réalisés par le particulier lui-même ou par un fournisseur extérieur. Un rapport de visite est transmis au particulier.

Ensuite, **une visite de contrôle**, autrement dit après réalisation des travaux de sécurisation, **doit également et obligatoirement être prévue** afin de constater l'effectivité, la conformité, la pertinence et l'efficacité à limiter ou diminuer les risques de cambriolage, en fonction des priorités d'intervention établies et repérées par l'agent au niveau de l'habitation.

Au terme de cette visite, l'agent agréé rédige un rapport de contrôle indiquant si le bien est suffisamment sécurisé. Ce rapport devra nécessairement être annexé au dossier de demande de prime, cet avis étant déterminant au niveau technique pour les suites à donner au dossier.

Toute demande de visite, avant et après travaux, auprès du Conseiller en Prévention vol se fait par prise de contact directement avec la Maison de la Prévention qui se chargera de transmettre la demande au Conseiller (02/648.14.40), ou via inscription directe sur le site Internet [www.besafe.be](http://www.besafe.be).

§2.4. Un demandeur qui tient compte de la liste de priorités déterminée par le conseiller en prévention vol dans le cadre des travaux qu'il réalise, diminue fortement le risque de se voir refuser la prime de sécurisation, contrairement au demandeur qui déciderait de ne pas en tenir compte. Cela sous réserve de répondre effectivement aux autres conditions stipulées dans le présent règlement.

## **Article 6 - Procédure d'octroi de prime**

-

§1. La Maison de la Prévention centralise les demandes d'octroi de prime et réalise le contrôle administratif des dossiers introduits. Un registre de demandes sera tenu en fonction de la date de réception des dossiers.

Un avis positif ou négatif est rédigé sur base des pièces fournies par le demandeur.

Les documents nécessaires en vue de constituer le dossier de demande sont présentés à l'article 7.

§2. Tout dossier introduit est présenté au Collège échevinal qui décide de l'attribution ou non de la prime, sur base des avis rendus par la coordination administrative et financière de la Maison de la Prévention, et sur base de l'avis remis par le conseiller en prévention vol.

§3. Dans le cas d'une décision favorable, le suivi du paiement de la prime fixée est assuré par la Maison de la Prévention auprès du service des finances de l'administration communale, selon un délai de paiement de 30 jours à dater de la réception de la décision du Collège échevinal.

Toute décision défavorable est portée à la connaissance du demandeur et devra être justifiée.

§4. Les dossiers de demande doivent être introduits au plus tard le 30 novembre de l'année durant laquelle les travaux ont été réalisés.

Cette prime est octroyée suivant l'ordre chronologique d'introduction des demandes jusqu'à épuisement des crédits prévus.

§5. Les dossiers incomplets ne seront pas pris en compte.

### **Article 7 – Constitution du dossier**

-

7.1. Le dossier complet de demande doit impérativement être adressé par lettre recommandée à Madame Séverine Dohet, Maison de la Prévention, avenue Henri Schoofs, n°1 à 1160 Bruxelles ;

7.2. Le rapport de visite de l'agent agréé avant la réalisation des travaux.

7.3. La facture d'achat originale (ou certifiée conforme par l'agent agréé de la Zone de police 5342) d'installation et/ou du matériel prouvant la réalisation des travaux ;

Cette facture, pour être recevable, doit impérativement mentionner :

7.3.1. L'adresse à laquelle les travaux ont été réalisés ;

7.3.2. Les nom et prénom du bénéficiaire des travaux ;

7.3.3. La date (jour/mois/année) à laquelle les travaux ont été effectués ;

7.3.4. La date de facturation ;

7.3.5. Le travail qui a été réalisé et/ou présentation du produit qui a été fourni (exemple : placement d'une porte-blindée de type x) ;

La facture ne peut mentionner que des travaux/matériaux liés directement à la sécurisation du bien et doit présenter un détail de ceux-ci.

7.3.6. Un numéro ou une référence de facture ;

7.3.7. Une mention précisant si le paiement a été effectué en liquide, et si ce paiement a couvert partie ou l'entièreté du montant, avec signature et/ou cachet du fournisseur ayant réalisé les travaux ;

7.3.8. Le montant total facturé, TVAC.

Dans le cas de travaux effectués par le particulier lui-même, la facture relative aux achats du matériel pour la réalisation des travaux ne nécessitent pas les points 7.3.1, 7.3.2 et 7.3.3.

Plusieurs factures peuvent être présentées dans un même dossier de demande si plusieurs travaux ont été réalisés au sein du même bien endéans la même année.

Elles resteront soumises aux mêmes conditions présentées dans le présent règlement : conditions d'octroi (revenus, année, lieu), montant de la prime plafonné, mesures concernées par les travaux, avis du conseiller en prévention vol, recevabilité des factures et preuves de paiement.

Attention, l'ensemble des factures doivent être introduites dans le même dossier pour être prises en compte (dossier complet).

7.4. La(es) preuve(s) de paiement :

- Montant du paiement ;
- Date de paiement ;
- Nom et prénom du mandataire du paiement ;
- Destinataire du paiement (numéro de compte et dénomination précise).

Par preuve de paiement, il faut entendre un document d'une institution financière prouvant que le compte personnel du requérant a bien été débité.

Dans le cas d'une facture acquittée en liquide pour le montant total, voir point 7.3.

Si le paiement a été effectué en plusieurs versements, l'ensemble des preuves de paiement doit être présenté dans le dossier, le montant payé devant correspondre au montant facturé.

Dans le cas de travaux effectués par le particulier lui-même, la preuve de paiement relative aux achats du matériel peut se présenter sous forme de ticket de caisse ou de facturation.

7.5. Le rapport de visite et le rapport contrôle transmis par le conseiller en prévention Vol fournis suite à ses visites avant et après la réalisation des travaux. Le rapport de contrôle remet un avis sur base du constat d'effectivité et de conformité des travaux quant à la sécurisation du bien.

7.6. L'avertissement-extrait de rôle relatif à l'impôt des personnes physiques et taxes additionnelles complet de l'année en cours, ou le plus récent en possession du demandeur ;

7.7. Une composition de ménage dans les situations où des personnes à charge sont mentionnées pour la demande de prime ;

7.8. Un accord écrit du propriétaire du bien concernant les travaux de sécurisation réalisés dans l'habitation, dans la mesure où c'est le locataire qui effectue les travaux en question. Un modèle de document-type est disponible sur demande auprès de la Maison de la Prévention, auprès du Conseiller en Prévention vol ou encore, téléchargeable sur le site Internet de l'administration communale d'Auderghem.

7.9. Les nom, prénom, domicile et numéro de compte sous format IBAN de la personne ayant réalisé effectivement l'investissement ainsi qu'un document attestant du lien entre le demandeur de la prime (donc le particulier ayant introduit le dossier de demande) et le bien immeuble concerné par la prime.

#### **Article 8 - Contrôle et fraude**

Le contrôle de l'utilisation de la prime est gouverné par la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions.

Toute prime octroyée sur base d'une demande frauduleuse ou falsifiée sera récupérée, indépendamment d'éventuelles poursuites judiciaires.

#### **Article 9 – Tutelle**

Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par l'autorité de la tutelle.

DECIDE :

d'approuver les modifications prévues à partir de l'année 2014 au sein du règlement touchant l'encouragement des ménages à la protection contre les cambriolages et à la sécurisation des habitations, joint à la présente.

La présente délibération sera transmise en double exemplaire à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des pouvoirs locaux, ainsi qu'à Madame la Ministre de l'Intérieur.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

#### **Reglement aangaande de aanmoediging van de gezinnen tot de beveiliging van hun woning tegen inbraak. Goedkeuring van de wijzigingen voorzien voor het jaar 2014.**

DE RAAD,

Gezien dat sinds 2009 in het kader van de toelage toegekend door het Ministerie van Binnenlandse Zaken aan de Gemeente Oudergem – Eurotop premies om de Oudergemse gezinnen aan te moedigen hun woning te beveiligen in het kader van de bestrijding tegen inbraak worden toegekend;  
Gezien dat een reglement in samenwerking met andere Brusselse gemeenten en in partnership met de

politie van Oudergem opgesteld werd en door de Gemeenteraad op datum van 28 januari 2010 goedgekeurd werd;

Gezien dat dit reglement het voorwerp aan het einde van ieder jaar van verschillende wijzigingen uitmaakte ;

De hernieuwing van dit reglement in 2014 is middels nieuwe wijzigingen voorgesteld :

- vermindering van het maximum plafond betreffende de toelage die aan een particulier kan toegestaan worden, hetzij een bedrag van maximum 300 € ;

- aangebrachte verduidelijkingen in de facturatie betreffende de benaming uitgevoerde werken en uitsluitend verbonden aan de beveiliging van het goed in kwestie ;

- bezoek van de Raadgever in diefstal preventie voortaan verplicht, hetzelfde als voor het bezoek na de werken (met overhandiging van een verslag van bezoek en van een controle verslag, aan het aanvraagdossier van de particulier gevoegd) ;

- toevoeging van een schriftelijk akkoord aan het dossier, gehandtekend door de eigenaar, in het geval van werken die door de huurder aan de desbetreffende woning uitgevoerd worden.

Gezien dat de gemeente begroting een bedrag van 10.000 € - 300/33101 - voorziet voor de toekenning van premies voor de beveiliging van de woningen tegen inbraak voor het jaar 2014 ;

Gezien dat de wijzigingen aangebracht aan het reglement aangaande de aanmoediging van de gezinnen tot de beveiliging van hun woning tegen inbraak werden voor goedkeuring aan het College van Burgemeester en Schepenen op datum van 18 december 2012 voorgesteld;

**Toepassing : vanaf 01/01/2014.**

### **Artikel 1 – Budget en termijnen**

Binnen de grenzen van de voorziene bedragen in de begroting en onder voorbehoud van de toegestane toelagen door het Ministerie van Binnenlandse Zaken aan de gemeente heeft het College van Burgemeester en Schepenen de mogelijkheid beveiliging premie om woningen te beveiligen en tegen inbraak te beschermen voor de burger die in de loop van het begrotingsjaar investeringen uitgevoerd heeft toe te staan.

De aanvragen voor de toekenning van een premie kunnen vanaf de datum van toepassing en publicatie van dit reglement ingediend worden.

De dossiers met de aanvraag mogen tot 30 november van het jaar waarin de werken uitgevoerd werden en op voorbehoud van een beschikbaar budget ingediend worden.

Deze premie wordt volgens de chronologische volgorde van indiening van de aanvragen en tot uitputting van de voorziene kredieten toegestaan.

### **Artikel 2 – Definities**

§1. Onder “premie” wordt verstaan: het door de gemeente terugbetaalde bedrag dat een percentage is van de kosten die de burger reeds heeft gemaakt voor de aankoop en de installatie van middelen om zijn woning tegen inbraak te beschermen.

Het bedrag van de premie en het toegelaten maximum zijn voorzien in artikel 4.

§2. Onder “woning” wordt verstaan: alle appartementen, woningen of onroerende goederen, gelegen op het gemeentelijk grondgebied en gebruikt voor privé of semi-privé doeleinden.

Worden uitgesloten al de woningen die uitsluitend voor commerciële, industriële, administratieve of beroeps activiteiten gebruikt worden.

§3. Door het woord ”gezinnen” verstaat men de lijst met betrokken begunstigde aanvragers opgenomen in artikel 3 van huidig reglement.

### **Artikel 3 – Aanvrager en begunstigde**

- De premie mag aan een particulier (bezetter, huurder, eigenaar) op voorwaarde dat het goed waarvoor de premie aangevraagd wordt zicht op het grondgebied van Oudergem bevindt toegestaan worden ;
- Inkomsten voorwaarden :
  - Aan een gezin waarvan het belastbaar inkomen de 57.683,82 € niet overschrijdt ;
  - Met één persoon ten laste, aan het gezin waarvan het belastbaar inkomen de 63.067,08 € niet overschrijdt ;
  - Met twee personen ten laste, aan het gezin waarvan het belastbaar inkomen de 65.759,33 € niet overschrijdt ;
  - Vanaf drie personen ten laste, door supplementair persoon, het belastbaar inkomen van 65.759,33 € wordt groter van 2.692,25 €. Het belastbaar inkomen mag van de resultaat niet overschrijdt ;

Een gezinssamenstelling zal in de situaties waar personen ten laste aangegeven worden voor de aanvraag van de premie overgemaakt worden.

- De premie zal aan de persoon die effectief de investering gedaan heeft toegewezen worden.

Haar naam en het adres van het goed zullen duidelijk in het ingediende dossier tot aanvraag van een premie vermeld staan.

- De aanvraag voor een premie mag maar één maal per jaar voor dezelfde woning ingediend worden.

Indien twee aanvragen voor éénzelfde goed in hetzelfde jaar ingediend werden zal alléén de eerste aanvraag in acht genomen worden.

### **Artikel 4 – Bedrag van de premie**

De premie zal 50 % van het werkelijk geïnvesteerde bedrag (aankoop- en installatie kosten) met een maximum geplafonneerd op 300,00 € per woning bedragen.

### **Artikel 5 – Beveiligingsmaatregelen en raadgever in technopreventie**

§1. Maatregelen die in overweging genomen worden :

De maatregelen moeten tot de beveiliging van de hele woning bijdragen alsook de inbraak risico's verminderen dit alles zal op een duidelijke en concrete wijze van beveiligen duiden.

§1.1. Al de toegangen tot de woning moeten in overweging genomen worden zodat men de risico's tot inbraak kan evalueren (deuren, vensters, garages, kelderopeningen, tuinen, ...).

§1.2. Alleen de organisationele, mechanische, elektrische of elektronische maatregelen die een ware en objectieve beveiliging uitmaken zullen voor de toekenning van de premie in acht genomen worden, met uitsluiting van technologische maatregelen van het type elektronische alarm of video bewaking systemen die niet het voorwerp van een aanvraag tot premie mogen uitmaken.

§1.3. In het kader van de gemeentelijke premie worden investeringen voor de beveiliging van woningen enkel in overweging genomen indien het gaat om de levering en de plaatsing van de volgende inbraakwerende gevelementen :

- inbraakwerend glas (gelaagd glas, veiligheidsglas).
- beveiligingssystemen voor deuren, ramen, luiken, garagepoorten, koepels, dakramen, keldergaten en afsluitingen zoals veiligheidsslots, veiligheidsgrendels en kierstandhouders.
- veiligheidsdeuren en geblindeerde deuren (woning, garage).
- Verlichting met bewegingsdetector en/of tijdschakelaar die een aanwezigheid in de woning weergeven.

§2. Huisbezoek van de diefstalpreventieadviseur :

§2.1. Iedere burger mag indien hij het wenst het advies van een agent van de Politie Zone 5342 erkend door de FOV Binnenlandse Zaken met het oog raadgevingen op het gebied van technopreventie in te winnen aanvragen. Dit advies moet het voorwerp van een huisbezoek uitmaken.

§2.2. Het ingewonnen advies van de diefstalpreventieadviseur zal zich tot aanbevelingen op de te nemen maatregelen die in aanmerking komen voor de toekenning van de premie door middel van een lijst met de interventie punten die voorrang krijgen beperken.

§2.3. In het geval van een premie aanvraag is het **verplicht** dit advies **voor de aanvang van de werken** aan te vragen evenals de werken door de particulier zelf uitgevoerd worden dan door een leverancier. Een bezoekrapport is aan de particulier gegeven.

Daarentegen is een controle bezoek na de verwezenlijking van de beveiligingswerken ook verplicht om de werkelijkheid, de gelijkvormigheid, de toepasselijkheid en de doeltreffendheid om de inbraak risico's te beperken of te verminderen in functie van de door de agent vastgelegde en opgespoorde interventie prioriteiten wat de woning betreft.

Aan het einde van het huisbezoek zal de erkende agent een controle verslag opstellen dat vermeld of de woning voldoende beveiligd is. Het verslag zal noodzakelijkerswijs bij het aanvraag dossier toegevoegd worden aangezien dit advies op technisch gebied bepalend is voor de te geven gevolgen aan het dossier.

Alle aanvragen van bezoeken voor of na de beveiligingswerken moeten en die door de agent van de Politie Zone gedaan worden : contact nemen met het Preventiehuis (02/648.14.40) of via inschrijving op de website [www.besafe.be](http://www.besafe.be).

§2.4. Een aanvrager die in het kader van de werken die hij uitvoert met de lijst van prioriteiten opgesteld door de diefstalpreventieadviseur rekening houdt vermindert aanzienlijk het risico dat de beveiliging premie hem geweigerd wordt in tegenstelling tot de aanvrager die beslist er geen rekening mee te houden. Onder voorbehoud dat hij ook aan de andere voorwaarden in huidig reglement vermeld beantwoordt.

### **Artikel 6 – Procedure tot het verkrijgen van de premie**

§1. Het Preventiehuis centraliseert de aanvragen van de premie en werwezenlijkt de administratieve controle van de ingediende dossiers. Een register met de aanvragen zal in functie van de datum van ontvangst van de dossiers gehouden worden.

Een positief of negatief advies wordt op basis van de door de aanvrager ingeleverde stukken opgesteld. De nodige documenten voor het opstellen van het aanvraag dossier worden in artikel 7 vermeld

§2. Het ingediende dossier wordt aan het Schepencollege voorgesteld die over de toekenning van de premie op basis van de adviezen gegeven door de administratieve en financiële coördinatie van het Preventiehuis enerzijds en de diefstalpreventieadviseur anderzijds beslist.

§3. In het geval van een gunstige beslissing wordt de uitvoering tot betaling van de vastgestelde premie door het Preventiehuis bij de dienst financiën van het gemeentebestuur en dit volgens een betalingstermijn van 30 dagen te rekenen vanaf de datum van beslissing door het Schepencollege verzekert.

Elke ongunstige beslissing wordt ter kennis van de aanvrager gebracht en zal gemotiveerd zijn.

§4. De dossiers met de aanvragen moeten ten laatste op 30 november van het jaar waarin de werken uitgevoerd werden ingediend worden.

Deze premie wordt volgens een chronologische rangschikking van indiening van de aanvragen en tot uitputting van de voorziene bedragen toegekend.

§5. De onvolledige dossiers worden niet in aanmerking genomen.

## **Artikel 7 – Samenstelling van het dossier**

7.1. Het volledige aanvraag dossier moet imperatief per aangetekend schrijven aan Mevrouw Séverine Dohet, Preventiehuis, Henri Schoofslaan, nr 1 te 1160 Brussel overgemaakt worden.

7.2. Het verslag van het huisbezoek voor de aanvang van de werken opgesteld door de erkende agent.

7.3. De originele aankoopfactuur (of door de erkende agent van de Politie Zone 5342 conform verklaard) voor installatie en/of van het materiaal die de verwezenlijking van de werken bewijst.

Het factuur om ontvankelijk te zijn moet imperatief vermelden :

7.3.1. Het adres waarop de werken uitgevoerd werden ;

7.3.2. De naam en voornaam van de begunstigde ;

7.3.3. De datum (dag/maand/jaar) waarop de werken uitgevoerd werden ;

7.3.4. De datum van facturatie ;

7.3.5. Het uitgevoerde werk en of voorstelling van het geleverde product (bvb : plaatsing van een gepantserde deur van het type x) ; Het factuur vermeldt alleen maar werken/materialen die betreffende met de beveiling van de goederen en moet details voorstellen.

7.3.6. Een factuur nummer of referentie ;

7.3.7. Een vermelding die preciseerd of de betaling in cash gebeurde en of deze betaling een deel of het geheel van het bedrag dekte, met handtekening en/of stempel van de leverancier die de werken uitgevoerd heeft ;

7.3.8. Het totaal gefactureerde bedrag, BTW.

In het geval dat de werken door de particulier zelf uitgevoerd werden zal het aankoop factuur van de nodige materialen voor de verwezenlijking van de werken aan de punten 7.3.1, 7.3.2 en 7.3.3 niet moeten voldoen.

Verschillende factuuren mogen in hetzelfde dossier voorgesteld worden als alle werken in dezelfde woning tijdens hetzelfde jaar werden uitgevoerd.

Alle factuuren bewaren de voorwaarden van dit reglement : toegestane voorwaarden (inkomen, jaar, woning), bedrag van de geplafonneerde premie, beveiligingsmaatregelen, advies van de diefstalpreventieadviseur, ontvankelijkheid van de factuuren en betalingsbewijzen. Opgelet, alle factuuren moeten in hetzelfde dossier worden introduceerde (volledige dossier).

7.4. De betalingsbewijs(en) :

- Bedrag van de betaling ;
- Datum van betaling ;
- Naam en voornaam van de opdrachtgever van de betaling ;
- Bestemming van de betaling (rekening nummer en juiste benaming).

Door betalingsbewijs verstaat men een document van een financiële instelling dat bewijst dat de persoonlijke rekening van de aanvrager gedebiteerd werd.

In het geval van een factuur dat voor het volledig bedrag cash geregeld werd verwijst men naar punt 7.3.

Indien het bedrag in meerdere betalingen uitgevoerd werd zullen al de betalingsbewijzen aan het dossier gevoegd worden en het betaalde bedrag moet met het gefactureerde bedrag overeenstemmen.

In het geval van werken die door de particulier zelf uitgevoerd werden mag het betalingsbewijs betreffende de aankoop van het materiaal zich onder de vorm van een kasticket of een factuur presenteren.

7.5. Het verslag van het huisbezoek en het controle verslag overgemaakt door de diefstalpreventieadviseur voor en na de verwezenlijking van de werken tengevolge van zijn huisbezoek (verplicht). Het controle verslag geeft een advies op basis van de effectiviteit en de gelijkvormigheid van de werken wat de beveiliging van het goed betreft.

7.6. Het volledig bericht-uitreksel van de beurtrol in het kader van de personenbelasting en aanvullende belasting van het lopende jaar of de meest recente in het bezit van de aanvrager.

7.7. Een gezinssamenstelling in de gevallen wanneer de personen ten laste op de premie aanvraag vermeld worden ;

7.8. Een schriftelijk akkoord betreffende de beveiligingswerken en handgetekend door de eigenaar van de goederen in het geval van werken door de huurder uitgevoerd worden. Een formulier is beschikbaar op aanvraag bij het Preventiehuis, bij de raadgever van technopreventie of op de website van de Gemeente Oudergem.

7.9. De naam, voornaam, adres en rekeningnummer formaat IBAN van de persoon die effectief de investering uitgevoerd heeft en een attest betreffende de verband tussen de aanvrager van de premie en de woning.

### **Artikel 8 - Controle en fraude**

De controle en het gebruik van de premie wordt geregeerd door de wet van 14 november 1983 betreffende de controle, de toekenning en het gebruik van sommige toelagen.

Elke premie die op basis van een frauduleuse of valse aanvraag toegekend werd zal ingevorderd worden afgezien van eventuele gerechtelijke vervolgingen.

### **Artikel 9 – Voogdij**

Huidig reglement treedt in voege van zodra de Voogdij haar toestemming gegeven heeft.

BESLIST :

de wijzigingen voorzien vanaf het jaar 2014 aan het reglement aangaande de aanmoediging van de gezinnen tot de beveiliging van hun woning tegen inbraak goed te keuren.

Onderhavige beraadslaging zal in tweevoud aan de heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen alsook aan Mevrouw de Minister van Binnenlandse Zaken overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

#002/19.12.2013/A/0009# **Développement Économique - Economische Ontwikkeling**  
**Convention avec Atrium pour la promotion de différents marchés communaux**

Le Conseil Communal,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 117;

Considérant que l'agence régionale du commerce, Atrium, souhaite renforcer la promotion d'événements commerciaux auderghemois et multiplier les collaborations entre elle et l'administration communale;

DECIDE

d'approuver la convention avec Atrium, agence régionale du commerce dont le siège est situé boulevard Adolphe Max 13-17 à 1000 Bruxelles.

La présente délibération, sous forme de bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

**Overeenkomst tussen Atrium en de gemeente Oudergem voor de promotie van verschillende gemeentemarkten.**

De Gemeenteraad,

Gezien artikel 117 van de nieuwe Gemeentewet;

Aangezien dat Atrium, gewestelijk agentschap voor handelsactiviteiten het promoten van oudergemese handelsevenementen wenst versterken en zijn medewerkingen met de gemeente Oudergem vermeederen;

BESLIST

de overeenkomst tussen Atrium, gewestelijk agentschap voor handelsactiviteiten, gelegen Adolphe Maxlaan 13-17 te 1000 Brussel en de gemeente Oudergem.

Onderhavige beraadslaging zal, onder vorm van beknopte omschrijving overgemaakt worden aan De Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

#002/19.12.2013/A/0010# **Développement Économique - Economische Ontwikkeling**  
**Liquidation des subsides inscrits au budget 2013 aux associations de commerçants.**

Le Conseil Communal,

Vu la loi du 14 novembre 1983 instaurant le contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions octroyées aux associations par l'Administration Communale;

Vu sa décision du 7 décembre 1984 approuvant la réglementation relative aux modalités d'exécution;

Considérant que des subsides en faveur des associations de commerçants sont prévus au budget de l'exercice 2013 approuvé par l'autorité de Tutelle;

Considérant qu'en date du 19 novembre 2013 le Collège échevinal a constaté qu'il n'y avait pas d'opposition aux règles de contrôle imposées établissant que les montants octroyés au budget 2013 sont réservés au but poursuivi par les associations concernées;

Considérant qu'en cette même séance le Collège échevinal a accepté la répartition des subsides suivant le schéma repris plus bas proposé par le service Economie,

Vu l'article 117 de la nouvelle Loi Communale;

Décide

d'autoriser la liquidation de la subvention prévue au budget de l'année 2013 à l'article 520/33202 en faveur de:

Association des Commerçants Vieux-Moulin: 200,00€

Association des Commerçants Pinoy: 200,00€

Association des Commerçants Henrard: 200,00€

Conseil des Associations de Commerçants: 1 900,00€

La présente délibération, sous forme de bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

**Wijkhandelaarscomites - uitkering der toelagen ingeschreven in de begroting van 2013.**

De Gemeenteraad,

Gelet op de wet van 14 november 1983 houdende instelling van de controle op de toekenning en de aanwending van de toelage verleend door het gemeentebestuur;

Gelet op zijn beslissing van 7 december 1984 houdende goedkeuring van de reglementering;

Overwegende dat de toelagen voor verenigingen voorzien werden in de uitgaven van de begroting van 2013 en door de hogere overheid goedgekeurd werden;

Gezien het Schepencollege van 19 november 2013 vastgesteld heeft dat er geen afwijking werd

waargenomen van de opgelegde controle voorschriften en bevestigend heeft dat de uitgekeerde bedragen opgenomen zijn voor de doeleinde die door de betrokken verenigingen nagestreefd worden;

Gezien het Schepencollege, tijdens dezelfde zitting, de splitsing van de subsidies goedgekeurd heeft zoals voorgesteld door de dienst Economie;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Beslist

de uitkering van de toelagen ingeschreven in de begroting 2013 artikel 520/33202 ten voordele van hiernavolgende verenigingen toe te laten:

Oude Molen: 200,00€

Pinoy: 200,00€

Henrard: 200,00€

Raad van de Wijkshandelaars: 1 900,00€

Onderhavige beraadslaging zal onder de vorm van beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

#002/19.12.2013/A/0011# **Rémunérations - Bezoldigingen**

**Octroi d'une allocation de fin d'année pour 2013.**

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 27 novembre 2008, référence 27.11.2008/A/010, portant « augmentation du montant de la partie forfaitaire de l'allocation de fin d'année de 111 € en 2008, 2009 et 2010 » ;  
Vu l'arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public ;

Vu l'arrêté royal du 3 décembre 1987 modifiant l'arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public ;

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 2000 fixant la prime de fin d'année des Bourgmestres et Echevins ;

Vu la loi du 5 juin 2004 modifiant la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Vu l'arrêté royal du 28 novembre 2008 remplaçant, pour le personnel de certains services publics, l'arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public ;

Vu le protocole d'accord portant « Octroi d'une allocation de fin d'année pour 2013 au profit des mandataires, des titulaires d'un grade légal et des autres membres du personnel » ;

Vu les articles 19 § 1<sup>er</sup> bis, 145 et 148 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE:

D'accorder une allocation de fin d'année pour 2013 aux mandataires, aux titulaires d'un grade légal et aux autres membres du personnel.

La partie forfaitaire de l'allocation s'élève, pour 2013, à 722,2262 €;

La partie variable est de 2,5 % de la rémunération annuelle brute ayant servi de base au calcul de la rémunération due au bénéficiaire pour le mois d'octobre 2013 ;

La présente délibération, en double, sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

### **Toekenning voor 2013 van een eindejaarstoelage.**

De raad

Gelet op zijn beraadslaging van 27 november 2008, refert 27.11.2008/A/010, houdende « verhoging van het bedrag van het forfaitaire gedeelte van de eindejaarstoelage met 111 € in 2008, 2009 en 2010 »;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 december 1987 houdende wijziging van het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 2000 tot vaststelling van de eindejaarspremie van de Burgemeesters en Schepenen;

Gelet op de wet van 5 juni 2004 tot wijziging van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 november 2008 tot vervanging, voor het personeel van sommige overheidsdiensten, van het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt;

Gelet op de akkoordovereenkomst houdende "Toekenning voor 2013 van een eindejaarstoelage ten bate van de mandatarissen, de titularissen van een wettelijke graad en de andere leden van het gemeentepersoneel;

Gelet op de artikelen 19 § 1<sup>ste</sup> bis, 145 en 148 van de nieuwe gemeentewet;

**BESLIST :**

Een eindejaarstoelage toe te kennen voor 2013 aan de mandatarissen, de titularissen van een wettelijke graad en aan de andere personeelsleden;

Het onveranderlijk deel van de toelage wordt, voor 2013, op 722,2262 € vastgesteld;

Het veranderlijk deel bedraagt 2,5 % van de jaarlijkse brutobezoldiging die tot grondslag diende voor de berekening van de bezoldiging van de gerechtigde voor de maand oktober 2013.

Onderhavige beraadslaging, zal, in dubbel, overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest belast met plaatselijke besturen.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992 et notamment les articles 465 à 470 ;

DECIDE :

D'adopter le texte repris ci-dessous :

**ARTICLE UNIQUE**

Il est établi, pour l'exercice 2014, une taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques à charge des habitants du Royaume qui sont imposables dans la commune au premier janvier de l'année qui donne son nom à cet exercice.

La taxe est fixée à 6 % de la partie calculée conformément à l'article 466 du Code des impôts sur le revenu, de l'impôt des personnes physiques dû à l'Etat pour le même exercice.

La présente délibération sera transmise en double exemplaire à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

**Verlenging van het reglement Aanvullende belasting op personenbelasting.**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet en in het bijzonder de artikelen 117, 1ste alinea, 118, 1ste alinea, en 260;

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en meer bepaald de artikelen 465 tot 470;

BESLIST:

**DE TEKST HIERONDER GOED TE KEUREN:**

**ENIG ARTIKEL**

Er wordt voor het dienstjaar 2014, een aanvullende belasting op de personenbelasting gevestigd ten laste van de rijksinwoners die belastbaar zijn in de gemeente op 1 januari van het jaar, dat zijn naam geeft aan dat dienstjaar.

De belasting wordt vastgesteld op 6 % van het volgens artikel 466 van het wetboek van inkomstenbelasting berekend gedeelte van de aan het Rijk voor hetzelfde dienstjaar verschuldigde personenbelasting.

Huidige beraadslaging zal in tweevoud overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest belast met de lokale besturen.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

#002/19.12.2013/A/0013# **Taxes Communales - Gemeentebelastingen**

**Reconduction du règlement Centimes Additionnels au précompte immobilier.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale et notamment les articles 117, alinéa 1er, 118, alinéa 1er et 260 ;

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992 et notamment l'article 464, 1° ;

DECIDE:

de modifier le règlement existant comme suit :

**ARTICLE UNIQUE**

Il est établi, pour l'exercice 2014, 1.990 centimes additionnels au précompte immobilier dus à l'Etat par les propriétaires d'immeubles sis sur le territoire de la commune.

La présente délibération sera transmise en double exemplaire à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

### **Verlenging van het reglement Opcentiemen op de onroerende voorheffing.**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet en in het bijzonder de artikels 117, 1ste alinea, 118, 1ste alinea en 260;

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en meer bepaald artikel 464, 1°;

BESLIST:

het bestaande reglement als volgt te wijzigen :

ENIG ARTIKEL

Er worden voor het dienstjaar 2014, 1.990 gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing, verschuldigd aan de Staat door de eigenaars van gebouwen gelegen op het grondgebied van de gemeente, gevestigd.

Huidige beraadslaging zal in tweevoud overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest belast met de openbare besturen.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

#002/19.12.2013/A/0014# **Service Juridique - Juridische Dienst**

### **Règlement-taxe sur les agences de paris aux courses de chevaux**

LE CONSEIL,

Vu la loi communale et notamment l'article 117, alinéa 1<sup>er</sup> et l'article 118, alinéa 1er;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, notamment ses articles 91 à 94 ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale, notamment l'article 9, lequel insère les articles 1385 decies et undecies au Code judiciaire ;

Vu les dispositions du Titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 92, notamment les articles 370 à 372 modifiés par la loi du 15 mars 1999 ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu la situation financière de la Commune;

Vu le rapport au Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

De l'adoption d'un Règlement-taxe sur les agences de paris aux courses de chevaux.

#### Article 1

Il est établi à partir du 1er janvier 2014 et ce jusqu'au 31 décembre 2018, une taxe sur chaque agence de paris aux courses de chevaux, établie ou à établir sur le territoire de la commune. Sont seules

taxables, les agences habilitées à prendre des paris sur des courses se déroulant à l'étranger.

#### Article 2

Le montant de la taxe est fixé par mois à soixante deux euros (62 €) par agence de paris aux courses de chevaux.

#### Article 3

La taxe est due solidairement par :

- la personne qui accepte les mises, enjeux ou paris, soit pour son compte personnel soit à titre intermédiaire;
- la personne pour le compte de laquelle un intermédiaire (gérant, préposé, tenancier, etc.) accepte les mises, enjeux ou paris;
- les personnes qui mettent des locaux à la disposition des joueurs.

#### Article 4

En cas de fermeture de l'agence, quelle qu'en soit la raison, la taxe cesse d'être due à partir du mois suivant.

En cas de mutation dans l'exploitation de l'établissement, le bénéfice de la taxe payée est acquis au nouvel exploitant, celui-ci est tenu solidairement au paiement de la taxe au même titre que son prédécesseur.

#### Article 5

Les personnes tombant sous l'application de la taxe sont tenues d'en faire la déclaration par écrit à l'Administration Communale dans les cinq jours de leur installation.

A défaut de déclaration dans les délais ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise, le redevable sera imposé d'office d'après les éléments dont l'administration communale peut disposer.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Les infractions sont constatées par les fonctionnaires communaux assermentés et spécialement désignés à cet effet par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Les procès-verbaux qu'ils rédigent font foi jusqu'à preuve du contraire. Les taxes enrôlées d'office pourront être majorées, sans préjudice du paiement du droit dû, d'un montant égal à ce droit. En cas de nouvelle infraction dans l'année d'imposition, le montant de la majoration sera égal au double du droit dû.

#### Article 6

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins. Elle doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de 6 mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. Elle doit, en outre, à peine de nullité, être introduite par écrit, être motivée, datée et signée par le réclamant ou son représentant et mentionner :

1/ les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie ;

2/ l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

La présente délibération sera transmise en double exemplaire à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

DE RAAD,

Gelet op de gemeentewet, meer bepaald het artikel 117, alinea 1 en het artikel 118, alinea 1;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen in het bijzonder de artikels 91 tot 94;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting en fiscale zaken, meer bepaald het artikel 9, welke de artikels 1385 decies en undecies van het gerechtelijk wetboek inschakelt;

Gelet op de beschikkingen van titel VII, hoofdstuk 1, 3, 4, 7 tot 10 van de wetboek inzake inkomstenbelastingen 1992, meer bepaald de artikels 370 tot en met 372 gewijzigd door de wet van 15 maart 1999;

Gelet op de koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gezien de financiële toestand van de Gemeente;

Gezien het verslag aan het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST :

De aanneming van een Belasting-Reglement op de agentschappen van weddenschap op paardenwedrennen.

#### Artikel 1

Vanaf 1 januari 2014 tot 31 december 2018, wordt er een belasting geheven op ieder agentschap van weddenschappen op paardenwedrennen gevestigd of te vestigen op het grondgebied van de Gemeente. Zijn enkel betreft de agentschappen die erkend zijn tot het aannemen van weddenschappen die in het buitenland plaats vinden.

#### Artikel 2

De belasting bedraagt tweeënzestig euro (62 €) per maand en per agentschap van weddenschap op paardenwedrennen.

#### Artikel 3

De belasting is hoofdelijk verschuldigd door :

- de persoon die de inleggen, inzetten of weddenschappen aanneemt hetzij voor eigen rekening, hetzij als tussenpersoon;
- de persoon voor wiens rekening een tussenpersoon (beheerder, aangestelde, houder, enz...) de inleggen, inzetten of weddenschappen aanneemt;
- de personen die lokalen ter beschikking van de spelers stellen.

#### Artikel 4

Ingeval van sluiting van een agentschap om gelijk welke reden, is de belasting niet meer verschuldigd vanaf de daarop volgende maand. Ingeval van verandering in de uitbating van de inrichting komt de betaalde belasting ten gunste van de nieuwe uitbater.

Deze is ten zelfder titel solidair verantwoordelijk met zijn voorganger voor de betaling van de belasting.

#### Artikel 5

De personen welke onder de toepassing der belasting vallen, zijn verplicht een schriftelijke verklaring te doen aan het Gemeentebestuur en dit binnen de vijf dagen van hun vestiging. Bij gebrek aan aangifte binnen de gestelde termijn of ingeval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte, zal de belastingplichtige van ambtswege belast worden op basis van de elementen waarover het gemeentebestuur kan beschikken.

Vooraleer wordt overgegaan tot de ambtshalve vaststelling van de belastingaanslag, betekent de gemeente aan de belastingplichtige, per aangetekend schrijven, de motieven om gebruik te maken van deze procedure, de elementen waarop de aanslag is gebaseerd, de wijze van bepaling van deze elementen alsook het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen volgend op de datum van verzending van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk voor te dragen.

De overtredingen worden vastgesteld door de beëdigde gemeentelijke ambtenaren daartoe speciaal aangewezen door het Kollege van Burgemeester en Schepenen.

De door hen opgestelde processen-verbaal hebben bewijskracht tot bewijs van het tegendeel. De ambtshalve ingekohierde belastingen kunnen worden verhoogd, onverminderd de betaling van het vastgesteld recht, met een bedrag dat gelijk is aan dit recht.

Ingeval van herhaling van de overtreding binnen het aanslagjaar, zal het bedrag van deze verhoging gelijk zijn aan het dubbel van het vastgesteld recht.

#### Artikel 6

De belastingplichtige kan een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen. Ze moet binnen de zes maanden te rekenen van de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet, ingediend worden om ontvankelijk te zijn. Om ontvankelijk te zijn dienen zij gemotiveerd, schriftelijk, gedateert en getekend door de belastingplichtige of zijn afgevaardigde met en het volgende vermelden :

1/ de namen, kwaliteit, adres of zetel van de belastingplichtige die de vestiging ten laste heeft

2/ het object van het bezwaarschrift en een verslag van de feiten en middelen.

Huidige beraadslaging zal in tweevoud overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

#002/19.12.2013/A/0015# **Service Juridique - Juridische Dienst**

#### **Règlement-taxe sur les enseignes**

LE CONSEIL,

Vu la loi communale et notamment l'article 117, alinéa 1<sup>er</sup> et l'article 118, alinéa 1er;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, notamment ses articles 91 à 94 ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale, notamment l'article 9, lequel insère les articles 1385 decies et undecies au Code judiciaire ;

Vu les dispositions du Titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 92, notamment les articles 370 à 372 modifiés par la loi du 15 mars 1999 ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu la situation financière de la Commune;

Vu le rapport au Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

De l'adoption d'un Règlement-taxe sur les enseignes comme suit :

#### Article 1

L'intitulé du règlement taxe sur les enseignes et réclames est remplacé par l'intitulé suivant :  
Règlement taxe sur les enseignes.

#### Article 2

Il est établi au profit de la commune d'Auderghem, du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2018, une taxe annuelle sur les enseignes, qu'elles soient ou non lumineuses, éclairées, projetées.

#### Article 3

Est réputée enseigne, les indications, visibles de la voie publique ou d'une galerie privée et ayant pour but de faire connaître au public le commerce ou l'industrie qui s'y exploite, la profession qui s'y exerce ou les opérations qui s'y effectuent.

#### Article 4

Ne donne pas lieu à la perception de la présente taxe ;

1. les enseignes appartenant aux personnes morales de droit public, aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique qui diffusent un message d'intérêt général sans promouvoir directement ni indirectement ou accessoirement, un commerce, une entreprise, une profession ou un service rémunéré ;
2. l'inscription du nom du commerçant et de son numéro de registre de commerce, ainsi que toute mention prescrite par les lois et règlement pour autant qu'elle n'excède pas 1m<sup>2</sup>;
3. les enseignes ne dépassant pas une superficie de 1m<sup>2</sup>.

#### Article 5

Le taux de la taxe est fixé à ONZE euros (11 €) par mètre carré ou fraction de mètre carré. Les cordons lumineux qui ne font pas corps avec l'enseigne ou la publicité sont taxés, à raison de leur longueur et au taux de 50 cents(0,50 €) par mètre courant, avec un minimum de cinq euros (5 €.-).

#### Article 6

La surface imposable est calculée comme suit : s'il s'agit d'une seule surface : à raison des dimensions du dispositif qui contient l'enseigne ou la publicité et s'il s'agit d'une figure géométrique irrégulière, à raison de celles du rectangle dans lequel le dispositif est susceptible d'être inscrit ; si l'enseigne ou la publicité comporte plusieurs faces, la taxe est calculée sur base de la surface totale de toutes les faces visibles simultanément ou successivement ; si l'enseigne ou la publicité est constituée elle-même par un volume, la surface de ce dernier est forfaitairement censée être le double du produit de sa hauteur par sa plus grande largeur, le résultat étant exprimé en mesure de surface ; si le dispositif d'un appareil permet la présentation ou la projection successive de plusieurs textes, dessins,... la taxe est perçue autant de fois qu'il existe de présentations ou de projections différentes.

Si plusieurs surfaces ou volumes taxables concernant des industries, professions ou commerces différents sont apposés sur un même immeuble par un ou plusieurs contribuables, ils sont taxés séparément.

#### Article 7

La taxe est due :

pour les enseignes : par la personne physique ou morale qui exerce ou fait exercer la profession, l'industrie ou le commerce auquel se rapporte l'enseigne donnant lieu à la taxation.

pour les publicités : par la personne physique ou morale qui sollicite l'autorisation de placement ou à l'initiative de laquelle le placement est effectué.

En cas de défaillance du débiteur principal de la taxe, celui qui autorise ou tolère l'apposition de l'enseigne ou de la publicité taxable sur l'immeuble qu'il occupe ou dont il est propriétaire, est tenu au paiement de l'imposition.

#### Article 8

La taxe est due en entier et pour toute l'année. Toutefois, elle est réduite de moitié : si l'enseigne ou la publicité n'est placée qu'après le 30 juin de l'exercice ; en cas de disparition de la matière taxable avant le 1<sup>er</sup> juillet de l'exercice. Le fait du placement d'une nouvelle enseigne ou publicité, de l'augmentation de la superficie d'une enseigne ou publicité existante, doit être notifié à l'administration communale dans les quinze jours.

De même, toute réduction apportée aux dimensions d'une enseigne ou publicité, ou son retrait pur et simple, doit être notifié à l'administration communale dans les quinze jours, sous peine de déchéance du droit de modération éventuelle de la taxe.

#### Article 9

La taxe est due par voie de rôle.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins fait procéder chaque année à un recensement des éléments taxables.

#### Article 10

Les fraudes et contraventions et notamment le défaut de déclaration, sont punies, sans préjudice du paiement du droit dû, d'une taxe supplémentaire égale à ce droit et, en cas de récidive dans l'année, d'une taxe supplémentaire égale au double de ce droit.

A défaut de déclaration, le contribuable est imposé d'office, d'après les éléments dont la commune peut disposer, sauf le droit de réclamation et de recours et sans préjudice des poursuites et pénalités prévues par les lois et règlements.

#### Article 11

##### a) Recouvrement

Le redevable recevra, sans frais, un avertissement-extrait de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition. Le rôle est transmis contre accusé de réception au Receveur communal chargé du recouvrement qui assure sans délai l'envoi des avertissements-extraits de rôle. Le rôle portera les mentions indiquées à l'article 4 & 3 de la loi du 24 décembre 1996. L'avertissement-extrait de rôle mentionne la date d'envoi et porte les mentions indiquées à l'article 4 3 de la loi du 24 décembre 1996. Une synthèse du règlement en vertu duquel la taxe est due sera jointe à l'avertissement-extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Sans préjudice des dispositions de la loi du 24 décembre 1996 et de celles contenues dans le présent règlement, les dispositions du Code des impôts sur les revenus, titre VII chapitres 1, 3, 4, 8 à 10 et les articles 126 à 175 de l'arrêté d'exécution de ce Code, sont applicables aux taxes communales pour autant qu'elles ne concernent pas spécialement les impôts sur les revenus.

##### b) Réclamations

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins. Elle doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de 6 mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. Elle doit en outre, à peine de nullité, être introduite par écrit, être motivée, datée et signée par le réclamant ou son représentant et mentionner :  
1/ les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie  
2/ l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

La présente délibération sera transmise en double exemplaire à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

#### **Belasting-Reglement op de uithangborden**

DE RAAD,

Gelet op de gemeentewet, meer bepaald het artikel 117, alinea 1 en het artikel 118, alinea 1;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen in het bijzonder de artikels 91 tot 94;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting en fiscale zaken, meer bepaald het artikel 9, welke de artikels 1385 decies en undecies van het gerechtelijk wetboek inschakelt;

Gelet op de beschikkingen van titel VII, hoofdstuk 1, 3, 4, 7 tot 10 van de wetboek inzake inkomstenbelastingen 1992, meer bepaald de artikels 370 tot en met 372 gewijzigd door de wet van 15 maart 1999;

Gelet op de koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gezien de financiële toestand van de Gemeente;

Gezien het verslag aan het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST :

De aanneming van een Belasting-Reglement op de uithangborden :

#### Artikel 1

De titel van het belastingsreglement belasting op de uithangborden en reclames wordt vervangen door : Belasting op de uithangborden.

#### Artikel 2

Vanaf 1 januari 2014 en dit tot 31 december 2018, wordt er ten voordele van de Gemeente Oudergem, een jaarlijkse belasting geheven op op de al dan niet lichtgevende, verlichte en geprojecteerde uithangborden.

#### Artikel 3

Onder « uithangborden » dient verstaan : aanduiding en, zichtbaar van de openbare weg of van een privé galerij met het doel het publiek bekend te maken omtrent de handel of industrie dat er uitgbaat wordt, het beroep dat er uitgeoefend wordt of de verrichtingen dat er gedaan worden.

#### Artikel 4

Geven geen aanleiding tot de heffing van een belasting :

1. de uithangborden en reclames toebehorend aan de publiek rechtelijke rechtspersonen, aan de verenigingen zonder winstoogmerk en aan de instellingen van openbaar nut dat een boodschap van openbaar belang verspreiden zonder direct of indirect, een betaalde handel, bedrijf, beroep of dienst te promoten.
2. de vermelding van de naam en het nummer van het handelsregister van de handelaar evenals alle opschriften verplicht gesteld door de wet en reglement voor zover ze niet groter is 1m<sup>2</sup>.
3. de uithangborden waarvan de oppervlakte niet groter is dan 1m<sup>2</sup>.

#### Artikel 5

De belasting wordt vastgesteld op elf euro (11 €) per vierkante meter of gedeelte van een vierkante meter. De neonbuisverlichtingen die geen geheel vormen met het uithangborden of de reclame, worden belast op basis van hun lengte et dit tegen vijftig cent (0,50 €) per strekkende meter, met een minimum van vijf euro (5 €).

#### Artikel 6

De belastbare oppervlakte wordt berekend als volgt :

voor de uithangborden en reclames met één zichtbare zijde : door de afmetingen van de armatuur die

het uithangbord of de reclame omsluit; voor de uithangborden of reclames waarvan de figuur geometrisch onregelmatig is, door de afmetingen van de rechthoek waarin het uithangbord of reclame kan worden omschreven ; voor de uithangborden of reclames met meerdere zichtbare zijden, is de belasting berekend op basis van de totale oppervlakte der zichtbare zijden, wanneer het uithangborden of de reclame een volume vormt, wordt de oppervlakte van dit laatste geacht gelijk te zijn aan het dubbel van het product van de hoogte en zijn grootste breedte. Het resultaat zal uitgedrukt zijn in oppervlaktematen; indien het apparaat toelaat achtereenvolgens verschillende voorstellingen of projecties van teksten, tekeningen, enz... weer te geven, wordt de belasting zoveel malen als er verschillende voorstellingen of projecties zijn geïnd. Wanneer meerdere belastbare uithangborden of reclames aangebracht zijn op éénzelfde gebouw, door één of meer belastingsplichtigen, zullen zij afzonderlijk belast worden.

#### Artikel 7

De belasting is verschuldigd :

voor de uithangborden : door de rechts-of de natuurlijke persoon die het beroep uitoefent of doet uitoefenen, de industrie of de handel waarop het belastbare element betrekking heeft.

voor de reclames : door de rechts-of de natuurlijke persoon die de toelating aanvraagt tot het plaatsen van de reclame of op wiens initiatief de reclame wordt geplaatst. Ingeval van tekortkoming van de hoofdbelastingplichtige, is de belasting verschuldigd door de persoon die toestemming geeft tot het plaatsen van een belastbaar uithangbord of reclame op het huis dat hij betreft of waarvan hij eigenaar is.

#### Artikel 8

De belasting is verschuldigd voor het gehele jaar. Zij wordt nochtans tot de helft herleid: als het uithangbord of de reclame geplaatst wordt na de 30 juni van het dienstjaar; in geval van verwijdering van het uithangbord of de reclame vóór 1 juli van het dienstjaar. Het plaatsen van een nieuw uithangbord of reclame, de vermeerdering van de oppervlakte van het uithangbord of de reclame, dienen binnen de veertien dagen aan het Gemeentebestuur medegedeeld te worden. Elke vermindering aangebracht aan de afmetingen van een uithangbord of reclame, of de verwijdering, dienen binnen de veertien dagen aan het Gemeentebestuur medegedeeld te worden. op straffe van geen recht op vermindering te bekomen.

#### Artikel 9

De belasting is verschuldigd door inkohiering. Het College van Burgemeester en Schepenen zal ieder jaar doen overgaan tot een telling van de belastbare elementen .

#### Artikel 10

De ontduikingen en overtredingen, en onder meer het ontbreken van aangifte wordt, onverminderd de betaling van het verschuldigd bedrag gestraft met een supplementaire belasting die gelijk is aan dit bedrag en in geval van herhaling binnen het jaar, met een supplementaire belasting die gelijk is aan hetdubbel daarvan. Bij gebrek aan verklaring wordt de belastingplichtige van ambtswege blast volgens de elementen waarover het Gemeentebestuur kan beschikken, en dit onverminderd het recht van bezwaar en beroep en de bij de wetten en reglementen vastgestelde vervolgingen en straffen.

#### Artikel 11

a) Inning

De belastingplichtige ontvangt zonder kosten een aanslagbiljet. Het kohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het Kollege van Burgemeester en Schepenen ten laatste op 30 juni van het jaar dat volgt op het aanslagjaar. Het kohier wordt tegen ontvangstbewijs overgemaakt aan de met de invordering belaste Gemeenteontvanger die onverwijld zorgt voor de verzending van de aanslagbiljetten. Het kohier bevat de gegevens vermeld in artikel 4 & 3 van de wet van 24 december 1996.

Het aanslagbiljet vermeld de verzendingsdatum en de gegevens vermeld in artikel 4 & 3 van de wet van 24 december 1996. Een beknopte samenvatting van het reglement krachtens welke de belasting is verschuldigd, wordt toegevoegd in bijlage aan het aanslagbiljet.

De belasting is betaalbaar binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet. Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van de wet van 24 december 1996 en van huidig reglement, zijn de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1,3,4,8 tot 10 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en de artikelen 126 tot 175 van het uitvoeringsbesluit van dit Wetboek van toepassing op de gemeentebelastingen voor zover zij met name niet de belastingen op de inkomsten betreffen.

b) Geschillen

De belastingplichtige kan een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen. Ze moet binnen de zes maanden te rekenen van de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet, ingediend worden. Om ontvankelijk te zijn dienen, zij gemotiveerd, schriftelijk, gedateert en getekend door de belastingplichtige of zijn afgevaardigde met en het volgende vermelden :

1/ de namen, de kwaliteit, adres of zetel van de belastingplichtige die de vestiging ten laste heeft

2/ het object van het bezwaarschrift en een verslag van de feiten en middelen

Onderhavige beraadslaging zal in tweevoud overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

#002/19.12.2013/A/0016# **Service Juridique - Juridische Dienst**

### **Règlement-taxe sur les panneaux fixes**

LE CONSEIL,

Vu la loi communale et notamment l'article 117, alinéa 1<sup>er</sup> et l'article 118, alinéa 1er;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, notamment ses articles 91 à 94 ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale, notamment l'article 9, lequel insère les articles 1385 decies et undecies au Code judiciaire ;

Vu les dispositions du Titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 92, notamment les articles 370 à 372 modifiés par la loi du 15 mars 1999 ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu la situation financière de la Commune;

Vu le rapport au Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

De l'adoption d'un Règlement-taxe sur les panneaux fixes:

#### Article 1

Il est établi au profit de la commune d'Auderghem, à partir du 1er janvier 2014 et ce jusqu'au 31 décembre 2018, une taxe sur tout panneau fixe généralement quelconque exposant aux regards du public un message de quelque nature que ce soit.

Par « panneau fixe généralement quelconque », on entend tout support en quelque matière que ce soit, autocollant, bannière et autre dispositif généralement quelconque.

#### Article 2

La taxe est due solidairement par l'annonceur du message qui figure sur le ou les panneaux, par

l'exploitant du ou des panneaux et par celui qui autorise ou tolère le placement du panneau sur l'immeuble qu'il occupe ou dont il est propriétaire.

### Article 3

Ne donnent pas lieu à la perception de la présente taxe:

1. les panneaux appartenant aux personnes morales de droit public, aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique en vue de la poursuite d'une finalité d'intérêt général relevant de leur objet social ;
2. les panneaux, affiches et tout autre dispositif d'information au public imposés par une disposition légale ou réglementaire pour autant que le message et sa mise en forme se limite à ce qui est imposé légalement ou réglementairement.
3. les dispositifs publicitaires ayant pour fonction principale le financement d'un service public reconnu par le législateur, situés dans l'espace public ou visibles depuis l'espace public et qui font l'objet d'une taxe spécifique.

### Article 4

Le taux de la taxe est fixé par mètre carré ou fraction de mètre carré à raison de septante cinq euros (75€) par mètre carré entamé pour trois mois. Lorsque le panneau a une superficie différente du m<sup>2</sup>, il est taxé proportionnellement à sa surface. Toutefois, le minimum de la taxe ne pourra être inférieur à cinquante euros (50€) pour trois mois. Dans le cas où plusieurs annonceurs ou propriétaires figurent sur un même panneau, le calcul de la taxe sera effectué proportionnellement à la surface du panneau effectivement occupée par chaque annonceur ou propriétaire, sans que le résultat obtenu pour chacun ne puisse être inférieur à cinquante euros (50€).

Le taux de la taxe est multiplié par trois lorsque le panneau se présente sous la forme d'un dispositif trivision, sous la forme d'un dispositif en trois dimensions ou lorsqu'il sert de support à une animation.

### Article 5

La taxe est perçue par voie de rôle. La taxe est due pour le trimestre entier quel que soit le mois de placement ou d'enlèvement du panneau. Toute augmentation de la superficie ou modification de texte d'un panneau existant doit être notifiée à l'administration communale dans les quinze jours.

Il en est de même pour toute réduction apportée aux dimensions d'un panneau ou son retrait pur et simple.

Le rôle de la taxe est dressé par le Collège des Bourgmestre et Echevins trimestriellement.

### Article 6

Le Collège des Bourgmestre et Echevins fait procéder trimestriellement au recensement des éléments taxables sur base des constatations établies sur place par un agent communal.

### Article 7

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins. Elle doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de 6 mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. Elle doit, en outre, à peine de nullité, être introduite par écrit, être motivée, datée et signée par le réclamant ou son représentant et mentionner :

- 1/ les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie ;
- 2/ l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

La présente délibération sera transmise en double exemplaire à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

## **Belasting-Reglement op de vaste panelen**

DE RAAD,

Gelet op de gemeentewet, meer bepaald het artikel 117, alinea 1 en het artikel 118, alinea 1;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen in het bijzonder de artikels 91 tot 94;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting en fiscale zaken, meer bepaald het artikel 9, welke de artikels 1385 decies en undecies van het gerechtelijk wetboek inschakelt;

Gelet op de beschikkingen van titel VII, hoofdstuk 1, 3, 4, 7 tot 10 van de wetboek inzake inkomstenbelastingen 1992, meer bepaald de artikels 370 tot en met 372 gewijzigd door de wet van 15 maart 1999;

Gelet op de koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gezien de financiële toestand van de Gemeente;

Gezien het verslag aan het College van Burgemeester en Schepenen;

**BESLIST:**

De aanneming van een belasting-Reglement op de vaste panelen :

### Artikel 1

Er wordt vanaf 1 januari 2014 en dit tot 31 december 2018, ten voordele van de Gemeente Oudergem, een belasting geheven op ieder gewoon vast paneel dat in het algemeen een boodschap van één of andere aard voor het publiek vertoont.

Onder “vast paneel in het algemeen” moet verstaan worden: elk middel in eender welk materiaal, zelfklevend, vaandel en andere installatie in het algemeen.

### Artikel 2

De belasting is hoofdelijk verschuldigd door de adverteerder van de boodschap die op het of de panelen staat, door de uitbater van het of de panelen en door de persoon die toestemming geeft tot het plaatsen van een paneel op het gebouw dat hij bezet of waarvan hij eigenaar is.

### Artikel 3

Zijn vrijgesteld van de belasting:

1. de panelen toebehorend aan de publiekrechtelijke rechtspersonen, aan de verenigingen zonder winstoogmerk en aan de instellingen van openbaar nut om het sociaal doel van algemeen belang na te streven
2. de panelen, affiches en de andere installaties opgelegd aan het publiek door een wettelijke of reglementaire bepaling voor zover dat de boodschap en zijn opmaak in de perken blijven van wat wettelijk of reglementair opgelegd is
3. de reclame-inrichtingen die tot hoofddoel de financiering hebben van een door de wetgever erkende openbare dienst en die zich bevinden in de openbare ruimte of zichtbaar zijn van de openbare ruimte en die het onderwerp zijn van een specifiek belastingreglement.

### Artikel 4

De belasting wordt vastgesteld per vierkante meter of gedeelte van een vierkante meter tegen

vijfenzeventig euro (75 €) per vierkante meter voor drie maanden. Indien het paneel een verschillende oppervlakte heeft dan m<sup>2</sup>, wordt het paneel verhoudingsgewijs belast.

Nochtans mag het minimum bedrag ervan niet kleiner zijn dan vijftig euro (50€) voor een termijn van drie maanden.

In het geval of verschillende adverteerders of eigenaren op een zelfde paneel staan, zal de berekening van de belasting evenredig met de oppervlakte van het paneel werkelijk bezet door elk adverteerder of eigenaar, zodat het resultaat verkregen voor iedereen kan niet kleiner zijn dan vijftig euro (50€).

De belastingsvoet van de belasting wordt vermenigvuldigd per drie als het paneel de mogelijkheid heeft drie affiches te tonen, onder de vorm van een driedimensionale installatie of wanneer het dient als steun voor een animatie.

#### Artikel 5

De belasting wordt geïnd per inkohiering. De belasting is verschuldigd voor het volledig kwartaal, ongeacht de maand van plaatsing of wegneming van het paneel. Elke vergroting van de oppervlakte of wijziging van de tekst van een paneel moet bekendgemaakt worden aan het gemeentebestuur binnen de vijftien dagen. Hetzelfde geldt voor elke vermindering van de grootte van een paneel of de algehele wegneming ervan.

De inkohiering van de belasting wordt elk trimester uitgevoerd door het College van Burgemeester en Schepenen.

#### Artikel 6

Het College van Burgemeester en Schepenen zal driemaandelijks overgaan tot een telling van de belastbare elementen op basis van de vaststellingen ter plaatse door een gemeentebeambte.

#### Artikel 7

De belastingplichtige kan een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen. Ze moet binnen de zes maanden te rekenen van de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet, ingediend worden om ontvankelijk te zijn. Om ontvankeijk te zijn dienen zij gemotiveerd, schriftelijk, gedateert en getekend door de belastingplichtige of zijn afgevaardigde met en het volgende vermelden :

1/ de namen, kwaliteit, adres of zetel van de belastingplichtige die de vestiging ten laste heeft

2/ het object van het bezwaarschrift en een verslag van de feiten en middelen.

Onderhavige beraadslaging zal in tweevoud overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

#002/19.12.2013/A/0017# **Service Juridique - Juridische Dienst**

**Règlement-taxe pour la prestation de services et la délivrance de documents administratifs**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la nouvelle loi communale et notamment l'article 117, alinéa 1er ;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, notamment ses articles 91 à 94 ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale, notamment l'article 9, lequel insère les articles 1385 decies et undecies au Code judiciaire ;

Vu les dispositions du Titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 92, notamment les articles 370 à 372 modifiés par la loi du 15 mars 1999 ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu le rapport au Collège des Bourgmestre et Echevins;

## **ARTICLE 1**

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014 et jusqu'au 31 décembre 2018, il est établi au profit de la commune, une taxe sur la prestation de services et la délivrance de documents administratifs, à charge des personnes auxquelles ces documents sont délivrés, sur demande ou d'office, par la commune.

## **ARTICLE 2**

Le taux de la taxe pour services administratifs et délivrance de documents administratifs est fixé comme suit :

### **1. SERVICES URBANISME ET ENVIRONNEMENT**

<b>1. A Copies</b>	€
Copie de plans en couleur – par m <sup>2</sup> ou fraction de m <sup>2</sup>	50
Copie de plans en noir et blanc – par m <sup>2</sup> ou fraction de m <sup>2</sup>	25
Copie de règlements communaux sur les bâtisses	15
Copie de prescriptions de lotissement	<b>15</b>
Fourniture de documents digitalisés sur support informatique	
- par document ;	5
- avec un supplément par CD fourni de	2,5
- avec supplément par DVD fourni de	5
Fourniture de photocopies d'autres documents (prix par page) :	
- A4 (noir et blanc)	0,20
- A3 (noir et blanc)	0,40
Impression d'autres documents (prix par page) :	
- A4 (noir et blanc)	0,50
- A3 (noir et blanc)	1,00
- A4 (couleurs)	1,50
- A3 (couleurs)	3
- Format supérieur à A3 (noir et blanc) par m <sup>2</sup> et fraction de m <sup>2</sup>	25
- Format supérieur à A3 (couleur) par m <sup>2</sup> et fraction de m <sup>2</sup>	50
Impression de documents en service extérieur – paiement d'une provision exigée à la commande	20 + prix coutant

<b>1. B Copies conformes</b>	
Déclaration « copie conforme » - supplément par document	2,50
<b>1.C. Renseignements et avis</b>	
Fourniture de renseignements urbanistiques notamment aux notaires	80
Fourniture de renseignements urbanistiques demandés en urgence notamment par les notaires	120
Avis sur division de parcelles ou de bien immeuble	50
Demande d'un nouveau numéro de police	50
Communication périodique des listes des permis d'urbanisme ou des permis de lotir	50
<b>1.C. Consultations de documents archivés</b>	
Consultation d'archives – par heure – minimum 1h	35
Par archive on entend : - les permis d'urbanisme qui concernent des travaux achevés - les permis d'urbanisme qui ont été refusés ou classés sans suite - les certificats d'urbanisme délivrés ou refusés - les permis de lotir délivrés ou refusés. Toute personne titulaire d'un droit (notamment propriétaire, nu-propriétaire, usufruitier, ayant signé un compromis d'achat/vente) sur le bien dont elle consulte les permis d'urbanisme est exonérée du paiement de la taxe, sur présentation de la preuve qu'elle dispose du droit susvisé sur le bien.	
<b>1.D. Ouverture de dossier pour les demandes de certificat et permis d'urbanisme ou de lotir (prix par dossier)</b>	
demande d'abattage(s) d'arbre(s)	35
demande de modifications de façade sans modification de volume	75
certificats et permis d'urbanisme ou de lotir non soumis aux mesures particulières de publicité	85
certificats et permis d'urbanisme ou de lotir soumis à l'avis de la commission de concertation sans être soumis à enquête publique	135
certificats et permis d'urbanisme ou de lotir soumis aux mesures particulières de publicité et à l'avis de la commission de concertation	180
Les montants mentionnés ci-dessus seront multipliés par dix (10) pour les dossiers de régularisation introduits après l'établissement, par les services communaux, d'un procès-verbal constatant une infraction au Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire.	
<b>1.E. Introduction de plans modificatifs à l'initiative du demandeur faisant application de l'article 126/1 du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire et pour autant que la demande ainsi modifiée doive être à nouveau soumise aux actes d'instruction</b>	
demande de modifications de façade sans modification de volume	75
certificats et permis d'urbanisme ou de lotir non soumis aux mesures particulières de publicité	85
certificats et permis d'urbanisme ou de lotir soumis à l'avis de la commission de concertation sans être soumis à enquête publique	135
certificats et permis d'urbanisme ou de lotir soumis aux mesures particulières de publicité et à l'avis de la commission de concertation	180
Demande de modification de permis de lotir	180
<b>1.F. Ouverture de dossier pour les demandes de certificats et permis d'environnement,</b>	

<b>déclarations de classe III et demande de dérogation à l'horaire normal des travaux</b>	
demande de dérogation à l'horaire normal des travaux	<b>50</b>
dossiers relatifs aux installations de classe III	<b>85</b>
permis d'environnement de classe II	<b>135</b>
certificats et permis d'environnement de classe IB	<b>310</b>
certificats et permis d'environnement de classe IA	<b>825</b>
Les montants mentionnés ci-dessus sont multipliés par dix (10) pour les dossiers de régularisation introduits après l'établissement, par les services communaux, d'un procès-verbal constatant une infraction au sens de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement.	

## 2. SERVICE POPULATION

<b>I. Certificats – Extraits – Documents administratifs</b>	€
Extraits du registre de population	5
Certificat d'inscription	5
Certificat de vie	5
Certificat de nationalité	5
Certificat ou attestation de toute nature résultant de prestations administratives	5
Législations, copies conformes (par exemplaire)	5
Renseignement d'adresse, de population et d'Etat civil	5
<b>II. Recherche généalogiques</b>	
- Par heure de recherche, toute fraction d'heure étant comptée pour une heure entière	<b>35</b>
<b>III. Mariages</b> – Les mariages sont célébrés du lundi au samedi (aux heures et jours fixés ci-dessous) à l'exception des jours fériés. La déclaration de mariage actée, l'heure de la cérémonie sera fixée par le service de l'Etat Civil en fonction de l'agenda du jour. En début d'année, en fonction du calendrier, l'Officier de l'Etat Civil fixe les dates auxquelles les mariages ne seront pas célébrés. Les prestations à l'occasion des mariages sont : gratuites : les jeudis (à partir de 11 h 45') et les vendredis (à partir de 15 heures) payantes	
Lundi – mardi – mercredi – vendredi (à partir de 11 heures 45')	75
Les samedis matins (à partir de 10 heures 30)	<b>200</b>
Les samedis après-midi (entre 12 heures et 16 heures)	<b>300</b>
<b>IV. Carnet de mariage - délivrance ou duplicata</b>	<b>25</b>
<b>V. Cohabitation légale</b>	
Déclaration de cohabitation (+ carnet)	25
Duplicata d'un carnet	25
Demande de cessation unilatérale de cohabitation légale (frais : huissier, dossier)	<b>250</b>
<b>VI. Dossier de réinscription</b> ou demande de changement d'adresse après radiation d'office prononcée par le Collège des Bourgmestre et Echevins d'Auderghem.	15
<b>VII. Pièces et cartes d'identités</b>	
<u>Pièces d'identité</u>	
pièces d'identité (enfant de moins de 12 ans)	gratuit
duplicata d'une pièce d'identité délivrée à un enfant de moins de 12 ans en cas de renouvellement suite à la perte, le vol ou la détérioration	1,24
<u>Certificat d'identité</u> délivré aux enfants de nationalité étrangères âgés de moins de 12 ans (support carton) – délivrance ou duplicata	1,24
<u>Kid's ID</u> (document d'identité électronique pour enfant belge de moins de 12 ans) – Le coût de	

la délivrance est à augmenter du montant facturé par le SPF Intérieur	
procédure normale	1
procédure urgente et extrême urgente	5
<b>Cartes d'identité électroniques.</b> Le coût de la délivrance est à augmenter du montant facturé par le SPF Intérieur	
procédure normale	2,5
procédure urgente et extrême urgente	5
Demande et/ou activation de nouveaux codes pour une carte d'identité électronique	5
Délivrance d'une annexe 33 – (Retrait d'une carte d'identité électronique de belge en cas de perte de nationalité – Carte d'identité périmée – Radiation d'office)	5
<b>VIII. Passeports</b> - Le coût de la délivrance est à augmenter du montant facturé par le SPF Affaires Etrangères	
Délivrance d'un passeport – procédure normale	16
Délivrance d'un passeport – procédure urgente	25
Les enfants mineurs sont exonérés de la taxe pour la délivrance d'un passeport	
<b>IX. Permis de conduire</b> - Le coût de la délivrance est à augmenter du montant facturé par le SPF Mobilité et Transports	
Permis de conduire provisoire	5
Permis de conduire permanents (A,B,BE) et/ou limités (C,D,CE,DE,G)	5
Permis de conduire internationaux	5
Duplicata, changement de catégorie, échange d'un permis de conduire étranger, etc...	5
<b>X. Documents délivrés en vertu de l'arrêté royal du 8 octobre 1987 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.</b>	
annexes 10 à 43 à l'exclusion des annexes 15, 19, 19ter, 22 et 32 et 41bis.	5
Annexes 19, 19 ter et 22 – Attestation d'enregistrement	20
Documents ou attestation de toute nature résultant de prestations administratives	5
<b>XI. Ouverture d'un dossier</b> pour inscription dans la commune de personnes venant de l'étranger (par personne) à l'exception des personnes ayant introduit une demande tendant à obtenir le statut de réfugié (annexe 15 + 41bis)	25
<b>XII. Permis de travail</b> – Délivrance	15
<b>XIII. Dossier établi en vertu de l'article 9bis</b> de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers	25
<b>XIV. Prise en charge</b> – Etablissement d'un dossier (annexe 3bis et annexe 32)	15
<b>XV. Demande d'inscription au registre des professions intellectuelles prestataires de service</b>	13
<b>XVI- Modification de données dans les registres.</b> – Modification des documents de population ou des étrangers lors de tout changement d'identité (nom + prénom, lieu et date de naissance,...) – par personne	25
<b>XVII. Certificat de moralité</b> délivré en raison de l'exploitation d'un débit de boissons fermentées/spiritueuses à consommer sur place ou d'un débit de boissons spiritueuses	25
<b>XVIII. Transcriptions</b> d'actes d'Etat Civil dressés par les autorités étrangères	50
<b>XIX. Etablissement du dossier en vue de l'obtention de la nationalité belge.</b>	50

### 3. SERVICE TAXES COMMUNALES

Délivrance d'une déclaration d'abattage d'un animal	12,50
---	-------

#### 4. SERVICE DE L'ESPACE PUBLIC

Autorisations de chantier de plus de 5m <sup>2</sup> en voie publique	50
Plans de la commune au 1/5000	6
Plans de la commune au 1/2500	13

#### ARTICLE 3

La taxe est perçue au moment de la délivrance de ceux-ci.

La preuve du paiement est constatée par la remise d'un ticket de caisse.

Lorsque le document ne peut être délivré immédiatement, les personnes ou les institutions assujetties à la taxe, qui introduisent une demande pour l'obtention d'un document, sont tenues d'en consigner le montant au moment de leur demande.

Les personnes ou institutions qui refusent de payer la taxe sont tenues d'en consigner le montant entre les mains du Receveur communal jusqu'à ce que l'autorité compétente ait statué sur leur réclamation.

Dans ces cas le Receveur communal délivre gratuitement un reçu.

Lors de l'introduction des dossiers ou demandes donnant lieu à la délivrance de documents, le demandeur pourra être tenu de payer le montant de la taxe à titre de provision.

#### ARTICLE 4

Aucune taxe n'est due pour :

- a) les documents qui doivent être délivrés gratuitement par l'Administration communale en vertu d'une loi, d'un arrêté royal ou d'un règlement quelconque de l'autorité.
- b) pour les documents à fournir à l'appui d'une demande d'emploi par des chômeurs ou des demandeurs d'emploi pouvant justifier de leur inscription comme tels auprès de l'Office National de l'Emploi, ou par des personnes bénéficiant du revenu d'intégration, sur attestation du Centre Public d'Action Sociale
- c) les autorisations concernant des activités qui comme telles font déjà l'objet d'une imposition ou d'une taxe au profit de la commune.
- d) les autorisations relatives à des manifestations religieuses, philosophiques ou politiques.
- e) pour les documents à fournir pour les pensions
- f) les documents d'identité délivrés aux victimes d'un vol avec violence sur présentation d'une attestation des services de police
- g) pour la délivrance des documents lesquels sont, en vertu d'une loi, d'un arrêté royal ou d'un règlement de l'autorité, déjà soumis au paiement d'un droit au profit de la commune.

Toutefois, même dans les cas où la délivrance des documents est gratuite, tous les frais d'expédition de ceux-ci sont portés à charge des particuliers ou des établissements privés qui les demandent.

#### ARTICLE 5

Le présent Règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

La présente délibération sera transmise en double exemplaire à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

## **Belasting-Reglement voor administratieve diensten en op de afgifte van administratieve documenten**

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op de gemeentewet, meer bepaald het artikel 117, alinea 1;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen in het bijzonder de artikels 91 tot 94;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting en fiscale zaken, meer bepaald het artikel 9, welke de artikels 1385 decies en undecies van het gerechtelijk wetboek inschakelt;

Gelet op de beschikkingen van titel VII, hoofdstuk 1, 3, 4, 7 tot 10 van de wetboek inzake inkomstenbelastingen 1992, meer bepaald de artikels 370 tot en met 372 gewijzigd door de wet van 15 maart 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gelet het verslag naar het College van Burgemeester en Schepenen;

-

### **ARTIKEL 1**

Vanaf de **1ste januari 2014 en tot 31 december 2018**, wordt er ten voordele van de gemeente een belasting opgelegd op de administratieve dienst en de afgifte van administratieve documenten ten laste van de personen waaraan de gemeente deze documenten afgeeft, op aanvraag of ambtshalve.

-

### **ARTIKEL 2**

Het bedrag van de belasting voor administratieve diensten en afgifte van administratieve documenten wordt als volgt vastgelegd:

#### **1. DIENST STEDENBOUW EN LEEFMILIEU**

<b>1. A Kopieën</b>	€
Kopie van plannen in kleur – per m2 of gedeelte van m2	50
Kopie van plannen in zwart en wit – per m2 of gedeelte van m2	25
Kopie van gemeentelijke bouwreglementen	15
<b>Kopie van voorschriften van verkavelingen</b>	<b>15</b>
Levering van digitale documenten op informaticamateriaal	
- per document;	5
- met een supplement per afgeleverde CD	2,5
- met een supplement per afgeleverde DVD	5
Levering van fotokopieën van andere documenten (prijs per pagina) :	
- A4 (zwart en wit)	0,20
- A3 (zwart en wit)	0,40
Printen van documenten (prijs per pagina) :	
- A4 (zwart en wit)	0,50
- A3 (zwart en wit)	1,00
- A4 (in kleur)	1,50
- A3 (in kleur)	3
- Groter formaat dan A3 (zwart en wit) per m <sup>2</sup> en gedeelte van m <sup>2</sup>	25
- Groter formaat dan A3 (in kleur) per m <sup>2</sup> en gedeelte van m <sup>2</sup>	50
Voor het printen van document in buitendienst – met betaling van een voorraad bij de bestelling	20 + kostprijs

<b>1. B Voor afschrift conform</b>	
Verklaring « afschrift conform » - supplement per document	2,50
<b>1.C. Inlichtingen en meningen</b>	
Het afleveren van stedenbouwkundige inlichtingen in het bijzonder naar notarissen	80
Het afleveren van dringende stedenbouwkundige inlichtingen in het bijzonder naar notarissen	120
<b>Mening op verdeling van percelen of gebouwen</b>	<b>50</b>
Nieuwe politie nummer	<b>50</b>
Voor de periodieke communicatie van de maandelijksse lijsten van de stedenbouwkundige of verkavelingsvergunningen	50
<b>1.D. het raadplegen van gearchiveerde documenten</b>	
het raadplegen van archieven – per uur – minimum 1 uur	35
Onder archief wordt verstaan : - de stedenbouwkundige vergunningen die betrekking hebben op werken die beëindigd zijn, - de stedenbouwkundige vergunningen die geweigerd of zonder gevolg geklasseerd zijn, - de stedenbouwkundige attesten die afgeleverd of geweigerd zijn, - de verkavelingsvergunningen die afgeleverd of geweigerd zijn. Elke persoon houder van een recht (meer bepaald eigenaar, naakte eigenaar, vruchtgebruiker, persoon die een (ver)koopcompromis getekend heeft) op het goed waarvan hij de stedenbouwkundige vergunning raadpleegt wordt vrijgesteld van de betaling van de belasting, mits voorlegging van het bewijs dat hij beschikt over het betrokken goed.	
<b>1.E. Opening van dossier voor de stedenbouwkundige en verkavelingsattesten en vergunningen (prijs per dossier)</b>	
Aanvraag voor het vellen van bomen	<b>35</b>
Aanvraag voor het wijzigen van een gevel zonder wijziging van het volume	<b>75</b>
Voor de stedenbouwkundige en verkavelingsattesten en vergunningen die niet onderworpen zijn aan de speciale regelen van openbaarmaking	<b>85</b>
Voor de stedenbouwkundige en verkavelingsattesten en vergunningen die onderworpen zijn aan het advies van de overlegcommissie zonder openbaar onderzoek	<b>135</b>
Voor de stedenbouwkundige en verkavelingsattesten en vergunningen die onderworpen zijn aan de speciale regelen van openbaarmaking (advies van de overlegcommissie en openbaar onderzoek)	<b>180</b>
Aanvraag voor het wijzigen van een verkavelingsvergunning	<b>180</b>
De hierboven vermelde bedragen worden vermenigvuldigd met tien (10) voor de regularisatiedossiers ingediend na opstelling door de gemeentediensten van een proces-verbaal ter vaststelling van een inbreuk volgens de termen van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening.	
<b>1.F. Indiening van gewijzigde plannen op het initiatief van de aanvrager met toepassing van het artikel 126/1 van het Brussels Wetboek van de Ruimtelijke Ordening en voor zover dat de aanvraag eveneens aangepast opnieuw moet worden onderworpen aan de opleidingshandelingen</b>	
Aanvraag van wijziging van een gevel zonder wijziging van het volume	<b>75</b>
Voor de stedenbouwkundige en verkavelingsattesten en vergunningen die niet onderworpen zijn aan de speciale regelen van openbaarmaking	<b>85</b>
Voor de stedenbouwkundige en verkavelingsattesten en vergunningen die onderworpen zijn aan het advies van de overlegcommissie zonder openbaar onderzoek	<b>135</b>

Voor de stedenbouwkundige en verkavelingsattesten en vergunningen die onderworpen zijn aan de speciale regelen van openbaarmaking (advies van de overlegcommissie en openbaar onderzoek)	<b>180</b>
<b>Aanvraag van wijziging van een verkavelingsvergunning</b>	<b>180</b>
<b>1.G. Opening van dossier voor de milieuattesten en vergunningen en voor de verklaringen van klas III en aanvraag voor de afwijking van het normale werkuurrooster (prijs per dossier)</b>	
aanvraag voor de afwijking van het normale werkuurrooster	<b>50</b>
voor de dossiers betreffende installaties van klasse III	<b>85</b>
voor milieuvergunningen van klasse II	<b>135</b>
voor de milieuattesten en vergunningen van klasse I B	<b>310</b>
voor de milieuattesten en vergunningen van klasse I A	<b>825</b>
De hierboven vermelde bedragen worden vermenigvuldigd met tien (10) voor de regularisatiedossiers ingediend na opstelling door de gemeentediensten van een proces-verbaal ter vaststelling van een inbreuk volgens de termen van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen.	

## 2. DIENST BEVOLKING

<b>I. Getuigschrift – Uittreksel – Administratieve documenten</b>	€
Uittreksel van het bevolkingsregister	5
Inschrijvingscertificaat	5
Bewijs van leven	5
Nationaliteitscertificaat	5
Afgifte van alle andere documenten, getuigschriften, uittreksels, bewijsstukken, eensluidend verklaarde uittreksels, vergunningen enz.	5
Wettigingen van handtekeningen en gelijkvormige afschriften (per exemplaar)	5
Inlichtingen aangaande adressen van de bevolking en de burgerlijke stand	5
<b>II. Opzoeken aangaande afstamming</b>	
- Per uur, elk deel van een uur wordt voor een volledig uur aangerekend	<b>35</b>
<b>III. De huwelijken</b> – De huwelijken worden van maandag tot zaterdag ter uitzondering van de feestdagen gevierd. Na de verklaring van huwelijk, het uur van de plechtigheid zullen door de dienst van de Burgerlijke Stand in functie van de agenda van de dag bepaald worden. In het begin van het jaar, in functie van het agenda, stelt de schepen van de Burgerlijke Staat de data vast waaraan de huwelijken niet zullen gevierd worden. De uitkeringen ter gelegenheid van de vieringen van de huwelijken zijn: gratis : de donderdag (vanaf 11: 45') en de vrijdag (vanaf 15:00) betalend:	
Maandag – dinsdag – woensdag –vrijdag (vanaf 11: 45')	75
De zaterdagochtend (vanaf : 10:30')	<b>200</b>
De zaterdagmiddag (tussen 12:00 en 16:00)	<b>300</b>
<b>IV. Huwelijksboekjes</b> – Afgifte of duplicaat	<b>25</b>
<b>V. Wettelijke Samenwoning</b>	
Voor het opmaken van een dossier van wettelijke samenwoning (+ boekje)	25
Duplicaat van een boekje	25
Unilaterale beëindigingsvraag van wettelijk samenwoning (kosten: deurwaarder, dossier)	<b>250</b>
<b>VI. Dossier van herinschrijving</b> of adresverandering na een afvoering van ambtswege door het College van Burgemeester en Schepenen van Oudergem.	15

<b>VII. Identiteitsdocumenten</b>	
<u>Identiteitstukken</u>	
Identiteitstukken (kind onder 12 jaar)	gratis
Duplicaat van een identiteitstuk afgegeven aan een kind onder de 12 jaar in geval van hernieuwing ten gevolge van verlies, diefstal of beschadiging.	1,24
<u>Identiteitsbewijzen</u> : Afgifte van identiteitsbewijzen aan kinderen van buitenlandse nationaliteit onder de 12 jaar (afgifte of duplicaat)	1,24
<u>Kid's ID</u> (Afgifte van elektronische identiteitskaarten aan kinderen van Belgische nationaliteit onder de 12 jaar) – Kosten van de afgifte zijn te verhogen van het bedrag dat door de FOD Binnenlandse Zaken wordt gefactureerd	
Normale procedure	1
Spoedprocedure en extreme spoedprocedure	5
<u>Elektronische identiteitskaarten</u> . Kosten van de afgifte zijn te verhogen van het bedrag dat door de FOD Binnenlandse Zaken wordt gefactureerd	
Normale procedure	2,5
Spoedprocedure en extreme spoedprocedure	5
Aanvraag en/of activering van nieuwe codes voor elektronische kaarten	5
Afgifte van een bijlage 33 – (Intrekking van een elektronische identiteitskaart van Belg in geval van verlies van de Belgische nationaliteit – Identiteitskaart vervallen – Afvoering van ambtswege)	5
<b>VIII. Paspoorten</b> - Kosten van de afgifte zijn te verhogen van het bedrag dat door de FOD Buitenlandse Zaken wordt gefactureerd	
Aflevering van een nieuw paspoort - normale procedure	16
Aflevering van een nieuw paspoort – spoedprocedure	25
De minderjarige kinderen zijn vrijgesteld van de belasting voor de afgifte van een paspoort	
<b>IX. Rijbewijzen</b> - Kosten van de afgifte zijn te verhogen van het bedrag dat door de FOD Mobiliteit en Vervoer wordt gefactureerd	
Voorlopige rijbewijzen	5
Permanente (A,B,BE) en/of beperkte (C,D,CE,DE,G) rijbewijzen	5
Internationale rijbewijzen	5
Duplicaat, verandering van categorie, ruiling van een buitenlandsrijbewijs, enz...	5
<b>X. Documenten afgeleverd wegens Koninklijk Besluit van 8 oktober 1987 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.</b>	
Bijlagen 10 tot 43 met uitsluiting van bijlagen 15, 19, 19ter, 22 en 32 et 41bis.	5
Bijlagen 19, 19ter en 22 – Aanvraag voor verklaring	20
Andere documenten	5
<b>XI. Opening van een dossier “Vreemdeling”</b> (afkomstig uit het buitenland) voor inschrijving in de gemeente, uitgezonderd de personen die een aanvraag hebben ingediend met inzicht het statuut van UNO (bijlagen 15 + 41bis)	25
<b>XII. Beroepskaart – Afgifte</b>	15
<b>XIII. Dossier vastgesteld krachtens het artikel 9bis van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen</b>	25
<b>XIV. Invoering van een dossier van ten last neming</b> (bijlage 3bis et bijlage 32)	15
<b>XV. Aanvraag tot inschrijving in het register der dienstverlenende intellectuele beroepen</b>	13
<b>XVI- Wijziging</b> van gegevens in de registers. – Wijziging van de documenten van bevolking of de buitenlanders bij elke verandering van identiteit (naam + voornaam, plaats en geboortedatum, ...) – per persoon	25

<b>XVII. Verklaring van zedelijkheid</b> afgegeven in verband met de exploitatie van een drankexploitatie of slijterij voor gegiste/sterke dranken	25
<b>XVIII. Aanvragen van het overschrijven</b> van akten van burgerlijke stand opgesteld door vreemde overheden	50
<b>XIX. Invoering van een dossier voor het verkrijgen van de Belgische nationaliteit</b>	50

### 3. DIENST GEMEENTEBELASTINGEN

Het afleveren van een slachtattest van een dier	12,50
---	-------

### 4. DIENST OPENBARE RUIMTE

De toelatingen van werven van meer dan 5m <sup>2</sup> op de openbare weg	50
Plannen van de gemeente op schaal 1/5000	6
Plannen van de gemeente op schaal 1/2500	13

#### ARTIKEL 3

De belasting wordt geïnd op het ogenblik van de aflevering van het document.

Als betalingsbewijs van de belasting wordt een kasticket afgeleverd.

Wanneer het document niet onmiddellijk kan afgegeven worden, zijn de aan de belasting onderworpen personen of instellingen, die een aanvraag indienen tot het bekomen van een administratief document, gehouden het bedrag van de belasting in bewaring te geven op het ogenblik van de aanvraag.

De personen of instellingen die weigeren de belasting te betalen, zijn gehouden het bedrag ervan in bewaring te geven in handen van de Gemeenteontvanger, tot dat de bevoegde overheid uitspraak gedaan heeft over het bezwaar.

In die gevallen zal de Gemeenteontvanger een kosteloos ontvangstbewijs afgeven.

Bij het indienen van dossiers of aanvragen die aan leiding geven tot afgifte van documenten zal de aanvrager kunnen gehouden zijn het bedrag van de belasting bij wijze van dekking te betalen.

#### ARTIKEL 4

Er is geen belasting verschuldigd voor:

- a) de documenten die kosteloos moeten afgegeven worden door het gemeentebestuur, krachtens een wet, een koninklijk besluit of enig ander reglement van de overheid.
- b) voor de documenten af te leveren ter staving van een werkaanvraag door werklozen of werkzoekenden die hun inschrijving kunnen bewijzen bij de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, of door personen die van een leefloon genieten op attest van bevoegd Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn
- c) de vergunningen betreffende activiteiten die reeds het voorwerp van een belasting of retributie ten voordele van de gemeente uitmaken.
- d) de vergunningen betreffende godsdienstige, filosofische of politieke manifestaties.
- e) voor de documenten af te leveren voor een aanvraag in pensioentreding
- f) de identiteitsdocumenten afgeleverd aan de slachtoffers van diefstal met geweld mits voorlegging van een attest van de politiediensten.
- g) voor de afgifte van documenten die krachtens de wet, een koninklijk besluit of een reglement van de overheid reeds onderworpen zijn aan de betaling van een recht ten voordele van de gemeente.

## **ARTIKEL 5**

Het huidige reglement vervangt het vorige vanaf 1 januari 2014.

Onderhavige beraadslaging zal in tweevoud overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

#002/19.12.2013/A/0018# **Service Juridique - Juridische Dienst**

### **Règlement-taxe sur les pylônes, mâts, antennes et autres dispositifs de télécommunications, d'émission de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 de la Constitution;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

Vu le rapport au Collège du 26 novembre 2013;

Vu la situation financière de la Commune;

DECIDE:

#### **I. DUREE ET ASSIETTE DE LA TAXE**

Article 1<sup>er</sup>.

Il est établi au profit de la commune, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014 et ce jusqu'au 31 décembre 2019, une taxe sur les pylônes, mâts, antennes et autres dispositifs de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne installés sur le territoire de la Commune.

Article 2.

La taxe est due par lieu d'imposition pour l'année entière, quelle que soit la date d'installation du pylône, mât, antenne ou autre dispositif de télécommunications, d'émission de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne.

#### **II. REDEVABLE**

Article 3.

La taxe est due par le bénéficiaire du permis d'urbanisme délivré en vue de l'installation du pylône, du mât, de l'antenne, du dispositif de télécommunications ou du dispositif d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne.

Article 4.

Lorsque l'installation du pylône, du mât, de l'antenne, du dispositif de télécommunications ou du dispositif d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne s'est faite sans qu'un permis d'urbanisme n'ait été délivré, la taxe est due par la personne qui du fait de l'installation était soumise à l'obtention de ce permis.

### III. TAUX

#### Article 5.

Le montant de la taxe annuelle est de 2.500,00 EUR par pylône, mât, antenne, dispositif de télécommunications ou dispositif d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne.

### IV. EXONERATIONS

#### Article 6.

Sont exonérés de la taxe:

- a) le pylône, le mât, l'antenne, le dispositif de télécommunications ou le dispositif d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne exploités à des fins militaires ou de services publics. Ne peut être considéré comme exploité à des fins de service publics, le pylône, le mât, l'antenne, le dispositif de télécommunications ou le dispositif d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne exploités par des personnes physiques ou morales poursuivant un but de lucre.
- b) les antennes paraboliques destinées à la réception d'émissions télévisées.
- c) les infrastructures de télécommunication du réseau A.S.T.R.I.D., tant pour les missions de service public que pour les activités commerciales.

### V. DECLARATION

#### Article 7.

L'Administration communale adresse au contribuable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complété, daté et signé dans les délais fixés par l'autorité communale.

#### Article 8.

Tout contribuable qui n'a pas reçu de formulaire de déclaration est tenu de déclarer spontanément à l'administration les éléments nécessaires à la taxation avant le 31 décembre de l'exercice d'imposition.

#### Article 9.

La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

#### Article 10.

A défaut de déclaration ou en cas d'insuffisance de celle-ci, le contribuable est imposé d'office, d'après les éléments dont l'Administration dispose. Les cotisations enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal au droit dû ou estimé comme tel.

### VI. RECOUVREMENT ET CONTENTIEUX

Article 11.

La présente taxe et sa majoration éventuelle seront perçues par voie de rôle.

Article 12.

L'établissement, le recouvrement et le contentieux relatifs à la présente taxe sont réglés conformément aux dispositions contenues dans la Loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales et dans l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins. Elle doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de 6 mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. Elle doit en outre, à peine de nullité, être introduite par écrit, être motivée, datée et signée par le réclamant ou son représentant et mentionner :

- 1/ les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie

- 2/ l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

## VII. MISE EN APPLICATION

Article 13.

Le présent Règlement entre en vigueur à dater du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Il remplace le règlement taxe relatif à la taxe sur les antennes émettant des ondes électromagnétiques entre 10MHz et 10GHz adopté par le Conseil en séance du 19 décembre 2002.

La présente délibération sera transmise en double exemplaire à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

**Belasting-reglement op de pylonen, masten, antenne en andere telecommunicatie apparaten, uitzendesignalen, uitwisseling van informatie via hertzweg.**

DE RAAD

Gelet op artikel 170 van de Grondwet;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, Namelijk artikel 117;

Gelet op het verslag aan het College van 15 november 2013;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

BESLIST:

DE RAAD

Gelet op artikel 170 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie-en gemeentebelastingen;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, Namelijk artikel 117;

Gelet op het verslag aan het College van 26 november 2013;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

BESLIST:

## I. DUUR EN GRONDSLAG VAN DE BELASTING

Artikel 1

Er wordt, vanaf 1 januari 2014 en dit tot 31 december 2019, een belasting gevestigd op de pylonen, masten, antennes en andere telecommunicatie-, zend- en informatie-uitwisselinginstallaties door hertzgolven gevestigd op het grondgebied van de Gemeente.

Artikel 2

De belasting is, per aanslagplaats, voor het gehele jaar verschuldigd, ongeacht de datum van plaatsing van de pyloon, mast, antenne of andere telecommunicatie-, zend- en informatie-uitwisselinginstallatie door hertzgevolgen.

## II. BELASTINGPLICHTIGE

Artikel 3

De belasting is verschuldigd door de begunstigde van de stedenbouwkundige vergunning en/of van de milieuvergunning, afgeleverd met het oog op de plaatsing van de pyloon, mast, antenne of andere telecommunicatie-, zend- en informatie-uitwisselinginstallatie door hertzgolven.

Artikel 4

Indien de plaatsing van de pyloon, mast, antenne of andere telecommunicatie-, zend- en informatie-uitwisselinginstallatie door hertzgevolgen uitgevoerd werd zonder vergunning, is de belasting verschuldigd door de persoon die door het feit van de installatie onderworpen was aan het bekomen van deze vergunning.

## III. AANSLAGVOET

Artikel 5

Het bedrag van de jaarlijkse belasting bedraagt 2.500,00€ per de pyloon, mast, antenne of andere telecommunicatie-, zend- en informatie-uitwisselinginstallatie door hertzgolven.

## IV. VRIJSTELLINGEN

Artikel 6

Zijn van de belasting vrijgesteld:

- a) de pylonen, masten, antennes en andere telecommunicatie-, zend- en informatie-uitwisselinginstallaties door hertzgolven die met militaire of openbare doeleinden uitgebaat worden. De pylonen, masten, antennes en andere telecommunicatie-, zend- en informatie-uitwisselinginstallaties door hertzgolven die door natuurlijke of rechtspersonen voornamelijk met winstdoeleinden uitgebaat worden kunnen niet beschouwd worden als een uitbating van openbaar nut.
- b) satellietontvangers voor de ontvangst van televisieprogramma's.

c) de telecommunicatie-infrastructuur van het netwerk A.S.T.R.I.D. zowel voor de openbare opdrachten dan voor commerciële activiteiten.

## V. AANGIFTE

Artikel 7

De Administratie verstuurt een aangifteformulier naar de belastingplichtige en dient door hem, behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend, terugbezorgd te worden vóór de uiterste datum bepaald door de gemeentelijke overheid.

Artikel 8

De belastingplichtige die geen aangifteformulier zou gekregen hebben, dient de nodige gegevens vóór 31 december van het belastingjaar aan de Administratie te melden.

Artikel 9

De aangifte blijft geldig tot herroeping.

Artikel 10

Bij gebrek aan of bij ontoereikende aangifte wordt de belastingplichtige van ambtswege belast volgens de elementen waarover de Administratie beschikt. Bij het inkohieren van ambtswege worden de aanslagen verhoogd met een bedrag dat gelijk is aan het verschuldigd of het als dusdanig geraamd recht.

## VI. INVORDERING EN GESCHILLEN

### Artikel 11

Onderhavige belasting en haar eventuele vermeerdering zal via een kohier ingevorderd worden.

### Artikel 12

De vestiging, de invordering van de belasting evenals de regeling van de geschillen ter zake gebeurt volgens de modaliteiten vervat in het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen (wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen en Koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de gouverneur of voor het college van burgemeester en schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting).

De belastingplichtige kan een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen. Ze moet binnen de zes maanden te rekenen van de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet, ingediend worden om ontvankelijk te zijn. Om ontvankelijk te zijn dient ze gemotiveerd, schriftelijk, gedateerd en getekend door de belastingplichtige of zijn afgevaardigde te zijn en het volgende te vermelden:

- 1) de namen, kwaliteit, adres of zetel van de belastingplichtige die de vestiging ten laste heeft
- 2) het object van het bezwaarschrift en een verslag van de feiten en middelen

## VII. AANVANG VAN DE TOEPASSING

### Artikel 13

Het huidig reglement treedt in werking op 1 januari 2014.

Het huidig reglement vervangt het reglement betreffende de antennes die elektromagnetische golven tussen 10 MHz et 10 GHz uitzenden goedgekeurd in zitting van de Gemeenteraad van 19 december 2002.

Huidige beraadslaging zal in tweevoud overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

#002/19.12.2013/A/0019# **Service Juridique - Juridische Dienst**

### **Règlement-taxe sur les emplacements de parcage**

LE CONSEIL,

Vu la loi communale et notamment l'article 117, alinéa 1<sup>er</sup> et l'article 118, alinéa 1er;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, notamment ses articles 91 à 94 ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale, notamment l'article 9, lequel insère les articles 1385 decies et undecies au Code judiciaire ;

Vu les dispositions du Titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 92, notamment les articles 370 à 372 modifiés par la loi du 15 mars 1999 ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu la situation financière de la Commune;

Vu le rapport au Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

De l'adoption d'un Règlement-taxe sur les emplacements de parcage :

### **Article 1**

Il est établi, du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2018, une taxe communale sur les emplacements de parcage desservant des immeubles de bureaux ou affectés à une activité commerciale, industrielle ou artisanale.

Sont visés :

1°) les garages et tous emplacements couverts où peuvent être garés au moins 10 véhicules automobiles ;

2°) les parcs de stationnement à l'air libre pour véhicules à moteur, en dehors de la voie publique, où peuvent être garés au moins 10 véhicules automobiles.

### **Article 2**

La taxe est due par le propriétaire des immeubles où sont implantés les parkings.

En cas d'emphytéose ou de superficie, la taxe est due solidairement par le tréfoncier et, respectivement, par l'emphytéote et le superficiaire. En cas d'usufruit, la taxe est due solidairement par le nu-propriétaire et l'usufruitier. En cas de location, la taxe est due solidairement par le propriétaire et le locataire.

### **Article 3**

La taxe est fixée à trente euros (30 €) par place de parcage.

### **Article 4**

L'administration communale envoie au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu d'en réclamer une auprès de l'Administration Communale, au plus tard le 15 janvier qui suit l'exercice concerné.

La déclaration vaut jusqu'à révocation. En cas de modification de la situation imposable, une nouvelle déclaration devra être établie spontanément par le contribuable dans un délai de dix jours prenant cours le jour de la modification.

A défaut de déclaration dans les délais ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise, le redevable sera imposé d'office.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de 30 jours pour faire valoir ses observations par écrit. Ce délai court à dater du 5ème jour ouvrable suivant la notification des motifs de taxation.

En cas de première infraction, la taxe enrôlée d'office est majorée d'un montant égal à cette taxe. En cas de nouvelle infraction, la taxe enrôlée d'office est majorée d'un montant égal au double de cette taxe.

### **Article 5**

Le contribuable est tenu de faciliter les contrôles de sa déclaration, notamment en autorisant la vérification sur place, par les délégués de la commune ou en fournissant tous documents et renseignements qui lui seraient réclamés.

### **Article 6**

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins. Elle doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de 6 mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. Elle doit, en outre, sous peine de nullité, être introduite par écrit, être motivée, datée et signée par le réclamant ou son représentant et mentionner :

1/ les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie  
2/ l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

La présente délibération sera transmise en double exemplaire à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

La présente délibération sera transmise en double exemplaire à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

### **Belasting-Reglement op parkeerplaatsen**

DE RAAD,

Gelet op de gemeentewet, meer bepaald het artikel 117, alinea 1 en het artikel 118, alinea 1;  
Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen;  
Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen in het bijzonder de artikels 91 tot 94;  
Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting en fiscale zaken, meer bepaald het artikel 9, welke de artikels 1385 decies en undecies van het gerechtelijk wetboek inschakelt;  
Gelet op de beschikkingen van titel VII, hoofdstuk 1, 3, 4, 7 tot 10 van de wetboek inzake inkomstenbelastingen 1992, meer bepaald de artikels 370 tot en met 372 gewijzigd door de wet van 15 maart 1999;  
Gelet op de koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gezien de financiële toestand van de Gemeente;  
Gezien het verslag aan het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST :

De aanneming van een Belasting-Reglement op parkeerplaatsen :

#### Artikel 1

Er wordt vanaf 1 januari 2014 tot en met 31 december 2018 een gemeentebelasting gevestigd op de parkeerruimten ten dienste van kantoren of gebruikt voor een handels-, industriële of ambachtelijke bedrijvigheid. Worden bedoeld:

1°) garages en alle overdekte ruimten voor het parkeren van motorvoertuigen met minstens 10 parkeerplaatsen voor motorvoertuigen.

2) openluchtparkeerruimten voor motorvoertuigen, buiten de openbare weg, en met minstens 10 parkeerplaatsen voor motorvoertuigen.

#### Artikel 2

De belasting is verschuldigd door de eigenaar van de gebouwen waar de parkeerplaatsen zijn ingepland.

In geval van erfpacht of van opstal, is de belasting hoofdelijk verschuldigd door de opstalgever en respectievelijk door de erfpachter en de opstallhouder. In geval van vruchtgebruik, is de belasting hoofdelijk verschuldigd door de blote eigenaar en de vruchtgebruiker. In geval van huur, is de belasting hoofdelijk verschuldigd door de eigenaar en de huurder.

### Artikel 3

De belasting wordt bepaald op dertig euro (30€) per parkeerplaats.

### Artikel 4

Het gemeentebestuur stuurt naar de belastingplichtige een aangifteformulier dat degelijk ingevuld en ondertekend moet teruggezonden worden, binnen de termijn van een maand ingaande op de datum van verzending.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontving wordt verondersteld dit formulier bij het gemeentebestuur aan te vragen, ten laatste op de 15de januari die volgt op het betreffende dienstjaar. De verklaring geldt tot herroeping. In geval van wijziging van de belastbare situatie dient spontaan een nieuwe aangifte te gebeuren door de belastingplichtige binnen een termijn van tien dagen in voege tredend op de dag van de wijziging.

Bij gebrek aan aangifte binnen de gestelde termijn of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte, zal de belastingplichtige van ambtswege belast worden.

Vooraleer wordt overgegaan tot de ambtshalve vaststelling van de belasting, betekent de gemeente aan de belastingplichtige, per aangetekend schrijven, de motieven om gebruik te maken van deze procedure, de elementen waarop de aanslag is gebaseerd, de wijze van bepaling van deze elementen alsook het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen om zijn opmerkingen schriftelijk over te maken. Dit termijn loopt vanaf de 5de werkdag volgend op de betekening van de redenen van de belasting.

In geval van eerste overtreding, zal het bedrag van deze verhoging gelijk zijn aan het vastgestelde recht. In geval van herhaling van overtreding, zal het bedrag van deze verhoging gelijk zijn aan het dubbel van het vastgestelde recht.

### Artikel 5

De belastingplichtige is eraan gehouden de controles van zijn verklaring te vergemakkelijken, in bijzonder door het nazicht ter plaatse toe te laten aan de bevoegde ambtenaren van de gemeente of door het verstrekken van alle vereiste documenten en inlichtingen hieraangaande.

### Artikel 6

De belastingplichtige kan een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen. Ze moet binnen de zes maanden te rekenen van de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet, ingediend worden om ontvankelijk te zijn. Om ontvankelijk te zijn dienen zij gemotiveerd, schriftelijk, gedateerd en getekend door de belastingplichtige of zijn afgevaardigde met en het volgende vermelden:

- 1/ de namen, kwaliteit, adres of zetel van de belastingplichtige die de vestiging ten laste heeft
- 2/ het object van het bezwaarschrift en een verslag van de feiten en middelen.

Onderhavige beraadslaging zal in tweevoud overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;  
Vu la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière;  
Vu l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (le Code de la route);  
Vu le règlement complémentaire de police en ses dispositions relatives à la circulation routière;  
Vu l'Arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées;  
Vu l'Arrêté ministériel du 9 janvier 2007 concernant la carte communale de stationnement;  
Vu l'Ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence de stationnement de la Région de Bruxelles Capitale ;  
Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant le volet réglementaire du Plan régional de politique du stationnement ;  
Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation ;  
Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2013 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement réservées en voirie aux opérateurs de véhicules à moteur partagés ;  
Vu la décision de l'Agence de stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 août 2013 portant agrément des opérateurs de carsharing « Zen Car » et « Cambio » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12.12.2013 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation ;  
Considérant qu'une meilleure rotation des emplacements de stationnement doit être poursuivie et qu'il convient dès lors d'établir les redevances en concordance avec la période de stationnement généralement utile et nécessaire;  
Considérant que l'extension des zones réglementées de stationnement de même que la pression au niveau du stationnement dans le centre nécessite de donner aux habitants de la commune des facilités de stationnement;  
Considérant que la réduction, la création et l'amélioration des possibilités de stationnement entraînent pour la commune des charges importantes;  
Considérant qu'une adaptation de notre règlement aux divers changements législatifs et techniques, intervenus dernièrement, s'avère nécessaire;  
Considérant que pour permettre une meilleure lecture de la problématique du stationnement il est opportun d'insérer dans ce règlement celui réactualisé relatif aux cartes communales de stationnement;  
Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins :

## **ARRETE :**

Le présent règlement comme suit :

### **Article 1 : Champ d'application**

Le présent règlement est applicable à tous les usagers de la voie publique.

Par voie publique, il y a lieu d'entendre les voies et leurs trottoirs ou accotements immédiats qui appartiennent aux autorités communale ou régionale.

### **Article 2 : Définitions**

Pour l'application du présent règlement, on entend par :

- **Carte de dérogation** : carte virtuelle ou le cas échéant vignette délivrée par la commune qui donne à son titulaire le droit à un règlement de stationnement particulier en matière de stationnement à durée limitée ou de stationnement payant et qui lui permet, le cas échéant, de stationner sur des emplacements réservés conformément aux dispositions reprises dans le règlement fixé par le conseil communal.

- **Emplacements de stationnement réservés aux voitures partagées** : Un ou plusieurs emplacements de

stationnement sur lesquels tout utilisateur doit disposer d'une carte de dérogation «voiture partagée ».

- **Riverain** : personne physique qui a sa résidence principale ou son domicile sur le territoire de la commune et inscrite dans ses registres de la population.

- **Ménage** : est constitué soit par une personne vivant habituellement seule, soit par deux ou plusieurs personnes qui, unies ou non par des liens de parenté, partage la même résidence principale. La composition du ménage est attestée par une composition de ménage.

- **Usager** : le conducteur du véhicule à moteur occupant une place de stationnement ou, à défaut de connaissance de celui-ci, la personne au nom de laquelle ce véhicule à moteur est immatriculé.

- **Véhicule à l'arrêt** : véhicule immobilisé pendant le temps requis pour l'embarquement ou le débarquement de personnes ou de choses.

- **Véhicule en stationnement** : véhicule immobilisé au-delà du temps requis pour l'embarquement ou le débarquement de personnes ou de choses.

- **Véhicules prioritaires** : véhicules définis dans l'article 37 du code de la route.

- **Voie publique où s'applique la réglementation de la zone bleue** : Les dispositions de la zone bleue sont également applicables à tout endroit pourvu d'un signal E5, E7 ou E9a à E9g, complété par un panneau additionnel sur lequel est reproduit un disque de stationnement.

- **Voitures partagées**: Le système d'utilisation d'un véhicule tel que défini à l'article 2.50 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique.

- **Agence** : l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que définie dans le chapitre VI de l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale.

- **Zone** : un ensemble de rues dans lequel un règlement spécifique de stationnement est d'application et dont le commencement ou l'accès ainsi que la fin sont indiqués par un signal auquel la validité zonale a été conférée comme prévu à l'article 65.5 du code de la route.

Des rappels ne sont pas obligatoires et doivent rester exceptionnels sous peine que leur multiplication entraîne le même nombre de signaux que le système classique où ils sont répétés à tous les carrefours. Les cartes de dérogation y sont valables.

- **Zone bleue** : zone dans laquelle, sauf dérogation, tout utilisateur d'un emplacement de stationnement est tenu de respecter la durée limitée de stationnement au moyen d'un disque de stationnement conformément à l'article 27 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, sous peine d'être soumis à la redevance de stationnement visée à l'article 6.

Y donneront lieu à dérogation tous les types de cartes de dérogation ainsi que la carte pour personnes handicapées.

- **Zone de livraison** : la durée de stationnement n'est pas limitée. A l'exception de la carte de dérogation pour « les prestataires de soins médicaux urgents », les cartes de dérogation ne sont pas valables. Cette zone est strictement destinée au chargement et au déchargement de marchandises durant les heures de cette réglementation.

- **Zone « emplacement réservé »** : il n'y a pas de limitation horaire. En zone « emplacement réservé riverain » seule la carte de dérogation « riverain » est valable. En zone « emplacement réservé aux

voitures partagées », seule la carte de dérogation standard « voiture partagée » est valable.

- **Zone « Kiss&Ride »** : le temps de stationnement est limité au temps indiqué sur la signalisation routière. Seule la carte de dérogation standard « prestataire de soins médicaux urgents » est valable en zone « kiss&Ride ».

### **TITRE I : Dispositions relatives aux stationnements où la réglementation de la zone bleue est applicable ainsi qu'aux stationnements sur des emplacements réservés à un ou différents types de cartes de dérogation sur le territoire de la commune**

#### **Article 3 : Modalités**

Sur les voiries communales et régionales situées sur le territoire de la commune, le stationnement est réglé et subdivisé selon les modalités suivantes :

- Stationnement en zone bleue ou sur des emplacements sur la voie publique où s'applique la réglementation de la zone bleue
- Emplacements réservés aux riverains
- Emplacements réservés aux voitures partagées
- Stationnement en zone de livraison
- Stationnement en zone « Kiss&Ride »

#### **Article 4 : Stationnement en zone bleue ou sur des emplacements de la voie publique où s'applique la réglementation de la zone bleue**

Le temps de stationnement gratuit en zone bleue ou sur la voie publique où s'applique la réglementation de la zone bleue est limité à deux heures maximum du lundi au samedi inclus, sauf si des modalités particulières sont indiquées sur la signalisation.

En cas de dépassement de la durée autorisée de stationnement ou lorsque le disque de stationnement indiquant l'heure n'a pas été apposé sur la face interne du pare-brise du véhicule, l'usage est réputé avoir opté pour le paiement d'une redevance forfaitaire dont le montant s'élève à 25 €.

#### **Article 5 : Emplacements réservés aux riverains**

La durée d'utilisation d'une place de stationnement n'est pas limitée dans la zone « emplacements réservés aux riverains ».

Une redevance forfaitaire de 25€ par période de stationnement est due en cas de stationnement sur un emplacement « réservé riverain » sans apposition de la carte de dérogation appropriée à cette zone. Sur tous les emplacements réservés aux riverains ainsi que dans les zones « riverains », la marque d'immatriculation du véhicule qui y est stationné doit être enregistrée dans la « banque des données des véhicules » de la commune ou de l'Agence.

Cet enregistrement constitue la carte de dérogation « riverain ».

#### **Article 6 : Emplacements réservés aux voitures partagées**

La durée d'utilisation d'une place de stationnement n'est pas limitée sur les emplacements « voitures partagées ».

Une redevance forfaitaire de 25€ par période de stationnement est due en cas de stationnement sur un emplacement réservé « voitures partagées » sans apposition de la carte de dérogation appropriée.

Sur tous les emplacements réservés aux voitures partagées, la marque d'immatriculation du véhicule qui y est stationné doit être enregistrée dans la « banque des données des véhicules » de la Commune ou de l'Agence.

Cet enregistrement constitue la carte de dérogation « voiture partagée ».

### **Article 7 : stationnement en zone de livraison**

Une redevance forfaitaire de 100€ par période de stationnement est due en cas de stationnement sur une zone délimitée par un panneau E9a, tel que défini à l'article 70.2.1 de l'arrêté royal du 12 décembre 1975 portant règlement général sur la police de circulation routière et de l'usage de la voie publique, complété par un panneau additionnel « payant » précisant la durée du stationnement réglementé.

Le montant du forfait de 100 € est indiqué à l'aide d'un panneau d'information. La durée d'utilisation d'une place de stationnement n'est pas limitée en zone de livraison.

### **Article 8 : stationnement en zone « Kiss&Ride »**

Le stationnement est gratuit durant le temps repris sur la signalisation routière prévue à cet effet. En cas de dépassement du temps de stationnement autorisé, une redevance forfaitaire de 100€ par période de stationnement est due.

### **Article 9 : Dégradation ou perte du véhicule**

Le stationnement réglementé décrit ci-dessus donne droit au stationnement, mais non à une quelconque surveillance. L'administration communale ne peut être rendue responsable des faits de dégradation ou de perte du véhicule.

### **Article 10 : Procédure de recouvrement**

En cas de non respect d'une des dispositions énumérées dans ce règlement, une notification sera apposée sur la face externe du pare-brise ou, à défaut, sur la partie avant du véhicule par un agent contrôleur de la Commune ou de l'Agence.

Un délai de maximum 5 jours ouvrables est prévu pour régler la notification.

A défaut de paiement intégral de la notification dans les temps, un premier rappel sans frais sera envoyé.

Si un deuxième rappel s'avère nécessaire, des frais administratifs d'un montant de 15,00 € seront réclamés.

Ensuite, toujours en cas de non-paiement, la commune décide de la suite à réserver au dossier et des éventuelles poursuites à tenter contre le redevable de la redevance récalcitrant en saisissant, le cas échéant, les juridictions compétentes.

Les frais, droits et débours occasionnés dans toutes les phases du recouvrement des montants dus seront à la charge du débiteur de cette redevance et s'ajouteront aux tarifs initialement dus (montant de la redevance et frais administratifs) par le débiteur.

Ces frais, droits et débours seront calculés conformément à l'arrêté royal du 30 novembre 1976 fixant le tarif des actes accomplis par les huissiers de justice en matière civile et commerciale ainsi que celui de certaines allocations.

En cas de non paiement par le conducteur, le titulaire de l'inscription auprès du « Service de l'Immatriculation des véhicules » est tenu solidairement et indivisiblement responsable.

## **Titre II : Cartes de dérogation**

### **Article 11 : Cartes de dérogation**

Les cartes de dérogation suivantes peuvent être accordées sur demande par l'administration communale :

- Carte de dérogation « riverain »
- Carte de dérogation « riverain temporaire »
- Carte de dérogation « autre usager » :
  - a) entreprises et indépendants
  - b) commerçants ambulants
  - c) personnes travaillant sur un chantier temporaire
  - d) écoles agréées et crèches publiques
  - e) automobilistes visiteurs
- Carte de dérogation « prestataire de soins médicaux urgents »
- Carte de dérogation « prestataire de soins médicaux non urgents »
- Carte de dérogation « voiture partagée »
- Carte de dérogation « intervention »

#### **Article 12 : Modalités générales**

1°/ Le système de la carte de dérogation peut être remplacé par un système de contrôle électronique sur la base de la plaque d'immatriculation du véhicule.

Si la commune a recours à un système électronique, les cartes de dérogation de type vignette peuvent toutefois être maintenues pour certains types de dérogation, notamment pour celles dont la validité couvre l'ensemble ou une partie du territoire de la Région et pour celles permettant la mise en application d'un accord intervenant entre la commune et une ou plusieurs des communes limitrophes.

Dans le cas où une vignette est utilisée, celle-ci doit être apposée d'une manière lisible en son entièreté sur la face interne du pare-brise du véhicule afin de permettre à l'agent contrôleur de vérifier toutes les données de celle-ci. A défaut, la carte de dérogation n'a aucune valeur et la notification déposée est due.

2°/ Aussi longtemps que la carte de dérogation n'a pas été accordée, aucun usager ne pourra se prévaloir de quelque droit que ce soit, lié à celle-ci.

3°/ Les cartes accordées lors d'une première demande ainsi que les cartes dont le renouvellement est demandé après l'expiration de leur validité ne sont effectives que le lendemain de leur enregistrement.

4°/ L'autorité communale n'est pas tenue de relancer les titulaires quant à l'expiration prochaine de la validité de leur carte. Ceci est de leur responsabilité. Ils ne pourront dans aucun cas se retourner contre l'autorité communale en cas d'oubli.

Toute demande de renouvellement peut être introduite auprès de l'administration communale au plus tôt 30 jours ouvrables avant l'expiration de la précédente.

5°/ Lorsque l'autorité communale fixe une mesure ayant pour conséquence l'invalidation de la carte de stationnement, l'enregistrement du titulaire sera effacé dans le délai précisé dans la notification de la décision.

En cas de falsification, le demandeur ou une personne de son ménage ne pourra plus obtenir de carte de dérogation dans le futur dans aucune commune de la Région de Bruxelles-Capitale.

6°/ La carte de dérogation n'est valable que pour la marque d'immatriculation et le(s) secteur(s) attribués lors de l'enregistrement.

Pour obtenir un changement de marque d'immatriculation durant la validité de la carte, ceci ne pourra se faire qu'après examen des circonstances particulières le justifiant. Une redevance équivalente au tarif de la première carte de ménage sera due.

7°/ La carte de dérogation ne sera accordée qu'après paiement en une fois du montant intégral. Le montant de la 1<sup>ère</sup> année reste dû intégralement. Au-delà, s'il échet, les mois entiers non consommés sont remboursés.

La carte de dérogation doit être restituée dès que le bénéficiaire ne remplit plus les conditions d'octroi.

La commune annule de plein droit les cartes de dérogation pour lesquelles une modification des conditions du demandeur est intervenue de telle sorte qu'il ne répond plus aux critères d'octroi.

8°/ Dans le cadre d'une coordination optimale et d'une gestion rationnelle, les cartes de dérogation d'autres communes peuvent être reconnues sur le territoire de la commune.

9°/ Quand un changement intervient dans la répartition des secteurs, la validité de la carte sera limitée au délai indiqué lors de la notification de la décision.

### **Article 13 : Modalités spécifiques par type de carte de dérogation**

#### 1°/ Carte de dérogation « riverain »

##### *a) Carte de riverain*

La carte de dérogation « riverain » octroyée par le collège des bourgmestre et échevins à la personne inscrite aux registres de la population ou au registre d'attente de la commune concernée et qui habite en zone réglementée bleue.

Si la personne est dispensée d'inscription, il est tenu compte des attestations délivrées par le Service Public Fédéral de l'Intérieur, Office des Etrangers; le Service Public Fédéral des Affaires Etrangères, le Service du Protocole, ou une Ambassade ou un Consulat pour lequel la personne travaille.

Chaque ménage domicilié à la commune peut introduire une demande pour 2 cartes de riverain.

La première carte de riverain est obtenue au tarif de 5 €. La deuxième carte est accordée au tarif de 50 €.

Une troisième carte sera accordée au tarif de 200 Euros.

La carte de dérogation riverain a une durée de validité de un ou deux ans, au choix du demandeur.

Les titulaires de la carte de riverain ne sont autorisés à stationner leur véhicule que dans les limites du secteur qui leur est assigné.

Toute personne résidant à la commune et possédant un véhicule immatriculé à l'étranger doit le faire immatriculer en Belgique à l'exception des 5 cas énumérés par l'article 3 de l'Arrêté royal du 20 juillet 2001.

Elle peut bénéficier d'une carte de riverain temporairement au prix de 5 € pour une durée de 3 mois maximum à partir de sa demande d'inscription dans les registres de la population de la commune.

Le demandeur doit produire les documents suivants :

- la carte d'immatriculation du véhicule auprès de la DIV.
- la preuve que le véhicule est immatriculé à son nom ou qu'il en dispose de façon permanente, s'il n'en est le propriétaire.
- pour un véhicule en leasing : fournir la preuve de ce leasing qui doit mentionner d'une manière explicite le nom du demandeur

- pour les véhicules de société : l'attestation de la société stipulant que le demandeur en est le seul utilisateur.
- pour le véhicule d'une tierce personne, le demandeur doit obligatoirement présenter une copie de la police d'assurance sur laquelle il sera mentionné qu'il est le conducteur principal du véhicule.
- la carte d'identité ou une procuration avec la carte d'identité du demandeur dans le cas où celui-ci ne se présente pas en personne.

Il n'existe pas de modèle spécifique de procuration. Les données qui doivent y figurer sont le nom et le prénom de la personne qui vient en lieu et place du demandeur de la carte de riverain ainsi que la mention du document requis (ici la carte de riverain). La copie de la carte d'identité du demandeur doit être bien lisible.

Tout habitant de la commune, possédant déjà une carte de riverain pour un véhicule de base, peut demander une carte temporaire gratuite dans le cadre d'un véhicule de remplacement.

La durée octroyée sera déterminée au cas par cas, en fonction de la durée de remplacement - prouvée par un document - du véhicule de base et ne pourra dépasser la durée de validité de la carte initiale.

Aussi longtemps que la carte de dérogation n'a pas été accordée, aucun usager ne pourra se prévaloir de quelque droit que ce soit, lié à celle-ci.

Cette carte peut être utilisée en zone bleue et sur les emplacements réservés aux riverains.

#### *b) Carte de riverain « temporaire »*

Elle est octroyée aux :

- personnes domiciliées sur le territoire et ayant un besoin ponctuel de stationnement ;
- personnes ayant une résidence secondaire sur leur territoire.

Le prix de la carte est de 5€ pour 63 jours.

Le demandeur doit produire les documents suivants :

- voiture louée : contrat de location
- l'automobiliste ayant une seconde résidence dans la Commune d'Auderghem : contrat de bail ou preuve de paiement de la taxe de « seconde résidence » indispensable.

Le nombre de cartes se comprend par ménage et inclut les cartes de riverain et les cartes de riverain temporaires. Il ne peut donc être délivré de carte temporaire pour un ménage qui détient déjà le nombre maximal de cartes de riverain.

Cette carte peut être utilisée en zone bleue et sur les emplacements réservés aux riverains.

#### 2°/ Carte de dérogation « autre usager »

La carte de dérogation « autre usager » est destinée spécifiquement aux :

##### *a) entreprises et indépendants*

Elle est valable 1 an. Les tarifs sont les suivants :

- 150 € pour chacune des 5 premières cartes
- 250 € de la 6<sup>ème</sup> à la 20<sup>ème</sup> carte
- 500 € de la 21<sup>ème</sup> carte à la 30<sup>ème</sup> carte
- 600 € pour chaque carte supplémentaire

Les titulaires de cette carte de dérogation ne sont autorisés à stationner leur véhicule que dans les limites des secteurs qui leur sont assignés.

Cette carte peut être utilisée en zone bleue.

L'entreprise désigne un responsable unique pour retirer les cartes de dérogations auprès de la commune. L'entreprise distribue les cartes à son personnel selon ses propres règles.

*b) commerçants ambulants*

Elle est valable 1 an. Les tarifs sont les suivants :

- 75€ pour stationner un jour/semaine ;
- 150€ pour stationner deux jours/semaine ;
- 350€ pour stationner sept jours/semaine.

Cette carte est valable dans le secteur de stationnement où est exercée l'activité ambulante du demandeur aux endroits où la réglementation sur le stationnement l'autorise, en zone bleue.

*c) aux personnes travaillant sur un chantier temporaire*

Il est institué une redevance de 50€ par place donnant droit au stationnement d'une durée de quinze jours.

Cette carte est valable dans le secteur de stationnement où est situé le chantier aux endroits où la réglementation sur le stationnement l'autorise.

*d) aux écoles agréés et crèches publiques*

Elle est valable 1 an et peut être obtenue au tarif de 75€.

La demande doit être introduite par le chef de l'établissement ou son représentant et être accompagnée soit d'un plan de déplacement scolaire, soit d'un équivalent approuvé.

Les titulaires de cette carte sont autorisés à se garer dans les secteurs qui leur sont assignés. Néanmoins si le demandeur apporte la preuve qu'il enseigne dans des établissements situés sur différents secteurs il pourra obtenir une carte valable dans tous les secteurs où se situent les établissements concernés.

Cette carte peut être utilisée en zone bleue.

*e) aux automobilistes visiteurs*

Une redevance de 3 euros par jour est instituée.

Cette carte peut être utilisée en zone bleue.

3°/ Carte de dérogation « prestataire de soins médicaux urgents »

Cette carte de dérogation est destinée aux prestataires de soins médicaux urgents.

Elle a une validité d'un an et est accordée au tarif de 200€.

La carte de dérogation doit être apposée de façon visible sur le pare-brise avant du véhicule. Elle est accompagnée de la mention « en cours d'intervention » et du disque bleu de stationnement indiquant l'heure d'arrivée du prestataire de soins.

Sont considérées comme personnes dispensant des soins médicaux urgents, les personnes prodiguant des soins médicaux et possédant un numéro INAMI, lorsqu'elles sont amenées à dispenser immédiatement un secours approprié à toute personne dont l'état de santé par suite d'un accident ou d'une maladie soudaine ou de la complication soudaine d'une maladie requiert une intervention urgente.

Cette carte peut être utilisée dans toutes les zones et est valable sur tout le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le demandeur doit produire le document suivant :

- preuve qu'il dispose d'un numéro INAMI en tant que dispensateur de soins individuels

4°/ Carte de dérogation « prestataire de soins médicaux non urgents »

Cette carte de dérogation est destinée aux prestataires de soins médicaux non urgents.

Elle a une validité d'un an et est accordée au tarif de 75€.

L'utilisation de cette carte est soumise à l'obligation d'afficher clairement sur le pare-brise avant du véhicule. Elle est accompagnée de la mention « en cours d'intervention » et du disque bleu de stationnement indiquant l'heure d'arrivée du prestataire de soins.

Les prestataires de soins non urgents incluent également les vétérinaires.

Cette carte peut être utilisée en zone bleue.

Le demandeur doit produire le document suivant :

- preuve que le véhicule du prestataire de soins est lié aux organisations reconnues par la Commission communautaire française, la Commission communautaire flamande ou la Commission communautaire commune.

#### 5° / Carte de dérogation « voiture partagée »

Cette carte de dérogation est destinée spécifiquement aux exploitants des véhicules à moteur affectés au système de voitures partagées agréé telles que définies à l'article 2-définitions « voitures partagées ».

Le prix de la carte est fixé à 5€ par véhicule par an.

Ces cartes ne seront accordées que pour les véhicules dont l'association de voitures partagées se trouve sur le territoire de la commune.

Chaque carte de dérogation est liée à un seul numéro de plaque d'immatriculation. Elle n'est valable que lorsque le véhicule est en cours d'utilisation par un client payant le service d'une voiture partagée.

Cette carte peut être utilisée en zone bleue ainsi que sur les emplacements réservés aux voitures partagées.

#### 6° / La carte de dérogation « intervention »

Cette carte est délivrée aux personnes physiques ou morales qui démontrent leurs besoins en intervention, de par leur profession, dans plusieurs secteurs de stationnement de la Région et qui fournissent des éléments de preuve à cet égard.

Cette carte peut être utilisée en zone bleue.

Le prix de la carte est fixé à 90€/mois.

### **Titre III. Disposition finale**

Article 14: Entrée et vigueur et dispositions transitoires

Le présent Règlement entrera en vigueur à l'approbation du plan d'action communal de stationnement et au plus tard le 01.09.2014.

La présente délibération sera transmise en double exemplaire à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux et à Madame la Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargée des Transports.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

**Reglement-Retributie houdende het gemeentelijk beleid inzake parkeren in de openbare ruimte**

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op artikel 117 van de gemeentewet ;

Gelet op de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg (de Wegcode) ;

Gelet op het bijkomend reglement betreffende de politie in haar bevoegdheden betreffende het wegverkeer ;

Gelet op het Ministerieel Besluit van 7 mei 1999 betreffende de parkeerkaart voor mensen met een handicap;

Gelet op het Ministerieel Besluit van 9 januari 2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart ;

Gelet op de Ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 houdende het reglementair luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan ;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereglementeerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten ;

Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2013 houdende de voorwaarden voor het gebruik van voorbehouden parkeerplaatsen aan operatoren van gedeelde motorvoertuigen ;

Gelet op de beslissing van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap van 30 augustus 2013 houdende erkenning van de carsharingoperatoren “Zen Car” en “Cambio” ;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12.12.2013 wijzigend het Besluit van de Brusselse Regering van 18.07.2013 betreffende de gereglementeerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten;

Overwegende dat een betere rotatie van de parkeerplaatsen dient te worden nagestreefd, en daarom een retributie dient te worden vastgesteld in overeenstemming met de doorgaans nuttige en noodzakelijke parkeerperiode ;

Overwegende dat de uitbreiding van de gereglementeerde parkeerzones alsook de parkeerdruk in het centrum vereist dat parkeermogelijkheden worden gegeven aan de bewoners van de gemeente ;

Overwegende dat de vermindering alsook de creatie en de verbetering van de parkeermogelijkheden voor de gemeente aanzienlijke lasten met zich meebrengen ;

Overwegende dat een aanpassing van ons reglement aan de verschillende wetgevende en technische veranderingen die onlangs werden doorgevoerd noodzakelijk blijkt ;

Overwegende dat, voor een betere leesbaarheid van de parkeerproblematiek, het nuttig is om in dit reglement het geactualiseerd reglement inzake de gemeentelijke parkeerkaarten toe te voegen ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen :

## **BESLUIT :**

Het volgende reglement als volgt :

### **Artikel 1 : Toepassingsgebied**

Dit reglement is van toepassing op alle gebruikers van de openbare weg.

Onder openbare weg verstaat men de wegen en hun trottoirs of nabijgelegen bermen die eigendom zijn van de gemeentelijke of gewestelijke overheden.

### **Artikel 2 : Definities**

Voor de toepassing van dit reglement verstaat men onder :

- **Vrijstellingskaart** : virtuele kaart of in voorkomend geval een belastingzegel afgeleverd door de gemeente die aan de houder ervan het recht geeft op een bijzonder parkeerreglement inzake het parkeren met beperkte parkeertijd of het betalend parkeren en die hem de mogelijkheid geeft om, indien nodig, te parkeren op voorbehouden parkeerplaatsen overeenkomstig de bepalingen opgenomen in het reglement vastgelegd door de gemeenteraad.
- **Parkeerplaatsen voorbehouden voor autodelen** : een of meerdere parkeerplaatsen waar elke gebruiker moet beschikken over een vrijstellingskaart “autodelen”.
- **Buurtbewoner** : fysieke persoon met hoofdverblijfplaats of woonplaats op het grondgebied van de gemeente en ingeschreven in het bevolkingsregister van die gemeente.
- **Gezin** : is samengesteld hetzij uit een persoon die gewoonlijk alleen woont, hetzij door twee of meerdere personen die, al dan niet verbonden door bloedverwantschap, hetzelfde hoofdverblijf delen. De samenstelling van het gezin wordt bewezen door een gezinssamenstelling.
- **Gebruiker** : de bestuurder van het motorvoertuig dat geparkeerd staat of, indien deze onbekend is, de persoon op wiens naam dit motorvoertuig ingeschreven staat.
- **Stilstaand voertuig** : stilstaand voertuig voor de periode nodig om personen of zaken in- of uit te laden.
- **Geparkeerd voertuig** : stilstaand voertuig voor langer dan de periode nodig om personen of zaken in- of uit te laden.
- **Prioritaire voertuigen** : voertuigen bepaald in artikel 37 van de wegcode.
- **Openbare weg waar het reglement van de blauwe zone van toepassing is** : De bepalingen van de blauwe zone zijn ook toepasbaar op elke plaats uitgerust met het signaal E5, E7 of E9a tot E9g, vervolledigd met een onderbord waarop een parkeerschijf staat afgebeeld.
- **Gedeelde voertuigen** : Het gebruikssysteem van een voertuig zoals bepaald in artikel 2.50 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemene regelgeving op de politie over het wegverkeer en het gebruik van de openbare weg
- **Agentschap** : Het Brussels Hoofdstedelijk Agentschap, zoals bepaald in Hoofdstuk VI van de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende organisatie van het parkeerbeleid en oprichting van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Agentschap.

- **Zone** : alle straten waarin een specifiek parkeerreglement van toepassing is en waarvan het begin of de toegang alsook het einde aangegeven worden door een teken waaraan de zonale geldigheid werd toegekend zoals voorzien in artikel 65.5 van de wegcode.  
Herinneringen zijn niet verplicht en moeten uitzonderlijk blijven opdat hun vereenvoudiging niet zou leiden tot hetzelfde aantal signalen als het klassieke systeem waar ze aan alle kruispunten worden herhaald.
- **Leveringszone** : de parkeertijd is onbeperkt. Behalve de vrijstellingskaart voor de “zorgverleners van dringende medische hulp”, zijn de vrijstellingskaarten er niet geldig. Deze zone is strikt voorbehouden voor het laden en lossen van goederen tijdens de uren van deze reglementering.
- **Zone “voorbehouden parkeerplaats”** : er is geen tijdsbeperking. In een zone “voorbehouden bewonersplaats” is enkel de vrijstellingskaart “bewoner” geldig.
- **Zone “Kiss & Ride”**: de parkeertijd wordt beperkt tot de tijd aangegeven op de daartoe bestemde wegsignalisatie. Enkel de standaard vrijstelling “zorgverleners van dringende medische hulp” is geldig in een zone “Kiss & Ride”.

**TITEL 1 : Bepalingen betreffende het parkeren waar de reglementering van de blauwe zone van toepassing is en betreffende het parkeren op plaatsen voorbehouden voor één of meerdere soorten vrijstellingskaarten op het grondgebied van de gemeente.**

**Artikel 3 : Modaliteiten**

Op de gemeente- en gewestwegen gelegen op het grondgebied van de gemeente, wordt het parkeerbeleid geregeld en onderverdeeld volgens onderstaande modaliteiten :

- Parkeren in een blauwe zone of op parkeerplaatsen op de openbare weg waar de reglementering van de blauwe zone van toepassing is ;
- Parkeerplaatsen voorbehouden voor bewoners ;
- Parkeerplaatsen voorbehouden voor gedeelde voertuigen ;
- Parkeren in een leveringszone ;
- Parkeren in een zone “Kiss&Ride”.

**Artikel 4 : Parkeren in een blauwe zone of op parkeerplaatsen op de openbare weg waar de reglementering van de blauwe zone van toepassing is**

De gratis parkeertijd in de blauwe zone of op de openbare weg waar de reglementering van de blauwe zone van toepassing is, wordt beperkt tot maximaal twee uur van maandag tot en met zaterdag, behalve indien bijzondere modaliteiten worden aangegeven op de signalisatieborden.

Wanneer de controleagent de afwezigheid of het verkeerdelijk gebruik van de parkeerschijf vaststelt of indien de gratis toegestane parkeertijd overschreden is of het model niet overeenkomt met het model vastgelegd door de Minister van Verkeerswezen, wordt een retributie van 25 € per halve dag geëist.

**Artikel 5 : Parkeerplaatsen voorbehouden voor bewoners**

De duur van het gebruik van een parkeerplaats is niet beperkt in de zone “voorbehouden parkeerplaatsen”.

Bij het parkeren in een “bewonerszone”, zonder toepassing van de vrijstellingskaart die toepasselijk is voor die zone, is een forfaitaire retributie van 25 € per parkeerperiode verschuldigd.

Op alle parkeerplaatsen voorbehouden voor bewoners alsook in de zones “bewoners”, moet de kentekenplaat van het geparkeerde voertuig geregistreerd zijn in de “gegevensbank van de voertuigen”

van de Gemeente of van het Agentschap.

Deze registratie is dan de vrijstellingskaart “bewoner”.

#### **Artikel 6 : Parkeerplaatsen voorbehouden voor gedeelde voertuigen**

De duur van het gebruik van een parkeerplaats is niet beperkt in de zone “parkeerplaatsen voorbehouden voor gedeelde voertuigen”.

Bij het parkeren in een “zone voorbehouden voor autodelen”, zonder toepassing van de vrijstellingskaart die toepasselijk is voor die zone, is een forfaitaire retributie van 25 € per parkeerperiode verschuldigd.

Op alle parkeerplaatsen voorbehouden voor gedeelde voertuigen, moet de kentekenplaat van het voertuig dat er geparkeerd staat geregistreerd zijn in de “gegevensbank van de voertuigen” van de Gemeente of van het Agentschap.

Deze registratie is dan de vrijstellingskaart “autodelen”.

#### **Artikel 7 : Parkeren in een leveringszone**

Een forfaitaire retributie van 100 € per parkeerperiode is verschuldigd bij het parkeren in een zone aangegeven door verkeersbord E9 a, zoals gedefinieerd in artikel 70.2.1 van het koninklijk besluit van 12 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg, aangevuld met onderbord « betalend » met precisering van de duur van de gereglementeerde parkeertijd.

Het bedrag van de forfaitaire retributie van 100 € wordt aangegeven met behulp van een informatiebord. De duur van het gebruik van een parkeerplaats is niet beperkt in de leveringszone.

#### **Artikel 8 : Parkeren in een zone “Kiss&Ride”**

In een zone ‘Kiss & Ride’ is parkeren gratis gedurende de tijd die is aangegeven op de daartoe bestemde wegsignalisatie. In geval van overschrijding van de toegelaten parkeertijd is een forfaitaire retributie verschuldigd van 100 € per parkeerperiode.

#### **Artikel 9 : Beschadiging of verlies van voertuig**

Het hierboven beschreven gereglementeerd parkeren geeft recht op parkeren, maar niet op enig toezicht. Het gemeentelijk bestuur kan niet aansprakelijk worden geacht voor beschadiging of verlies van een voertuig.

#### **Artikel 10 : Invorderingsprocedure**

Bij het niet naleven van een van de voorschriften opgesomd in dit reglement, zal een controleagent van de Gemeente of van het Agentschap een notificatie achterlaten op de voorruit of, bij gebrek, op het voorste deel van het voertuig.

Een termijn van maximaal 5 werkdagen wordt voorzien om de notificatie te regelen. Bij het ontbreken van integrale betaling van de notificatie in de tijd, zal een eerste kosteloze herinnering worden opgestuurd.

Indien een tweede herinnering nodig blijkt, zullen administratieve kosten worden aangerekend voor een bedrag van 15,00 €.

Vervolgens, nog steeds bij niet-betaling, beslist de gemeente over het gevolg dat aan het dossier

gegeven moet worden en over de eventuele vervolgingen die ingesteld moeten worden tegen de recalcitrante belastingplichtige door, in voorkomend geval, zich te wenden tot de bevoegde rechtbank.

De kosten, rechten en uitgaven gemaakt voor de invordering van de verschuldigde bedragen vallen ten laste van de schuldplichtige van de retributie en zullen toegevoegd worden aan het initieel verschuldigd bedrag (bedrag van de retributie en administratieve kosten) door de debiteur.

Deze kosten, rechten en uitgaven worden berekend overeenkomstig het koninklijk besluit van 30 november 1976 dat het tarief vastlegt van de akten verricht door de gerechtsdeurwaarders in burgerlijke en handelszaken en van sommige uitkeringen.

Bij niet-betaling door de bestuurder, zal de gerechtigde van de inschrijving bij de "Dienst Inschrijvingen Voertuigen" hoofdelijk en ondeelbaar verantwoordelijk worden geacht.

## **Titel II : Vrijstellingskaarten**

### **Artikel 11 : Vrijstellingskaarten**

Volgende vrijstellingskaarten kunnen op aanvraag worden toegekend door het gemeentebestuur :

- Vrijstellingskaart "bewoner"
- Vrijstellingskaart "tijdelijke bewoner"
- Vrijstellingskaart "overige gebruikers":
  - a) bedrijven en zelfstandigen
  - b) leurrendelaars
  - c) personen die op een tijdelijke werf werken
  - d) onderwijsinstellingen en publieke kinderdagverblijven
  - e) bezoekende automobilisten
- Vrijstellingskaart "zorgverleners van dringende medische hulp"
- Vrijstellingskaart "zorgverleners van niet-dringende medische hulp"
- Vrijstellingskaart "autodelen"
- Vrijstellingskaart "interventie"

### **Artikel 12 : Algemene modaliteiten**

1°/ Het systeem van vrijstellingskaarten kan vervangen worden door een systeem van elektronische controle op basis van de kentekenplaat van het voertuig.

Indien de gemeente een elektronisch systeem gebruikt, kunnen de vrijstellingskaarten van de soort belastingzegel echter behouden worden voor bepaalde vrijstellingen, met name voor diegene waarvan de geldigheid het volledige of een deel van het grondgebied van het Gewest dekt en voor diegene die het mogelijk maken om een overeenkomst tussen de gemeente en een of meerdere aangrenzende gemeenten te implementeren.

Indien een belastingzegel gebruikt wordt, dient deze volledig en goed leesbaar geplaatst te worden op de binnenzijde van de voorruit van het voertuig zodat de controleagent alle gegevens van deze zegel kan nakijken. Bij gebreke, heeft de vrijstellingskaart geen enkele waarde en is de achtergelaten notificatie verschuldigd.

2°/ Zolang de vrijstellingskaart niet werd toegekend, kan geen enkele gebruiker zich beroepen op enig recht hieraan verbonden.

3°/ De kaarten die werden toegekend bij een eerste aanvraag alsook de kaarten waarvan verlenging is aangevraagd na einde van de geldigheidsperiode zijn pas werkzaam de dag na hun registratie.

4°/ De gemeentelijke overheid is niet verplicht om de houders te verwittigen over het verstrijken van de

geldigheid van hun kaart. Dit is hun eigen verantwoordelijkheid. Ze zullen geenszins actie kunnen ondernemen tegen de gemeentelijke overheid in het geval van verzuim.

Elke aanvraag van vernieuwing kan bij het gemeentebestuur worden ingediend ten vroegste 30 werkdagen voor verval van de vorige kaart.

5° Wanneer de gemeentelijke overheid een maatregel vastlegt met als gevolg de ongeldigheid van de parkeerkaart, zal de registratie van de kaarthouder geschrapt worden binnen de termijn vastgelegd in de kennisgeving van de beslissing.

In het geval van vervalsing zal de aanvrager of een gezinslid in de toekomst geen vrijstellingskaart meer kunnen krijgen in geen enkele gemeente van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

6° De vrijstellingskaart is slechts geldig voor de kentekenplaat en de sector(en) die bij de registratie werden toegekend.

Een verandering van kentekenplaat te bekomen tijdens de geldigheidsduur van de kaart, zal slechts kunnen gebeuren na analyse van de bijzondere omstandigheden ter rechtvaardiging ervan. Een retributie equivalent aan het tarief van de eerste gezinskaart zal verschuldigd zijn.

7° De vrijstellingskaart zal slechts worden toegekend na eenmalige betaling van het integrale bedrag. De retributie voor het eerste jaar blijft integraal verschuldigd. Bovenop dit bedrag worden, in voorkomend geval, de volledige maanden waarin de vrijstellingskaart niet werd gebruikt, terugbetaald.

De vrijstellingskaart moet worden teruggegeven van zodra de begunstigde niet meer aan de toekenningsvoorwaarden voldoet. De gemeente annuleert van rechtswege de vrijstellingskaarten waarvoor de aanvrager de voorwaarden zodanig heeft gewijzigd dat het niet meer beantwoordt aan de toekenningscriteria.

8° In het kader van een optimale coördinatie en een rationeel beheer, kunnen de vrijstellingskaarten van andere gemeenten erkend worden op het grondgebied van de gemeente.

9° Wanneer een verandering in de verdeling van de sectoren optreedt, zal de geldigheid van de kaart beperkt worden tot de termijn die aangegeven wordt bij de kennisgeving van de beslissing.

### **Artikel 13 : Modaliteiten volgens de soort kaart**

#### 1° Vrijstellingskaart « buurtbewoner »

##### a) Bewonerskaart

De vrijstellingskaart “buurtbewoner” wordt door het college van burgemeester en schepenen toegekend aan de persoon die is ingeschreven in het bevolkingsregister of in het wachtregister van de desbetreffende gemeente, en die woont in gereguleerde blauwe zone.

Als de aanvrager vrijgesteld is van inschrijving, worden attesten aanvaard afgeleverd door de Federale Openbare Dienst (FOD) Binnenlandse Zaken, de FOD Vreemdelingenzaken, de FOD Buitenlandse Zaken, de dienst Protocol of een ambassade of consulaat waarvoor de aanvrager werkt.

Elk gezin woonachtig in de gemeente mag een aanvraag indienen voor twee bewonerskaarten.

De eerste bewonerskaart wordt verkregen aan 5€. De tweede kaart wordt toegekend aan een tarief van 50 €.

Een derde kaart wordt toegekend aan een tarief van 200 euros.

De vrijstellingskaart “bewoner” heeft een geldigheidsduur van één of twee jaar, naar keuze van de aanvrager.

De houder van deze kaart is alleen gemachtigd om te parkeren in de parkeersector(en) die hem is/zijn toegewezen.

Elke persoon die in België verblijft en die over een voertuig beschikt dat is ingeschreven in het buitenland, moet dit laten inschrijven in België binnen met uitzondering van de 5 gevallen opgesomd in artikel 3 van het Koninklijk Besluit van 20 juli 2001.

Zij kan een tijdelijke bewonerskaart krijgen voor 5 € voor een periode van maximaal 3 maanden vanaf zijn aanvraag tot inschrijving in het bevolkingsregister van de gemeente.

De aanvrager moet de volgende documenten kunnen voorleggen :

- kentekenbewijs van het voertuig bij de DIV.
- het bewijs dat het voertuig is ingeschreven op zijn naam of dat hij permanent over het voertuig beschikt indien de aanvrager niet de eigenaar is.
- voor een leasingwagens : het bewijs van leasing die de naam van de aanvraag expliciet moet vermelden
- voor de bedrijfswagens : een attest van de onderneming dat aantoonde dat de aanvrager de enige gebruiker is.
- voor een voertuig op naam van een derde persoon : de aanvrager is verplicht een kopie voorleggen van de verzekeringspolis met vermelding dat betrokkene de hoofdbestuurder van het voertuig is.
- De identiteitskaart of een volmacht met de identiteitskaart van de aanvrager wanneer deze de aanvraag niet persoonlijk doet.

Er bestaat geen specifiek volmachtmodel. De gegevens die erop vermeld moeten staan zijn de naam en voornaam van de persoon die in de plaats komt van de aanvrager van de bewonerskaart alsook de vermelding van het vereiste document (hier de bewonerskaart). De kopie van de identiteitskaart van de aanvrager moet goed leesbaar zijn.

Elke inwoner van de gemeente die al over een bewonerskaart beschikt voor een basisvoertuig, kan gratis een tijdelijke kaart aanvragen in het kader van een vervangwagen.

De toegestane duur zal per geval vastgelegd worden, in functie van de duur van de vervanging – aangetoond door een document van het basisvoertuig - en zal de geldigheidsduur van de oorspronkelijke kaart niet mogen overschrijden.

Zolang de vrijstellingskaart niet is toegekend, zal geen enkele gebruiker zich kunnen beroepen op enig recht, hieraan verbonden.

Deze kaart mag gebruikt worden in de blauwe zone en op de parkeerplaatsen voorbehouden voor buurtbewoners.

#### b) “Tijdelijke“ buurtbewonerskaart

Ze wordt toegekend aan :

- aan personen die gedomicilieerd zijn op hun grondgebied en die een specifieke nood hebben aan parkeerplaats;
- aan personen die een tweede verblijfplaats hebben op hun grondgebied.

De prijs van de kaart is 5 € voor 63 dagen.

De aanvrager moet de volgende documenten afleveren :

- gehuurd voertuig : huurcontract
- de automobilist die een tweede verblijf in de Stad Brussel heeft : huurcontract of bewijs van betaling van de "tweedeverblijftaks" onontbeerlijk.

Het aantal vrijstellingskaarten wordt berekend per gezin en omvat de vrijstellingskaarten « buurtbewoner » en « tijdelijke buurtbewoner ». Er kan dus geen tijdelijke kaart afgeleverd worden voor een gezin dat reeds het maximale aantal vrijstellingskaarten " buurtbewoner " bezit. Deze kaart mag gebruikt worden in de blauwe zone en op de parkeerplaatsen voorbehouden voor buurtbewoners.

#### 2°/ De vrijstellingskaart « overige gebruiker »

De vrijstellingskaart « overige gebruiker is specifiek bestemd voor :

##### a) bedrijven en zelfstandigen

Ze is 1 jaar geldig. De tarieven zijn de volgende :

- 150 € voor elk van de eerste 5 kaarten;
- 250 € voor de 6e t.e.m. de 20e kaart;
- 500 € voor de 21<sup>e</sup> t.e.m. de 30<sup>e</sup> kaart ;
- 600 € voor elke bijkomende kaart;

De houder van de vrijstellingskaart is alleen gemachtigd om te parkeren binnen de grenzen van de parkeersector(en) die hem is/zijn toegewezen.

Deze kaart mag gebruikt worden in de blauwe zone.

Het bedrijf benoemt een unieke verantwoordelijke aan om de vrijstellingskaarten af te nemen bij de gemeente. Het bedrijf verdeelt de kaarten aan haar personeel volgens haar eigen regels.

##### b) aan leurrendelaars

Ze is één jaar geldig. De tarieven zijn de volgende :

- 75 € die recht geeft op één dag parkeren per week;
- 150 € die recht geeft op twee dagen parkeren per week;
- 350 € die recht geeft op zeven dagen parkeren per week.

Deze kaart is geldig in de sector waarin de leurrendeleer van de aanvrager wordt uitgeoefend, op de plaatsen waar de parkeerreglementering dit toelaat, in de blauwe zones.

##### c) aan personen die op een tijdelijke werf werken.

Er wordt een retributie van 50 € opgelegd per plaats die recht geeft op parkeren voor een periode van twee weken.

Deze kaart is geldig voor de parkeersector waar de werf zich situeert, op de plaatsen waar de parkeerreglementering dit toelaat

##### d) aan de erkende scholen en publieke kinderdagverblijven.

Ze is één jaar geldig en kan verkregen worden voor 75 €.

De aanvraag moet worden ingediend door het hoofd van de instelling of diens vertegenwoordiger en vergezeld zijn van een goedgekeurd schoolvervoersplan of een goedgekeurd equivalent.

De houders van deze kaart zijn gemachtigd om te parkeren binnen de grenzen van de parkeersector(en) die hem is/zijn toegewezen.

Echter, als de aanvrager van de vrijstellingskaart werkzaam is in meerdere scholen, dan is de vrijstellingskaart geldig voor de verschillende sectoren binnen dewelke de scholen gesitueerd zijn.

Deze kaart mag gebruikt worden in de blauwe zone.

e) aan de bezoekende automobilisten

Een retributie van 3 € per dag wordt ingesteld.

Deze kaart mag gebruikt worden in een blauwe zone.

### 3°/ Vrijstellingskaart “zorgverlener van dringende medische hulp”

Deze vrijstellingskaart is bestemd voor de zorgverleners van dringende medische hulp.

Ze heeft een geldigheidsduur van één jaar en wordt toegekend aan een tarief van 200 €.

De vrijstellingskaart moet zichtbaar aan de binnenzijde van de voorruit van het voertuig aangebracht worden. Ze wordt vergezeld door de vermelding met het opschrift "interventie bezig" en de blauwe parkeerschijf dewelke het aankomstuur van de zorgverlener aangeeft.

Worden als "zorgverlener van dringende medische hulp" beschouwd, de personen die medische zorgen toedienen en die over een RIZIV-nummer beschikken, wanneer zij gestuurd zijn om onmiddellijk passende zorg te verlenen aan eenieder van wie de gezondheidstoestand, omwille van een ongeval, een plotse ziekte of plotse complicatie van een ziekte, een dringende interventie vereist.

De kaart mag in alle zones gebruikt worden en is geldig op het volledig grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De aanvrager moet de volgende documenten afleveren :

- het bewijs dat hij over een RIZIV-nummer beschikt als individuele zorgverstrekker

### 4°/ Vrijstellingskaart “zorgverlener van niet- dringende medische hulp”

Deze vrijstellingskaart is bestemd voor de zorgverleners van niet-dringende medische hulp.

Ze heeft een geldigheidsduur van één jaar en wordt toegekend aan een tarief van 75 €.

Het gebruik van deze kaart is onderworpen aan de verplichting om deze zichtbaar aan de binnenzijde van de voorruit van het voertuig aan te brengen. Ze wordt vergezeld door de vermelding met het opschrift "interventie bezig" en de blauwe parkeerschijf dewelke het aankomstuur van de zorgverlener aangeeft.

De zorgverleners voor niet-dringende medische hulp omvatten ook de dierenartsen.

Deze kaart mag gebruikt worden in de blauwe zone.

De aanvrager moet de volgende documenten afleveren :

- bewijs dat het voertuig van de zorgverlener verbonden is aan organisaties erkend door de Franse Gemeenschapscommissie, de Vlaamse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie

### 5° / Vrijstellingskaart “autodelen”

Deze vrijstellingskaart is bestemd specifiek voor de exploitanten van motorvoertuigen toegewezen aan het erkend systeem voor autodelen zoals bepaald in artikel 2 – definities “autodelen”.

De prijs van de kaart wordt vastgelegd op 5 € per voertuig per jaar.

Deze kaarten worden enkel toegewezen voor voertuigen waarvan de vereniging voor autodelen zich op grondgebied van de gemeente bevindt.

Elke vrijstellingskaart is verbonden met slechts één kentekenplaat. Ze is enkel geldig wanneer het voertuig wordt gebruikt door een klant die betaald heeft voor de dienstverlening van een gedeeld voertuig.

Deze kaart mag gebruikt worden in de blauwe zone en op de parkeerplaatsen voorbehouden voor gedeelde voertuigen.

## 6°/ De vrijstellingskaart "interventie"

Deze kaart wordt voorbehouden aan natuurlijke personen of rechtspersonen die aantonen dat ze, voor hun beroep, verschillende interventies in meerdere parkeersectoren van het Gewest dienen uit te voeren en die daar het bewijs van voorleggen.

Deze kaart mag gebruikt worden in de blauwe zone.

De prijs van deze kaart is vastgesteld 90€/maand.

### **Titel III. Eindbepaling**

#### **Artikel 14:**

Het huidig reglement zal op het moment van de goedkeuring van de gemeentelijke parkeeractieplan in werking treden, en ten laatste op 01.09.2014.

Onderhavige beraadslaging zal in tweevoud overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen en aan Mevrouw Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor het Vervoer

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

#002/19.12.2013/A/0021# **Service Juridique - Juridische Dienst**

#### **Règlement-taxe sur les chambres garnies ou appartements meublés donnés en location dans les maisons privées, hôtels, maisons de logement, pensions ou établissements analogues.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 de la Constitution ;

Vu la Loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales;

Vu la Nouvelle Loi Communale, article 117;

Vu le rapport au Collège ;

Vu la situation financière de la Commune;

#### **DECIDE :**

##### **Article 1**

Il est établi au profit de la commune d'Auderghem, du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au 31 décembre 2019, une taxe communale à charge de toute personne ou organisme, sous quelque forme ou dénomination que ce soit, qui donne en location des chambres ou des appartements meublés dans des maisons privées, en ce compris les immeubles à logements multiples, dans des hôtels, pensions ou établissements analogues, à des personnes non inscrites aux registres de la population d'Auderghem.

Le logement est réputé chambre garnie ou appartement meublé même si les meubles utilisés dans les

biens font l'objet d'un contrat de location ou d'usage distinct du bail de résidence principale. Toutefois, ne tombent pas sous l'application de la taxe, les pensionnats et autres établissements d'instruction, les cliniques, tous organismes poursuivant un but philanthropique ou d'intérêt social ainsi que les auberges de jeunesse et les particuliers qui mettent en location une partie de la maison d'habitation où ils résident à titre principal et qui y proposent un service d'hébergement et/ou de restauration à d'autres particuliers.

Les propriétaires du mobilier garnissant les locaux visés par le règlement sont solidairement responsables du paiement de la taxe.

## **Article 2**

La taxe est fixée à cent cinquante euros (150 €) par an et par logement, quelle que soit la durée d'occupation.

Toutefois, la taxe est ramenée à soixante-cinq (65 €) pour autant que l'exploitant apporte la preuve de l'occupation du logement par un étudiant justifiant de sa qualité.

## **Article 3**

La taxe est due par voie de rôle.

Le recensement des éléments imposables est effectué par les soins de l'administration communale.

Celle-ci reçoit des intéressés une déclaration signée, formulée selon le modèle et dans les délais arrêtés par elle.

Les intéressés qui n'auraient pas été invités à remplir une formule de déclaration sont néanmoins tenus de déclarer spontanément à l'administration communale les éléments nécessaires à la taxation, au plus tard dans le mois de l'occupation.

Tout exploitant est tenu de laisser pénétrer, dans ses établissements, les agents de surveillance délégués par l'administration communale et de se soumettre aux moyens de contrôle déterminés par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

## **Article 4**

A défaut de déclaration dans les délais ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise, le redevable sera imposé d'office d'après les éléments dont l'administration communale peut disposer.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

Les infractions sont constatées par les fonctionnaires communaux assermentés et spécialement désignés à cet effet par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Les procès-verbaux qu'ils rédigent font foi jusqu'à preuve du contraire.

Les taxes enrôlées d'office pourront être majorées, sans préjudice du paiement du droit dû, d'un montant égal à ce droit.

En cas de nouvelle infraction dans l'année d'imposition, le montant de la majoration sera égal au double du droit dû.

### **Article 5**

L'établissement, le recouvrement et le contentieux relatifs à la présente taxe sont réglés conformément aux dispositions contenues dans la Loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales et dans l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins. Elle doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de 6 mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. Elle doit en outre, à peine de nullité, être introduite par écrit, être motivée, datée et signée par le réclamant ou son représentant et mentionner :

- 1/ les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie

- 2/ l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

### **Article 6**

Le présent Règlement entre en vigueur à dater du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

La présente délibération sera transmise en double exemplaire à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

## **Belasting Reglement op de private woningen, hotels, logeerhuizen, pensions en gelijkwaardige inrichtingen, gehuurde gemeubelde kamers en gemeubelde appartementen**

DE RAAD

Gelet op artikel 170 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, Namelijk artikel 117;

Gelet op het verslag aan het College ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

BESLIST:

### **Artikel 1**

Er wordt ten bate van de gemeente Oudergem, vanaf 1 januari 2008 tot 31 december 2013, een gemeentebelasting geheven ten laste van ieder persoon of organisme, onder welke vorm of benaming ook, die gemeubelde kamers of appartementen verhuren in private woningen, gebouwen met meerdere woningen inbegrepen, hotels, kosthuizen of soortgelijke inrichtingen, aan personen die niet

ingeschreven zijn in de bevolkingsregisters van Oudergem.

De woning wordt geacht als gemeubelde kamer of gemeubeld appartement zelfs als de gebruikte meubelen in het goed het onderwerp zijn van een apart huurcontract of apart gebruik van hoofdwoning.

Vallen echter niet onder toepassing van die belasting de kostscholen en andere onderwijsinrichtingen, de klinieken en alle organismen die een liefdadig of sociaal doel nastreven, de jeugdherbergen en particulieren die een deel van hun leefwoning dat ze gebruiken als voornaamste verblijf en dat er een dienst verlenen van huisvesting en/of restauratie aan andere particulieren.

De eigenaars van de door het reglement bedoelde gemeubelde woonruimten zijn hoofdelijk verantwoordelijk voor de betaling van de belasting.

## **Artikel 2**

De belasting is vastgesteld op honderd vijftig euro (150 €) per jaar en per woning, welke ook de duur van de bezetting zijnde.

Nochtans wordt de belasting op vijftenzestig euro (65 €) teruggebracht voor zover de uitbater het bewijs kan inleveren dat de woning bezet is door een student die zijn hoedanigheid kan bewijzen.

## **Artikel 3**

De belasting wordt geïnd door inkohiering.

De belastbare elementen worden geteld door het gemeentebestuur.

Het ontvangt van de betrokkenen een getekende verklaring volgens het model en binnen de termijn vastgesteld door het bestuur.

De betrokkenen die geen formulier zouden ontvangen hebben zijn niettemin verplicht spontaan aan het gemeentebestuur de elementen te verstrekken, die nodig zijn voor de toepassing van de belasting en dit ten laatste een maand na de ingebruikneming.

Elke uitbater moet aan de door het gemeentebestuur afgevaardigde toezichters vrije toegang tot zijn inrichtingen verlenen en zich onderwerpen aan de door het Kollege van Burgemeester en Schepenen bepaald controles.

## **Artikel 4**

Bij gebrek aan aangifte binnen de gestelde termijn of ingeval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte, zal de belastingplichtige van ambtswege belast worden op basis van de elementen waarover het gemeentebestuur kan beschikken.

Vooraleer wordt overgegaan tot de ambtshalve vaststelling van de belastingaanslag, betekent de gemeente aan de belastingplichtige, per aangetekend schrijven, de motieven om gebruik te maken van deze procedure, de elementen waarop de aanslag is gebaseerd, de wijze van bepaling van deze elementen alsook het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen volgend op de datum van verzending van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk voor te dragen.

De overtredingen worden vastgesteld door de beëdigde gemeentelijke ambtenaren daartoe speciaal aangewezen door het Kollege van Burgemeester en Schepenen.

De door hen opgestelde processen-verbaal hebben bewijskracht tot bewijs van het tegendeel.

De ambtshalve ingekohierde belastingen kunnen worden verhoogd, onverminderd de betaling van het vastgesteld recht, met een bedrag dat gelijk is aan dit recht.

Ingeval van herhaling van de overtreding binnen het aanslagjaar, zal het bedrag van deze verhoging gelijk zijn aan het dubbel van het vastgesteld recht.

### **Artikel 5**

De vestiging, de invordering van de belasting evenals de regeling van de geschillen ter zake gebeurt volgens de modaliteiten vervat in het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen.

De belastingplichtige kan een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen. Ze moet binnen de zes maanden te rekenen van de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet, ingediend worden om ontvankelijk te zijn. Om ontvankelijk te zijn dient ze gemotiveerd, schriftelijk, gedateerd en getekend door de belastingplichtige of zijn afgevaardigde te zijn en het volgende te vermelden:

- 1) de namen, kwaliteit, adres of zetel van de belastingplichtige die de vestiging ten laste heeft
- 2) het object van het bezwaarschrift en een verslag van de feiten en middelen

### **Artikel 6**

Het huidig reglement treedt in werking op 1 januari 2014.

Onderhavige beraadslaging zal in tweevoud overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

#002/19.12.2013/A/0022# **Service Juridique - Juridische Dienst**

#### **Règlement-taxe sur les immeubles bâtis totalement ou partiellement inoccupés.**

**LE CONSEIL,**

Vu l'article 170 de la Constitution ;

Vu la Loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales;

Vu la Nouvelle Loi Communale, article 117;

Vu l'arrêt n°91/2010 de la Cour constitutionnelle du 29 juillet 2010;

Vu le rapport au Collège ;

Vu la situation financière de la Commune;

DECIDE:

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup>**

Il est établi au profit de la commune à partir du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2019 une taxe annuelle sur les immeubles bâtis totalement ou partiellement inoccupés.

Est considéré comme immeuble totalement inoccupé:

- l'immeuble où aucune personne physique n'a son domicile ou dans lequel une personne s'est domiciliée mais n'y réside pas effectivement (domiciliation de complaisance);
- l'immeuble où aucune personne physique ou morale n'a un siège d'exploitation ou d'activité;

Est considéré comme immeuble partiellement inoccupé:

- celui dont une partie seulement est inoccupée suivant la définition de l'alinéa précédent.

Les immeubles partiellement inoccupés seront taxés sur la base, à due proportion, de la taxe sur les immeubles entièrement inoccupés.

Les immeubles ayant une affectation de bureaux sont exclus de la présente taxe à concurrence de la superficie affectée aux bureaux.

## ARTICLE 2

Le taux de base de la taxe est fixé à quinze euros (15,00 €) par mètre carré de surface brute de plancher hors sol.

Par « surface brute de plancher hors sol », on entend la totalité des planchers mis à couvert à l'exclusion des locaux situés sous le niveau du sol qui sont affectés au parcage, aux caves, aux équipements techniques et aux dépôts. Les dimensions des planchers sont mesurées au nu extérieur des murs des façades, les planchers étant supposés continus, sans tenir compte de leur interruption par les cloisons et murs intérieurs, par les gaines, cages d'escalier et ascenseurs.

Le taux de la taxe est augmenté de 10 € par m<sup>2</sup> de surface brute de plancher hors sol à chaque nouvel exercice d'imposition concernant le même immeuble.

## ARTICLE 3

La taxe fait suite à un constat signé et daté dressé par un agent communal dûment désigné par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

L'administration communale notifie, par lettre recommandée à la poste une copie de ce constat au domicile ou au siège social du redevable, ainsi qu'une copie du présent règlement et une évaluation, au titre de simple renseignement, du montant de la taxe qui serait due en application dudit règlement.

La taxe frappe le bien visé à partir du premier jour du mois qui suit la date d'envoi du constat d'inoccupation au domicile ou au siège social du redevable.

La taxe est due :

- par le propriétaire. Le locataire éventuel est solidairement responsable du paiement de la taxe. Il en est de même du titulaire de tout autre droit non réel, autre que le droit au bail, permettant à ce titulaire d'occuper ou de faire occuper l'immeuble considéré.
- par le tréfoncier, en cas d'emphytéose ou de superficie. L'emphytéote ou le superficiaire est solidairement responsable du paiement de la taxe.
- par le nu-propriétaire, en cas d'usufruit. L'usufruitier est solidairement responsable du paiement de la taxe.

## ARTICLE 4

Est exonérée de la taxe :

- la personne qui a acquis un immeuble, pour les deux années qui suivent l'acquisition;
- la personne qui démontre que l'immeuble est inoccupé depuis moins de 3 mois;
- la personne qui démontre que l'inoccupation résulte de travaux qui se sont déroulés durant plus de 3 mois et qui font obstacle à toute jouissance paisible des lieux ;
- la personne dont l'immeuble fait l'objet d'un arrêté royal ou gouvernemental d'expropriation.

## ARTICLE 5

La taxe est due pour l'année entière et est perçue par voie de rôle. La taxe est doublée sur décision du Collège des Bourgmestre et Echevins lorsque, malgré un rappel, le redevable n'a pas réservé de suite favorable ou n'a pas émis de refus valablement motivé à la proposition de l'administration communale d'assistance à la gestion locative et à la réoccupation de son bien.

## ARTICLE 6

L'établissement, le recouvrement et le contentieux relatifs à la présente taxe sont réglés conformément aux dispositions contenues dans la Loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales et dans l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins. Elle doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de 6 mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. Elle doit en outre, à peine de nullité, être introduite par écrit, être motivée, datée et signée par le réclamant ou son représentant et mentionner :

1/ les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie

## ARTICLE 7

Le présent Règlement taxe entre en vigueur à dater du 1er janvier 2014.

La présente délibération sera transmise en double exemplaire à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

### **Belastingreglement op de totaal of gedeeltelijk onbewoonde gebouwen.**

#### DE RAAD

Gelet op artikel 170 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering Van de provincie-en gemeentebelastingen;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, Namelijk artikel 117;

Gelet op arrest n° 91/2010 van de Grondwettelijk Hof;

Gelet op het verslag aan het College ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

#### BESLIST:

#### ARTIKEL 1

Er wordt ten bate van de gemeente vanaf 1 januari 2014 en tot 31 december 2019 een jaarlijkse belasting vastgesteld op het totaal of gedeeltelijk onbewoonde gebouwen.

Worden als totaal onbewoonde gebouwen beschouwd:

- het gebouw waar geen enkele fysieke persoon zijn woonplaats heeft of waar een persoon gedomicilieerd is maar er niet effectief woont (fictieve domiciliering);
- gebouw waar geen enkele fysieke of morele persoon zijn exploitatie- of activiteitszetel heeft;

Worden beschouwd als gedeeltelijk onbewoonde gebouwen:

- deze waarvan slechts een deel is onbezet, overeenkomstig de voorgaande paragraaf.

De gedeeltelijk onbewoonde gebouwen zullen belast worden op proportionele basis volgens de heffing op gebouwen die volledig onbewoond zijn.

De gebouwen die bestemd zijn voor kantoren zijn uitgesloten van deze belasting ten belope van de oppervlakte besteed aan kantoren.

#### ARTIKEL 2

De belastingsbasis bedraagt vijftien euro (15€), per vierkante meter bruto bovengrondse vloeroppervlakte.

Onder “bruto bovengrondse vloeroppervlakte” wordt verstaan, het totaal van de bedekte vloeren met uitsluiting van de lokalen die zich onder de grond bevinden en bestemd zijn voor het parkeren, als kelders, voor de technische uitrustingen en als opslagplaatsen. De afmetingen van de vloeren zijn gemeten tussen de buitenkanten van de muurgevels; de vloeren worden verondersteld doorlopend te zijn, zonder rekening te houden met een onderbreking door wanden, binnenmuren, kokers, trappenhuizen en liften.

De belastingvoet is vermeerderd met 10 € per m<sup>2</sup> bruto bovengrondse vloeroppervlakte bij elk nieuw dienstjaar betreffende hetzelfde gebouw.

#### ARTIKEL 3

De belasting is een vervolg van een proces-verbaal van een gemeenteambtenaar bevoegd door het college van Burgemeester en Schepenen.

Het Gemeentebestuur betekent, door aangetekend schrijven bij de post een kopij van dat proces-verbaal naar de woning of sociale zetel van de belastingplichtige, alsook een kopij van dit reglement en een evaluatie, ter informatie, van het bedrag dat zou verschuldigd zijn moest het reglement toegepast worden.

De belasting wordt opgelegd vanaf de eerste dag van de maand dat volgt op de dag van toezending van de vaststelling van niet- bezetting, naar de woning of sociale zetel van de belastingplichtige.

De belasting is verschuldigd door:

- de eigenaar. De eventuele huurder is hoofdelijk verschuldigd voor de betaling van de belasting. Hetzelfde geldt voor de titularis van om het even welk recht, buiten het recht van het huurcontract, dat hem toelaat het betreffende gebouw te bezetten of te laten bezetten.
- de opstalgever, in geval van erfpacht of van opstal. De erfpachter en de opstalhouder zijn hoofdelijk verschuldigd voor de betaling van de belasting.
- de blote eigenaar, in geval van vruchtgebruik. De vruchtgebruiker is hoofdelijk verschuldigd voor de betaling van de belasting.

#### ARTIKEL 4

Is vrijgesteld van de belasting:

- de persoon, die een gebouw verwierf en dit voor een termijn van twee jaar na de datum van verwerving
- de persoon die aantoont dat het gebouw onbezet is sinds minder dan 3 maanden
- de persoon die aantoont dat de niet-bezetting voortvloeit uit werken uitgevoerd tijdens meer dan 3 maanden en die een normale vredige ingebruikname van de lokalen verhindert;
- de persoon waarvan het gebouw het onderwerp is van een bij koninklijk of bestuurlijk besluit goedgekeurd onteigeningsplan

#### ARTIKEL 5

De belasting is verschuldigd per volledig jaar en wordt ingekohierd.

De belasting is verdubbeld na beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen wanneer,

zelfs na een aanmaning, de belastingplichtige geen gunstig vervolg of geen gunstig gemotiveerde weigering heeft gereserveerd aan het voorstel van het Gemeentebestuur voor hulpaanbod bij huurbeheer en aan de herbezetting van zijn goed.

#### ARTIKEL 6

De vestiging, de invordering van de belasting evenals de regeling van de geschillen ter zake gebeurt volgens de modaliteiten vervat in het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen.

De belastingplichtige kan een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen. Ze moet binnen de zes maanden te rekenen van de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet, ingediend worden om ontvankelijk te zijn. Om ontvankelijk te zijn dient ze gemotiveerd, schriftelijk, gedateerd en getekend door de belastingplichtige of zijn afgevaardigde te zijn en het volgende te vermelden:

- 1) de namen, kwaliteit, adres of zetel van de belastingplichtige die de vestiging ten laste heeft
- 2) het object van het bezwaarschrift en een verslag van de feiten en middelen

#### ARTIKEL 7

Het huidige reglement treedt in werking op 1 januari 2014.

Onderhavige beraadslaging zal in tweevoud overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

#002/19.12.2013/A/0023# **Service Juridique - Juridische Dienst**

#### **Règlement-taxe sur les terrains constructibles et non bâtis**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 de la Constitution ;

Vu la Loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales;

Vu la Nouvelle Loi Communale, article 117;

Vu le rapport au Collège ;

Vu la situation financière de la Commune;

**DECIDE :**

#### Article 1

Il est établi, au profit de la Commune d'Auderghem, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014 jusqu'au 31 décembre

2019, une taxe annuelle sur les terrains constructibles et non bâtis.

## **Article 2**

Le taux de la taxe est fixé à 2 euros (2€) par m<sup>2</sup> de superficie au sol.

Par « superficie au sol », on entend la superficie bâissable de la parcelle selon les normes réglementaires applicables en urbanisme. A défaut de déclaration ou en cas de déclaration inexacte, il est tenu compte de la superficie enregistrée au cadastre.

Une exonération de la taxe est accordée pour les 50 premiers m<sup>2</sup> de superficie au sol.

## **Article 3**

La taxe frappe la propriété et est due soit par le propriétaire au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition, soit solidairement par l'emphytéote soit par l'usufruitier ou le superficiaire et subsidiairement par le nu-propriétaire. La taxe est perçue par voie de rôle.

## **Article 4**

Sont exonérées de la taxe:

- 1) les personnes qui ont acquis un terrain constructible et non bâti dans les 5 ans de son acquisition ;
- 2) les sociétés régionales et locales ayant pour objet la construction de logements sociaux;
- 3) les personnes disposant de terrains sur lesquels il n'est pas permis de bâtir en vertu d'une décision de l'autorité. Ne sont pas visés ici les terrains pour lesquels un permis d'urbanisme a été refusé par le Collège échevinal, le fonctionnaire délégué, le Collège d'urbanisme ou le Gouvernement régional.

## **Article 5**

Sont également exonérés de la taxe, les terrains constructibles et non bâtis pour lesquels un permis d'urbanisme a été délivré lorsque le commencement des travaux a été notifié à la commune.

## **Article 6**

Le propriétaire d'un terrain constructible et non bâti est tenu d'en faire la déclaration à l'administration communale au moyen d'une formule de déclaration arrêtée par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Cette déclaration est déposée avant le 31 janvier de chaque année.

## **Article 7**

Celui qui vend un terrain constructible et non bâti est obligé de communiquer à la commune, par lettre recommandée à la poste envoyée dans les deux mois de la passation de l'acte notarial;

- a) l'identité complète et l'adresse de l'acquéreur;
- b) la date de l'acte et le nom du notaire;
- c) l'identification précise du terrain vendu.

Faute de satisfaire à cette obligation le vendeur sera censé rester redevable de la taxe.

### **Article 8**

A défaut de déclaration dans les délais ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise, le redevable sera imposé d'office d'après les éléments dont l'administration communale peut disposer. Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe. Le redevable dispose d'un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Si, dans ce délai, le contribuable n'a émis aucune observation, il sera procédé à l'enrôlement d'office de la taxe majorée d'un montant égal à 100 % de ladite taxe.

### **Article 9**

Les infractions sont constatées par les fonctionnaires communaux assermentés et spécialement désignés à cet effet par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

### **Article 10**

La taxe sur les terrains constructibles et non bâtis ne peut être cumulée avec la taxe sur les immeubles inachevés. Le redevable est imposé à la taxe dont le montant est le plus élevé.

### **Article 11**

L'établissement, le recouvrement et le contentieux relatifs à la présente taxe sont réglés conformément aux dispositions contenues dans la Loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales et dans l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins. Elle doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de 6 mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. Elle doit en outre, à peine de nullité, être introduite par écrit, être motivée, datée et signée par le réclamant ou son représentant et mentionner :

- 1/ les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie
- 2/ l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

### **Article 12**

Le présent Règlement entre en vigueur à dater du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

La présente délibération sera transmise en double exemplaire à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

## **Belasting-reglement op de construeerbare en niet-bebouwde gronden.**

DE RAAD

Gelet op artikel 170 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering Van de provincie-en gemeentebelastingen

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, Namelijk artikel 117;

Gelet op het verslag aan het College ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

BESLIST:

### **Artikel 1**

Er wordt, vanaf 1 januari 2014 en dit tot 31 december 2019, een jaarlijkse belasting geheven op de construeerbare en niet-bebouwde gronden.

### **Artikel 2**

Het bedrag wordt vastgesteld op 2 euro (2€) per grondoppervlakte.

Onder « grondoppervlakte » wordt verstaan, de bebouwbare (volgens de reglementaire stedenbouwkundige normen) oppervlakte van het perceel. Bij gebrek van verklaring of in geval van een onjuiste verklaring, zal er rekening gehouden worden met de oppervlakte van het perceel ingeschreven bij het kadaster.

Een ontheffing van de belasting is voor de eerste 50m<sup>2</sup> per grondoppervlakte toegekend.

### **Artikel 3**

De belasting bezwaart het eigendom en is verschuldigd hetzij door de eigenaar op 1 januari van het belastingsjaar, hetzij hoofdelijk verschuldigd door de erfpachter hetzij door de vruchtgebruiker of de opstalhouder en subsidiair door de blote eigenaar. De belasting is geïnd door inkohiering.

### **Artikel 4**

Van de belasting zijn vrijgesteld:

- 1) de personen die een construeerbare en niet-bebouwde grond hebben gekocht gedurende de 5 jaar na de aankoop
- 2) de gewestelijke en plaatselijke maatschappijen voor volkswoningbouw;
- 3) de personen die over gronden beschikken waarop er niet toegelaten is te bouwen krachtens een beslissing van de overheid. Er wordt hier niet verwezen naar de gronden voor dewelke een stedenbouwkundige vergunning geweigerd werd door het Schepencollege, de gemachtigde ambtenaar, het Stedenbouwkundige college of de Gewestelijke regering.

### **Artikel 5**

Zijn ook vrijgesteld van de belasting, de construeerbare en niet-bebouwde gronden waarvoor een stedenbouwkundige vergunning werd afgeleverd, wanneer het begin van de werken werd betekend

aan de gemeente.

#### **Artikel 6**

De eigenaar van een construeerbare en niet-bebouwde grond is verplicht bij het Gemeentebestuur aangifte te doen van zijn eigendom door middel van een door het College van Burgemeester en Schepenen vastgesteld formulier. Deze aangifte wordt ingediend vóór 31 januari van ieder jaar.

#### **Artikel 7**

De verkoper van een construeerbare en niet-bebouwde grond is verplicht binnen de twee maand na het verlijden van de notariële akte, bij ter post aangetekende brief aan de gemeente mee te delen:

- a) volledige identiteit en adres van de nieuwe eigenaar;
- b) datum van de akte en naam van de notaris;
- c) nauwkeurige aanduiding van de verkochte grond.

Wordt aan deze verplichting niet voldaan dan zal de verkoper verder als belastingplichtige worden aanzien.

#### **Artikel 8**

Bij gebrek aan aangifte binnen de gestelde termijn of ingeval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte, zal de belastingplichtige van ambtswege belast worden op basis van de elementen waarover het gemeentebestuur kan beschikken. Vooraleer wordt overgegaan tot de ambtshalve vaststelling van de belastingaanslag, betekent de gemeente aan de belastingplichtige, per aangetekend schrijven, de motieven om gebruik te maken van deze procedure, de elementen waarop de aanslag is gebaseerd, de wijze van bepaling van deze elementen alsook het bedrag van de belasting. De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen volgend op de datum van verzending van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk voor te dragen. Indien de belastingplichtige binnen deze termijn geen enkele opmerking heeft uitgebracht, zal de belasting, vermeerderd met een bedrag gelijk aan 100 % van deze belasting, automatisch in een kohier opgenomen worden.

#### **Artikel 9**

De overtredingen worden vastgesteld door de beëdigde gemeentelijke ambtenaren daartoe speciaal aangewezen door het College van Burgemeester en Schepenen.

#### **Artikel 10**

De belasting op de construeerbare en niet-bebouwde gronden mag niet gecumuleerd worden met de belasting op de niet-afgewerkte gebouwen. De belastingplichtige wordt aangeslagen op de belasting waarvan het bedrag het hoogste is.

#### **Artikel 11**

De vestiging, de invordering van de belasting evenals de regeling van de geschillen ter zake gebeurt volgens de modaliteiten vervat in het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen.

De belastingplichtige kan een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen. Ze moet binnen de zes maanden te rekenen van de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet, ingediend worden om ontvankelijk te zijn. Om ontvankelijk te zijn dient ze gemotiveerd, schriftelijk, gedateerd en getekend door de belastingplichtige of zijn afgevaardigde te zijn en het volgende te vermelden:

- 1) de namen, kwaliteit, adres of zetel van de belastingplichtige die de vestiging ten laste heeft
- 2) het object van het bezwaarschrift en een verslag van de feiten en middelen

## **Artikel 12**

Het huidig reglement treedt in werking op 1 januari 2014.

Onderhavige beraadslaging zal in tweevoud overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

#002/19.12.2013/A/0024# **Service Juridique - Juridische Dienst**

### **Règlement-taxe sur les funérailles et sépultures**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 de la Constitution ;

Vu la Loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales;

Vu la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures,

Vu la Nouvelle Loi Communale, article 117;

Vu le rapport au Collège du 3 décembre 2013;

Vu la situation financière de la Commune;

**DECIDE :**

#### **Chapitre Ier – Généralités**

Il est établi au profit de la commune d'Auderghem, du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au 31 décembre 2019, une taxe en matière de funérailles et sépultures.

#### **Article 1<sup>er</sup> - Définitions**

Au sens du présent règlement, on entend par :

1. Responsable du cimetière : la personne désignée par le collège des Bourgmestre et Echevins, ou son remplaçant, qui a la charge de l'exécution du présent règlement et du règlement général de police sur les inhumations, les incinérations et le cimetière.
2. Entreprise de transports funèbres : l'entreprise désignée par le collège des Bourgmestre et Echevins au terme d'un marché public, pour l'exécution des transferts funéraires.
3. Indigent : la personne dont l'absence de revenus suffisants pour couvrir le coût de ses funérailles est attestée par un centre public d'action sociale.

#### **Article 2 – Des services communaux compétents**

La déclaration de décès s'effectue au service de l'état civil aux jours et heures normales d'ouverture.

Toutefois, une permanence est prévue tous les samedis de 9 à 10 heures.

Le paiement des taxes est effectué entre les mains du receveur communal ou de son délégué.

Le cimetière est accessible au public 7 jours sur 7 de 8 heures à 16h30'. Aucun service n'est rendu les dimanche et jours fériés.

Les seuls services rendus le samedi entre 8 et 12 heures sont:

1. la dispersion des cendres
2. la mise en conservation des cendres en columbarium
3. le départ de la morgue communale,

4. le départ de la commune.

## **Chapitre II. Avant l'inhumation, la mise en conservation ou la dispersion des cendres.**

### **Article 3 - Des décès sur le territoire communal**

En cas de décès sur le territoire communal, la vérification du médecin assermenté, désigné par l'officier d'état civil, se fait obligatoirement dans le délai légal de 24 heures, après déclaration de décès au service de l'état civil et avant tout autre transfert soit :

- au domicile du défunt ;
- soit à la morgue communale ;
- soit dans un dépôt mortuaire privé se situant sur la commune.

Toutes les modalités des funérailles et des transferts sont communiquées par les pompes funèbres au service de l'état civil lors de la déclaration de décès.

Les départs du lieu de conservation du défunt sont organisés avec le responsable du cimetière en fonction des désirs de la famille et des possibilités du service de l'état civil.

Lors des départs, la présence du responsable du cimetière ou de son délégué est obligatoire. Les départs funéraires ou transferts vers un dépôt mortuaire se situant hors du territoire communal ne peuvent avoir lieu qu'après la déclaration de décès effectuée auprès de l'état civil et après paiement des taxes communales auprès du receveur ou de son délégué

Pour l'accomplissement de ces diverses formalités, une taxe de 100 € payable au titre des frais de dossier (déclaration, délivrance d'extraits d'acte) est due.

### **Article 4 - Des transferts funéraires**

§1) Il doit être fait appel à l'entreprise de transports funèbres dans les cas et selon les modalités suivantes :

1. Avant le contrôle du médecin vérificateur : -Transfert (corbillard avec chauffeur et équipe de porteurs) pour :
  - a) une personne décédée sur le territoire de la commune, à partir du lieu de décès, vers la morgue communale ou vers un dépôt mortuaire situé sur la commune.
  - b) un dépôt mortuaire situé à Auderghem.

1. Après le passage du médecin vérificateur

Transport (corbillard avec chauffeur et équipe de porteurs) d'une personne décédée sur la commune, dont l'inhumation est prévue dans le cimetière communal :

- depuis la morgue communale,
- depuis un dépôt privé se situant sur la commune,
- depuis le domicile du défunt.

§2) Il ne doit pas être fait appel à l'entreprise de pompes funèbres lorsqu'une personne décédée quitte le territoire communal

§3) Dans le cadre d'une incinération, le transfert des cendres du lieu d'incinération jusqu'au cimetière communal est assuré par la famille ou les proches du défunt. Il peut être assuré par l'entreprise de transports funèbres.

§4) Le transfert d'un corps vers un institut médico-légal (IML) est effectué par l'entreprise de transports funèbres désignée à cet effet à charge de la commune. Le retour du corps, dans le cadre d'une inhumation dans le cimetière communal s'effectue conformément aux dispositions du paragraphe 2 sauf dans les cas d'indigence.

§5) Tout autre transfert n'est pas soumis à la réglementation communale.

§6) Les prestations de l'entreprise de transports funèbres sont à charge de la famille ou des proches du défunt. Le détail de celles-ci et leur coût est communiqué lors de la déclaration de décès.

### **Article 5 - De la morgue communale et du caveau d'attente**

L'usage de la morgue communale entraîne le paiement d'une taxe forfaitaire de 60 € par corps pour 3 jours. Une taxe de 20 € sera perçue par jour supplémentaire. Toute journée entamée est due.

La location d'une case du caveau d'attente est de 105 € par trimestre. Tout trimestre entamé est dû.

### **Article 6 - De l'entrée au cimetière communal**

Le cimetière communal est accessible :

- 1) aux personnes décédées à Auderghem,
- 2) aux personnes ayant eu leur dernière résidence principale à Auderghem,
- 3) aux personnes ayant un droit collectif sur une concession dans le cimetière communal,
- 4) aux personnes placées à l'intervention de la commune ou du centre d'action sociale d'Auderghem.
- 5) à toutes personnes non reprises ci-dessus en cas de dispersion ou conservation des cendres en cellule columbarium. Dans ce dernier cas, une taxe de 100€ à titre de frais de dossier sera perçue (hors frais de concession éventuelle de columbarium).

#### **Article 7 - Exonérations**

L'exonération des taxes prévues aux articles précédents est accordée :

- 1) à tout indigent décédé et inhumé sur le territoire d'Auderghem. Le transfert funéraire d'un indigent est assumé par la commune.
- 2) à tous les invalides de guerre et anciens combattants et à toutes les autres personnes assimilées qui décèdent à Auderghem et dont le pourcentage d'invalidité atteindrait au moins 50% et qui, à ce titre, sont titulaires d'une allocation, indemnité ou revenus de remplacement à charge du Trésor.
- 3) Une exonération des taxes prévues aux articles précédents est accordée pour les décès d'enfants de moins de 12 ans

#### **Chapitre III - De l'usage du cimetière communal**

##### **Article 8 - De l'inhumation.**

Le règlement adopté en séance publique du Conseil communal du 8 septembre 1989 fixe les règles d'accès à la pelouse d'honneur.

Les tarifs applicables pour les inhumations sont fixés de la manière suivante :

##### a) Concessions individuelles en pleine terre:

5 ans	Gratuit
10 ans	520 €
10 ans (enfant de moins de 12 ans)	Gratuit

##### **Renouvellement:**

10 ans	520 €
10 ans (enfant de moins de 12 ans)	100 €

##### b) Concessions collectives en pleine terre 2 personnes:

20 ans 2.500,00€

##### **Renouvellement:**

10 ans	1.500,00€
20 ans	2.500,00€

##### c) Concession de caveaux de 30 ans:

une rangée de 2 corps 4.500 €  
une rangée de 3 corps 5.000 €  
une rangée de 4 corps 5.500 €

##### **Renouvellement :**

2 corps 10 ans	1.750 €
2 corps 20 ans	3.500 €
3 corps 10 ans	1.850 €
3 corps 20 ans	3.700 €
4 corps 10 ans	2.000 €
4 corps 20 ans	4.000 €

#### d) Inhumation des fœtus :

On entend par fœtus les embryons humains né sans vie entre le 106<sup>ème</sup> et le 180<sup>ème</sup> jour.

Un emplacement leur est réservé à la Pelouse F, l'inhumation est exonérée de taxes communales.

La pelouse ne pourra pas être recouverte de sépulture, seul une fleur ou plante sera admise. Ces enterrements ne seront pas accompagnés d'un plomb d'identification et ne feront l'objet d'aucune inscription dans le registre officiel de la commune.

#### e) Concession caveaux d'une durée de 50 ans :

Il n'est plus accordé de concession pour une telle durée. Toutefois, pour les concessions existant avant le 13 août 1971, le renouvellement est de 20 ans maximum selon la grille tarifaire applicable aux concessions caveau de 30 ans.

#### f) Concession temporaire individuelle ou collective de 30 ans et de 50 ans en pleine terre (max. 3 corps)

Il n'est plus accordé de telle concession. Toutefois, la durée maximum de renouvellement pour ce type de concession est de 10 ans, selon la grille tarifaire applicable aux concessions individuelles pleine terre.

### **Article 9 – Conditions applicables aux concessions**

1) Tout achat de concession entraîne le placement d'un monument dans l'année suivant l'attribution de la concession par le collège des Bourgmestre et Echevins.

La pose du monument est libre de toute taxe.

L'absence de pose d'un monument entraînera une taxe de 100 € par année à partir de la 2<sup>ème</sup> année.

2) La mesure des pierres de sépulture sont fixées comme suit :

- pour les concessions 10 ans, les pierres seront d'un seul tenant aux mesures de 1,00m sur 2,00m et 10cm d'épaisseur.

- pour les concessions 20 ans pleine terre, les pierres seront d'un seul tenant sans stèle ni soufflet, Elles reposeront sur un encadrement en béton des 4 cotés. L'encadrement ainsi formé aura une épaisseur horizontale de 10 cm et une largeur verticale de 20 cm, la hauteur hors terre sera de maximum 5 cm. La pierre aura une dimension de 2,00m sur 1,00m et 12cm d'épaisseur.

3) Le concessionnaire ou la première personne à inhumer doit avoir sa résidence principale à Auderghem.

4) Les concessions ne peuvent pas être octroyées anticipativement.

5) Un seul renouvellement des concessions caveaux est accepté

6) Un seul renouvellement des concessions 10 ans et 20 ans pleine terre est accepté.

7) Pour les concessions 10 ans, un changement de place est obligatoire et les taxes d'exhumation s'appliquent.

8) Le renouvellement des concessions 20 ans pleine terre sera autorisé au prorata des années restantes et du paiement.

9) Les demandes de renouvellement pourront être introduites à partir de la 16<sup>ème</sup> année.

10) Le renouvellement est obligatoire lorsqu'une nouvelle inhumation doit avoir lieu à partir de la 17<sup>ème</sup> année, ce renouvellement se fera par tranche de 10 ans sauf pour les concessions collectives pleine terre deux personnes.

11) Pour les concessions de deux personnes en pleine terre, il n'y a pas de possibilité d'extension pour un 3<sup>ème</sup> corps, mais tout emplacement vacant peut être remplacé par 2 urnes. Il est appliqué une taxe de 260,00€ pour la 2<sup>ème</sup> urne pour la durée restante de la concession initiale.

12) Pour les concessions caveaux, la taxe forfaitaire pour l'extension à un corps supplémentaire est de 800,00 € valable pour la durée restante de la concession initiale. Tout emplacement vacant peut être remplacé par deux urnes. Il est appliqué une taxe de 260 € pour la 2<sup>ème</sup> urne pour la durée restante de la concession initiale.

13) La taxe d'ouverture / fermeture des concessions pleine terre et caveau est de 110,00 €. Il n'est pas prévu de taxe d'ouverture lors de la 1<sup>ère</sup> inhumation.

14) La liste des bénéficiaires établie par le concessionnaire est prioritaire. A défaut de liste, les bénéficiaires sont le conjoint ou cohabitant légal, ses parents ou alliés jusqu'au 4<sup>ème</sup> degré

### **Article 10 Dispositions particulières concernant les concessions à perpétuité.**

Conformément à l'article 9 de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures, le renouvellement pour une période de 50 ans d'une concession accordée en vertu du décret impérial du 23 prairial an XII est gratuit. Par ce renouvellement le concessionnaire endosse les responsabilités concernant l'entretien de la sépulture et ses abords.

## **Article 11 - De la conservation des cendres**

### **Columbarium :**

a) Tarif pour les personnes reprises aux points 1) à 4) de l'article 6 du présent règlement:

#### **Individuel:**

5 ans gratuit  
10 ans 260,00 €  
20 ans 520,00 €  
30 ans 780,00 €

#### **2 urnes:**

20 ans 650,00 €  
30 ans 900,00 €

b) Tarif pour les personnes reprises à l'article 6 point 5), du présent règlement :

#### **Individuel:**

10 ans 410,00 €  
20 ans 660,00 €  
30 ans 920,00 €

#### **2 urnes:**

20 ans 800,00 €  
30 ans 1.050,00 €

Les renouvellements sont tarifés de la même manière que pour les concessions initiales

## **Article 12 - Conditions générales concernant la conservation des cendres**

- a) La gratuité est accordée pour tous les enfants de moins de 12 ans en cellule individuelle de 10 ans en première concession
- b) Tout changement de durée ou extension de la concession se fera au prorata des années restantes et du paiement effectué.
- c) La demande de renouvellement ne pourra se faire que si 80% du temps de concession est écoulé. Il est obligatoire lors d'une extension de concession ainsi que lors de la mise en conservation dans les 3 dernières années de la concession.
- d) L'ouverture et fermeture des columbariums est libre de taxes sauf dans le cas d'une exhumation demandée par la famille, dans ce cas la taxe pour l'exhumation d'une urne mise en columbarium est fixée à 110,00€.
- e) Le changement de portes est au choix des familles et sera effectué selon les indications de l'administration. L'inscription du nom est obligatoire.
- f) La liste des bénéficiaires établie par le concessionnaire est prioritaire. A défaut de liste, les bénéficiaires sont le conjoint ou cohabitant légal, ses parents ou alliés jusqu'au 4<sup>ème</sup> degré

## **Article 13 – de la dispersion des cendres**

Il est créé au sein du cimetière communal, une pelouse de dispersion et un mur de mémoire dont l'usage est libre de toute taxe sauf pour les personnes reprises à l'article 6 point 5 du présent règlement.

Une plaque commémorative sera délivrée par le responsable du cimetière afin d'être déposée sur ledit mur. Les mesures et matière de cette plaque est imposée par l'administration. La mention des Nom et Prénom de la personne est obligatoire.

Les fleurs et couronnes devront être déposées aux endroits prévus et indiqués par le responsable du cimetière.

## **Article 14 -Dispositions communes à l'inhumation et à la crémation**

Les employés communaux bénéficieront gratuitement d'une concession de 10 ans pleine terre ou d'une cellule individuelle de 10 ans de columbarium.

Le renouvellement éventuel se fait au tarif prescrit par le présent règlement.

## **Chapitre IV**

### **Article 15 - Les Exhumations**

- a) La taxe pour l'exhumation d'un corps inhumé est fixée à 600,00€ €.
- b) L'enlèvement et la remise en état des monuments nécessaires à la sécurité de l'exhumation sont à charge du demandeur. La taxe pour exhumation d'une urne mise en columbarium est fixée à 110,00 €.
- c) Aucune exhumation de pleine terre ou caveau ne sera effectuée avant une période de 5 ans sauf ordonnance de l'autorité judiciaire
- d) Toute exhumation demandée par la famille entraîne la perte de tout droit sur la concession ainsi que le droit à tout remboursement.

### **Chapitre V**

#### **Article 16 - Entretien des sépultures**

- a) Le concessionnaire et les ayants-droits sont responsables de la propreté ainsi que du bon état de sa sépulture et devront répondre aux demandes du service des inhumations.
- b) Le cimetière communal reste soumis à l'autorité, la police et la surveillance de l'Administration Communale
- c) Les demandes de dérogations au prescrit du règlement doivent être introduites par écrit au Collège des Bourgmestre et Echevins qui statuera sans appel.

### **Chapitre VI – Recouvrement et contentieux**

#### **Article 17 - Recouvrement**

Le paiement des taxes est effectué entre les mains du receveur communal ou de son délégué.  
La preuve du paiement est constatée par la remise d'un ticket de caisse ou d'une facture.

#### **Article 18 - Contentieux**

L'établissement, le recouvrement et le contentieux relatifs à la présente taxe sont réglés conformément aux dispositions contenues dans la Loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales et dans l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins. Elle doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de 6 mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. Elle doit en outre, à peine de nullité, être introduite par écrit, être motivée, datée et signée par le réclamant ou son représentant et mentionner :  
1/ les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie  
2/ l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

### **Chapitre VII – Mise en application**

#### **Article 19 – Entrée en vigueur**

**Le présent Règlement entre en vigueur à dater du 1<sup>er</sup> janvier 2014.**

La présente délibération sera transmise en double exemplaire à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

### **Gemeentelijk reglement betreffende de belastingen inzake begraafplaatsen en lijkbezorging**

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op artikel 170 van de Grondwet;

Gelet op de Wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van provincie- en gemeentebelastingen;

Gelet op de Wet van 20 juli 1971 op begraafplaatsen en lijkbezorging

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 117;

Gelet op het veerslag aan het College van 3 december 2013;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

**BESLIST:**

#### **Hoofdstuk I – Algemeen**

Er wordt, van 1 januari 2014 tot 31 december 2019, ten gunste van de gemeente Oudergem een

belasting inzake begraafplaatsen en lijkbezorging gevestigd.

### **Artikel 1 - Definities**

In de zin van dit reglement verstaat men onder:

1. Voor de begraafplaats verantwoordelijke persoon: de door het college van burgemeester en schepenen aangeduide persoon, of zijn plaatsvervanger, die gelast is met de uitvoering van dit reglement en van het algemeen politiereglement op teraardebestellingen, lijkverbrandingen en de begraafplaats.
2. Lijkvervoeronderneming: de door het college van burgemeester en schepenen; op openbare aanbesteding aangeduide onderneming voor vervoer van lijken.
3. Behoeftige: de persoon wiens gebrek aan voldoende inkomsten om de kost van zijn begrafenis te dekken door een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn bevestigd wordt.

### **Artikel 2 – De bevoegde gemeentediensten**

De aangifte van het overlijden gebeurt bij de dienst burgerlijke stand tijdens de normale openingsdagen en -uren.

Er wordt echter iedere zaterdag van 9 tot 10 uur een wachtdienst voorzien.

De betaling van de belastingen gebeurt in handen van de ontvanger of zijn afgevaardigde.

De begraafplaats is voor het publiek toegankelijk 7 dagen op 7, van 8 uur tot 16.30 uur. Op zon- en feestdagen worden er geen diensten verleend.

De enige diensten die op zaterdag tussen 8 en 12 uur verleend worden zijn:

1. verspreiding van as
2. plaatsen van as in het columbarium voor bewaring
3. vertrek uit het gemeentelijke lijkenhuis,
4. vertrek uit de gemeente.

## **Hoofdstuk II. Vóór teraardebestelling, in bewaargeving of verspreiden van as.**

### **Artikel 3 – Overlijden op het gemeentelijke grondgebied**

Bij overlijden op het gemeentelijke grondgebied gebeurt het nazicht door de beëdigde, door de ambtenaar van de burgerlijke stand aangeduide arts verplicht binnen de wettelijke termijn van 24 uur na aangifte van het overlijden aan de burgerlijke stand en vóór eendeer welke andere overbrenging:

- in de woonplaats van de overledene;
- dan wel in het gemeentelijke lijkenhuis;
- of nog in een in de gemeente gevestigd privé mortuarium.

Alle omstandigheden van de begrafenis en overbrengingen worden bij het aangeven van het overlijden door de begrafenisonderneming aan de burgerlijke stand meegedeeld.

Het vertrek van de plaats van bewaring van het lijk wordt georganiseerd samen met de verantwoordelijke voor de begraafplaats, naargelang van de wensen van de familie en de mogelijkheden van de dienst burgerlijke stand.

Bij vertrekken is de verantwoordelijke voor de begraafplaats of zijn afgevaardigde verplicht aanwezig. Vertrek of overbrenging van lijken naar een buiten het gemeentelijke grondgebied gelegen mortuarium kunnen slechts gebeuren na aangifte van het overlijden aan de dienst burgerlijke stand en betaling van de gemeentebelastingen aan de ontvanger of zijn afgevaardigde.

Voor het vervullen van deze verschillende formaliteiten is er een belasting van 100 € verschuldigd, te betalen voor dossierkosten (aangifte, afleveren van uittreksels van de akte).

### **Artikel 4 – Overbrenging van lijken**

§1) Er moet een beroep gedaan worden op de lijkvervoeronderneming in de volgende gevallen en onder de volgende voorwaarden:

1. Vóór de komst van de controlearts:

- Overbrenging (lijkwagen met bestuurder en dragerploeg) voor:

- a) iemand die op het grondgebied van de gemeente overleden is, vanaf de plaats van overlijden naar het gemeentelijke lijkenhuis of naar in de gemeente gelegen mortuarium.

b) een in Oudergem gelegen mortuarium.

1. Na de komst van de controlearts

Vervoer (lijkwagen met bestuurder en dragerploeg) van iemand die in de gemeente overleden is, en wiens teraardebestelling in de gemeentelijke begraafplaats voorzien is:

- van het gemeentelijke lijkenhuis,
- van een in de gemeente gelegen mortuarium,
- van de woonplaats van de overledene.

§2) Er hoeft geen beroep gedaan te worden op de lijkvervoeronderneming wanneer een overledene het gemeentelijke grondgebied verlaat.

§3) In het kader van een lijkverbranding, wordt de overbrenging van de as van de lijkverbrandingsplaats naar de gemeentelijke begraafplaats verzekerd door de familie of de naasten van de overledene. Het kan door de lijkvervoeronderneming verzekerd worden.

§4) De overbrenging van een lijk naar een gerechtelijk geneeskundige instelling (GGI) gebeurt door een daartoe aangestelde begrafenisonderneming en ten laste van de gemeente. De terugkeer van het lijk, in het kader van een teraardebestelling in de gemeentelijke begraafplaats, gebeurt in overeenstemming met de bepalingen van paragraaf 2, behalve in geval van behoefteigheid.

§5) Eender welke andere overbrenging is niet onderworpen aan de gemeentelijke reglementering.

§6) De diensten van de lijkvervoeronderneming zijn ten laste van de familie of de naasten van de overledene. De détails en de kost ervan worden bij de aangifte van het overlijden meegedeeld.

**Artikel 5 – Het gemeentelijke lijkenhuis en de wachtgrafkelder**

Het gebruik van het gemeentelijke lijkenhuis leidt tot betaling van een vaste belasting van 60 € per lijk voor 3 dagen. Een belasting van 20 € wordt geïnd per extra dag. Iedere begonnen dag is volledig verschuldigd.

De huur van een vak in de wachtgrafkelder bedraagt 105 € per kwartaal. Elk begonnen kwartaal is volledig verschuldigd.

**Artikel 6 – Toegang tot de gemeentelijke begraafplaats**

De gemeentelijke begraafplaats staat open:

- 1) aan in Oudergem overleden personen,
- 2) aan personen die in Oudergem hun laatste hoofdverblijf hadden,
- 3) aan personen die houder zijn van een collectief recht op een concessie in de gemeentelijke begraafplaats,
- 4) aan personen die geplaatst worden op tussenkomst van de gemeente of van het centrum voor maatschappelijk welzijn van Oudergem.
- 5) aan alle hierboven niet vermelde personen in het geval van verspreiding of bewaring van de as in een columbariumcel. In dit laatste geval wordt er een belasting van 100€ voor dossierkosten geïnd (meer eventuele kosten voor een concessie in het columbarium).

**Artikel 7 - Vrijstellingen**

Vrijstelling van de in de voorgaande artikelen voorziene belastingen wordt verleend aan:

- 1) eender welke behoeftige die op het grondgebied van Oudergem overleden is en begraven wordt. De overbrenging van het lijk van een behoeftige wordt door de gemeente gedragen.
- 2) aan alle oorlogsinvaliden en oudstrijders en alle andere daarmee gelijkgestelde personen die in Oudergem overlijden en wiens invaliditeitspercentage minstens 50% bedraagt en die als dusdanig genieten van een toelage, schadevergoeding of vervangingsinkomen ten laste van de schatkist.
- 3) Vrijstelling van in de voorgaande artikelen voorziene belastingen wordt verleend voor het overlijden van kinderen jonger dan 12 jaar.

**Hoofdstuk III – Gebruik van de gemeentelijke begraafplaats**

**Artikel 8 - Teraardebestelling**

Het reglement aangenomen in openbare vergadering van de gemeenteraad van 8 september 1989 bepaalt de regels voor toegang tot het ereveld.

De tarieven van toepassing op teraardebestellingen worden als volgt bepaald:

a) Individuele concessies in volle grond:

5 jaar	Gratis
10 jaar	520 €

10 jaar (kind jonger dan 12 jaar)Gratis

**Hernieuwing:**

10 jaar 520 €  
10 jaar (kind jonger dan 12 jaar)100 €

b) Collectieve concessies voor 2 personen in volle grond:

20 jaar2.500,00€

**Hernieuwing:**

10 jaar1.500,00€  
20 jaar2.500,00€

c) Concessies van 30 jaar voor grafkelders:

één rij van 2 lichamen4.500 €  
één rij van 3 lichamen5.000 €  
één rij van 4 lichamen5.500 €

**Hernieuwing:**

2 lichamen10 jaar1.750 €  
2 lichamen20 jaar3.500 €  
3 lichamen10 jaar1.850 €  
3 lichamen20 jaar3.700 €  
4 lichamen10 jaar2.000 €  
4 lichamen20 jaar4.000 €

d) Teraardebestelling van foetussen:

Onder foetus verstaat men menselijke embryo's die levenloos geboren zijn tussen de 106<sup>de</sup> en de 180<sup>ste</sup> dag.

Er wordt hun een plaats voorgehouden op veld F, de teraardebestelling is vrijgesteld van gemeentebelastingen.

Het veld mag niet overdekt worden met grafstenen, alleen een bloem of plant zullen aanvaard worden. Deze begrafenissen gaan niet samen met een identificatiezegel en worden niet ingeschreven in het officiële register van de gemeente.

e) Concessies voor grafkelders met een duur van 50 jaar:

Er worden geen concessies voor een dergelijke duur meer verleend. Voor concessies die dateren van vóór 13 augustus 1971, bedraagt de hernieuwing echter maximum 20 jaar maximum, volgens de tarieftabel van toepassing op concessies van 30 jaar voor grafkelders.

f) Tijdelijke individuele concessie van 30 jaar en 50 jaar in volle grond (max. 3 lichamen)

Dergelijke concessies worden niet meer verleend. De maximumduur voor de hernieuwing van een dergelijke concessie bedraagt echter 10 jaar, volgens de tarieftabel van toepassing op individuele concessies in volle grond.

**Artikel 9 – Voorwaarden van toepassing op concessies**

- 1) Elke aankoop van een concessie vereist de plaatsing van een grafmonument binnen het jaar volgend op de toekenning van de concessie door het college van burgemeester en schepenen.
- 2) De plaatsing van het monument is vrij van eender welke belasting.
- 3) Gebrek aan plaatsing van een monument zal aanleiding geven tot een belasting van 100 € per jaar vanaf het 2<sup>de</sup> jaar.
- 4) De afmetingen van de stenen van het grafmonument worden bepaald als volgt:
- 5) voor concessies van 10 jaar, zullen de stenen uit één stuk bestaan, met als afmetingen 1,00m op 2,00m, en 10cm dik.
- 6) voor concessies van 20 jaar in volle grond zullen de stenen uit één stuk bestaan, zonder grafzuil noch inzet. Zij zullen aan de 4 kanten op een betonnen kader rusten. Het zo gevormde kader zal een

horizontale dikte van 10 cm hebben, een verticale breedte van 20 cm, de hoogte boven het maaiveld zal maximum 5 cm bedragen. De steen zal een afmeting van 2,00m op 1,00m hebben, met een dikte van 12cm.

- 7) De concessiehouder of de eerste te begraven persoon moet zijn hoofdverblijfplaats in Oudergem hebben.
- 8) Concessies kunnen niet voorafgaand toegekend worden.
- 9) Er wordt slechts één hernieuwing van een grafkelderconcessie aanvaard
- 10) Voor de concessies van 10 jaar en 20 jaar in volle grond wordt er slechts één hernieuwing aanvaard.
- 11) Voor concessies van 10 jaar is een plaatsverandering vereist en zijn de opgravingbelastingen van toepassing.
- 12) Hernieuwing van concessies voor 20 jaar in volle grond zal toegestaan worden pro rata de restjaren en de betaling.
- 13) Aanvragen tot hernieuwing zullen vanaf het 16<sup>de</sup> jaar kunnen ingediend worden.
- 14) Hernieuwing is verplicht wanneer een nieuwe teraardebestelling moet plaatsvinden vanaf het 17<sup>de</sup> jaar en deze hernieuwing zal gebeuren per schijf van 10 jaar, behalve voor de concessies voor twee personen in volle grond.
- 15) Voor de concessies voor twee personen in volle grond bestaat er geen mogelijkheid tot uitbreiding tot een 3<sup>de</sup> lichaam, maar iedere vrijkomende plaats mag door 2 urnen vervangen worden. Voor de 2<sup>de</sup> urne wordt er een belasting van 260,00€ toegepast voor de restduur van de oorspronkelijke concessie.
- 16) Voor grafkelderconcessies bedraagt de vaste belasting voor de uitbreiding met een extra lichaam 800,00 €, geldend voor de restduur van de oorspronkelijke concessie. Eender welke vrijkomende plaats kan door twee urnen vervangen worden. Voor de 2<sup>de</sup> urne wordt er een belasting van 260 € toegepast voor de restduur van de oorspronkelijke concessie.
- 17) De belasting op het openen/sluiten van concessies in volle grond en van een grafkelder bedraagt 110,00 €. Bij de 1<sup>ste</sup> teraardebestelling wordt er geen openingbelasting voorzien.
- 18) De door de concessiehouder opgestelde lijst van begunstigden heeft voorrang. Bij gebrek aan lijst zijn de begunstigden de huwelijkspartner of wettelijk samenwonende, zijn of haar ouders of aanverwanten tot de 4<sup>de</sup> graad»

#### **Artikel 10 Bijzondere bepalingen betreffende eeuwigdurende concessies.**

In overeenstemming met artikel 9 van de wet van 20 juli 1971 op begraafplaatsen en lijkbezorging, is de hernieuwing voor een duur van 50 jaar van een concessie verleend krachtens het keizerlijke decreet van 23 prairial jaar XII, gratis. Door deze hernieuwing draagt de concessiehouder de verantwoordelijkheid betreffende het onderhoud van de grafstede en de omgeving ervan.

#### **Artikel 11 – Bewaring van as**

##### Columbarium:

a) Tarief voor personen vermeld in punten 1) tot 4) van artikel 6 van dit reglement:

##### **Individueel:**

5 jaar gratis  
10 jaar 260,00 €  
20 jaar 520,00 €  
30 jaar 780,00 €

##### **2 urnen:**

20 jaar 650,00 €  
30 jaar 900,00 €

b) Tarief voor personen vermeld in artikel 6 punt 5) van dit reglement:

##### **individueel:**

10 jaar 410,00 €  
20 jaar 660,00 €  
30 jaar 920,00 €

## **2 urnen:**

20 jaar 800,00€

30 jaar 1.050,00 €

Hernieuwingen gebeuren volgens het tarief van de oorspronkelijke concessies.

### **Artikel 12 – Algemene voorwaarden betreffende de bewaring van de as**

- a) Voor alle kinderen jonger dan 12 jaar in individuele cel en voor 10 jaar in eerste concessie: gratis
- b) Eender welke verandering van duur of uitbreiding van de concessie gebeurt pro rata de restjaren en de gedane betaling.
- c) Een hernieuwingaanvraag is slechts mogelijk indien 80% van de duur van de concessie verstreken is (voir FR). Zij is verplicht bij uitbreiding van de concessie en bij in bewaring geven tijdens de 3 laatste jaren van de concessie.
- d) Openen en sluiten van columbariums is vrij van belastingen, behalve in het geval van een door de familie gevraagde opgraving; in dat geval is de belasting voor het opgraven van een urne uit het columbarium bepaald op 110,00€.
- e) Deuren kunnen naar keuze van de families veranderd worden en dit zal gebeuren volgens de aanwijzingen het bestuur.. Aangeven van de naam is verplicht.
- f) De door de concessiehouder opgestelde lijst van begunstigden heeft voorrang. Bij gebrek aan lijst zijn de begunstigden de huwelijkspartner of de wettelijk samenwonende, zijn of haar ouders en verwanten tot de 4<sup>de</sup> graad

### **Artikel 13 – Verspreiding van de as**

In de gemeentelijke begraafplaats wordt er een verspreidingsveld aangelegd en wordt er een gedachtenmuur opgetrokken. Het gebruik ervan is vrij van belasting, behalve voor de personen vermeld in artikel 6 punt 5 van dit reglement.

Er wordt door de verantwoordelijke voor de begraafplaats een gedenkplaat afgeleverd om op de gezegde muur aan te brengen. De afmetingen en materie van deze plaat worden door het bestuur opgelegd. Vermelding van de naam en voornaam van de persoon is verplicht.

Bloemen en kransen moeten neergelegd worden op de voorziene plekken die door de verantwoordelijke voor de begraafplaats aangeduid worden.

### **Artikel 14 - Voor teraardebestelling en lijkverbranding gemeenschappelijke bepalingen**

Gemeentebedienden beschikken gratis over een concessie van 10 jaar in volle grond of een individuele cel voor 10 jaar in het columbarium.

Eventuele hernieuwing gebeurt tegen het door dit reglement voorgeschreven tarief.

### **Hoofdstuk IV**

#### **Artikel 15 – Opgravingen**

- a) De belasting voor de opgraving van een ter aarde besteld lichaam is bepaald op 600,00€ €.
- b) De verwijdering en herplaatsing van de grafmonumenten, die noodzakelijk zijn voor de veiligheid van de opgraving, gaan ten laste van de aanvrager. De belasting voor het opgraven van een in het columbarium in bewaring gegeven urne bedraagt 110,00 €.
- c) Er zal geen enkele opgraving uit volle grond of uit een grafkelder gebeuren alvorens een periode van 5 jaar verstreken is, behalve bevel vanwege de gerechtelijke overheid
- d) Eender welke door de familie gevraagde opgraving leidt tot verlies van alle rechten op de concessie op de concessie en het recht op eender welke terugbetaling.

### **Hoofdstuk V**

#### **Artikel 16 – Onderhoud van de graven**

- a) De concessiehouder en de rechthebbenden zijn aansprakelijk voor de netheid en de goede staat van de grafstede en zullen de vorderingen van de begravingdienst moeten beantwoorden.
- b) De gemeentelijke begraafplaats blijft onderworpen aan de overheid, de politie en het toezicht van het Gemeentebestuur.
- c) Aanvragen tot afwijking aan de voorschriften van dit reglement moeten schriftelijk ingediend worden bij het College van burgemeester en schepenen, dat zonder verhaal zal beslissen.

### **Hoofdstuk VI – Invordering en betwisting**

#### **Artikel 17 - Invordering**

De betaling van de belastingen gebeurt in handen van de gemeenteontvanger of zijn afgevaardigde.

Het bewijs van de betaling wordt geleverd door het overhandigen van een kasticket of een rekening.

### **Artikel 18 - Betwistingen**

Vestiging, invordering en betwisting met betrekking tot deze belasting worden geregeld in overeenstemming met de bepalingen van de Wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van provincie- en gemeentebelastingen en het koninklijke besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de gouverneur of voor het college van burgemeester en schepenen inzake bezwaarschriften tegen een provincie- of gemeentebelasting.

De belastingplichtige kan een bezwaarschrift indienen bij het College van burgemeester en schepenen. Het moet, op straffe van ongeldigheid, ingediend worden binnen een termijn van 6 maanden te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet. Het moet bovendien, op straffe van nietigheid, schriftelijk ingediend worden, omstandig zijn, door de klager of zijn vertegenwoordiger gedateerd en ondertekend worden en vermelden:

1/ de naam, hoedanigheid, adres of zetel van de belastingplichtige ten laste van wie de belasting gevestigd wordt;

2/ het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

### **Hoofdstuk VII – Toepassing**

#### **Artikel 19 – In voege treden**

Dit reglement gaat in per 1 januari 2014.

Deze beraadslaging zal in tweevoud overgemaakt worden aan de heer Ministerpresident van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

#002/19.12.2013/A/0025# **Service Juridique - Juridische Dienst**

### **Règlement-redevance sur le placement des bollards.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 de la Constitution ;

Vu la Loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales;

Vu la Nouvelle Loi Communale, article 117;

Vu le rapport au Collège du 15 novembre 2013;

Vu la situation financière de la Commune;

DECIDE :

D'adopter un nouveau règlement redevance pour le placement de bollards;

#### **Article 1**

Il est établi à partir du 1er janvier 2014 et ce jusqu'au 31 décembre 2019 une redevance pour le placement de bollards sur la voie publique;

Cette redevance est destinée à permettre la récupération des frais exposés par la commune pour les placements de bollards effectués à la demande des riverains.

Le taux de la redevance est fixé à 100% du montant des dépenses de matériel majoré du coût de la main d'œuvre.

#### **Article 2**

La redevance est due par le riverain qui a sollicité le placement à front de sa propriété.  
Le paiement devra être effectué avant le placement, par virement ou versement au compte bancaire du Receveur communal.

### **Article 3**

La demande de placement de bollards devra être introduite par écrit auprès du service des Travaux publics qui délivrera l'autorisation après avis des services de police.

L'administration communale est seule juge de l'opportunité d'exécuter ces travaux.

Le choix du type de bollards ainsi que du fournisseur est de la compétence exclusive de l'administration.

Toutefois, la redevance n'est pas due lorsque le placement des bollards est réalisé à l'initiative de l'administration dans un but exclusif de sécurité routière.

### **Article 4**

Les litiges en la matière sont de la compétence du tribunal civil.

La présente délibération sera transmise en double exemplaire à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

### **Reglement retributie op het plaatsen van afbakeningspalen.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering Van de provincie-en gemeentebelastingen;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, Namelijk artikel 117;

Gelet op het verslag aan het College van 15 november 2013;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

BESLIST:

Een nieuw reglement betreffende de retributie op het plaatsen van afbakeningspalen goed te keuren;

#### **Artikel 1**

Er wordt vanaf 1 januari 2014 en dit tot 31 december 2019 een retributie vastgelegd voor het plaatsen van afbakeningspalen op de openbare weg.

Deze retributie dient ter recuperatie van de door de gemeente gedane kosten voor het plaatsen van afbakeningspalen op aanvraag van de boordegenaars.

Het bedrag van de retributie omvat voor 100% de kostprijs van het materiaal, verhoogd met kost van de arbeidsonkosten.

#### **Artikel 2**

De retributie is verschuldigd door de boordegenaar die de plaatsing aanvraagt langs zijn eigendom.

De betaling moet vereffend zijn bij storting of overschrijving op de rekening van de gemeenteontvanger en dit vóór de aanvang van de werken.

#### **Artikel 3**

De aanvraag voor plaatsing van afbakeningspalen moet schriftelijk ingediend worden bij de dienst "Openbare werken" die de toelating kan verlenen na advies van de politiediensten.  
Het gemeentebestuur alleen beslist over de opportuniteit van de uitvoering van de werken.  
De keuze van het model en de leverancier van de afbakeningspalen is uitsluitend voorbehouden aan het bestuur.  
De retributie is echter niet verschuldigd wanneer de plaatsing uitgaat van het initiatief van het bestuur en dit uitsluitend voor de verhoging van de verkeersveiligheid.

#### **Artikel 4**

Geschillen hieraangaande vallen onder de bevoegdheid van de burgerlijke rechtbanken.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

#002/19.12.2013/A/0026# **Recette - Ontvangerij**

#### **Produit de la succession DEPOLLIER - Redistribution pour l'année 2013.**

Le conseil

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Revu sa délibération du 9 novembre 1990 acceptant la succession de Monsieur Raymond DEPOLLIER, sous réserve d'inventaire ;

Attendu que Monsieur DEPOLLIER léguait tous ses biens, par testament olographe, pour les bonnes œuvres de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide à l'unanimité

de redistribuer la somme 16.052,90 €,- aux œuvres bénéficiaires comme suit :

3<sup>e</sup> âge : 2.100 €

Opération en faveur de la jeunesse : 2.500 €

Classes de Neige Ecoles : 9.800 €

Jeugdhuys VZW : 600 €

Den Dam : 1.000 €

La présente délibération, en triple exemplaire, sera adressée à Monsieur le Ministre Président de la Région de Bruxelles-capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

#### **Herverdeling van de opbrengst van de nalatenschap DEPOLLIER – dienstjaar 2013**

De raad

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meerbepaald het artikel 117;

Herzien zijn beraadslaging van 9 november 1990, waarbij de nalatenschap van de heer Raymond DEPOLLIER werd aanvaard onder voorbehoud van boedelbeschrijving;

Overwegende dat de Heer DEPOLLIER door zijn eigenhandig geschreven wilsbeschikking zijn eigendom nalaat aan de gemeente ten behoeve van goede werken;

Op voorstel van het Kollege van Burgemeester en Schepenen ;

beslist met éénparigheid van stemmen

Het bedrag van 16.052,90 € als volgt te verdelen onder de begunstigde instellingen :

Zestigplussers : 2.100 €

Acties ten bate van de jeugd : 2.500 €

Sneeuwklassen : 9.800 €

Jeugdhuis VZW : 600 €

Den Dam : 1.000 €

Onderhavige beraadslaging, in drievoud, zal overgemaakt worden aan de Heer Minister President van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

#002/19.12.2013/A/0027# **Recette - Ontvangerij**

#### **Contribution de la commune à la zone de police - exercice 2014**

Le conseil

Vu l'article 71 de la loi du 7 décembre 1998, organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.

Vu les instructions du Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale qui nous parvenues par courrier en date du 12 octobre 2009.

Vu que dans sa lettre, le Gouverneur nous demande de prendre une délibération du Conseil communal distincte pour la détermination de la contribution de la commune à la zone de police.

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide à l'unanimité

de marquer son accord sur la prévision à l'article 33002/43501 du budget ordinaire de 2014, de la somme de 6.291.456,25 € représentant la contribution communale dans le subsidie de fonctionnement octroyé à la zone de police pour l'exercice 2014 ainsi que la prévision à l'article 33003/43501 prévoit une inscription de 116.178,76€ ce qui correspond à 49% des charges d'emprunt pour le nouveau commissariat pour l'exercice 2014.

La présente délibération, en triple exemplaire, sera transmise à Monsieur le Ministre Président de la région de Bruxelles Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

#### **Gemeentelijke bijdrage in de politiezone - dienstjaar 2014**

De raad

Gezien artikel 71 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus.

Gezien de instructies van de Gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad die ons per post werden op 12 oktober 2009 verstuurd.

In zijn brief vraagt de Gouverneur een apart beraadslaging van de gemeenteraad voor de bepaling van de bijdrage van de gemeente aan de politiezone.

Op voorstel van het Kollege van Burgemeester en Schepenen ;

**BESLIST : MET EENPARIGHEID**

Akkoord te gaan met de voorziening van een som van 6.291.456,25€ op artikel 33002/43501 van de gewone begroting 2014 als gemeentelijke bijdrage voor de werkingstoelage voor de politiezone voor 2014 evenals de voorziening van 116.178,75€ op artikel 33003/43501 die overeenkomt met 49% van de leningslasten voor het nieuwe politieregistraat .

Onderhavige beraadslaging, in drievoud, zal overgemaakt worden aan de Heer Minister President van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

#002/19.12.2013/A/0028# **Recette - Ontvangerij**

**C.P.A.S. - Modification budgétaire n° 2 - exercice 2013**

Le Conseil,

Vu le budget de l'exercice 2013, du Centre public d'Action sociale, approuvé par le Conseil Communal en séance du 20 décembre 2012.

Vu la délibération du Conseil de l'Action Sociale en sa séance plénière du 25 novembre 2013 ;

Vu la loi du 8 juillet 1976, organique des C.P.A.S., notamment l'article 88 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

décide à l'unanimité

d'approuver la modification n° 2 - exercice 2013 – du budget du C.P.A.S. comme reprise dans les pièces justificatives.

La présente délibération, en triple ainsi que les pièces justificatives seront transmises par l'intermédiaire du C.P.A.S. à Monsieur le Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

**O.C.M.W. - Begrotingswijziging n°2 - dienstjaar 2013**

De Raad,

Gezien de begroting van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn voor het dienstjaar 2013 werd goedgekeurd door de Gemeenteraad op datum van 20 december 2012;

Gelet op de beraadslaging van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn in voltallige zitting van 25 november 2013;

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 op de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn en meer bepaald artikel 88;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 117;

Beslist met éénparigheid van stemmen

De begrotingswijziging nr 2 van de begroting van het O.C.M.W. - dienstjaar 2013 goed te keuren conform de stavingstukken.

Onderhavige beraadslaging in drievoud, evenals de stavingstukken, zullen door tussenkomst van het O.C.M.W. overgemaakt worden aan de Heer Minister President van het Brusselse Hoofdstedelijk gewest.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

#002/19.12.2013/A/0029# **Recette - Ontvangerij**

### **Budget du CPAS - Exercice 2014 – Approbation**

Le conseil,

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action sociale, notamment les articles 87 et 88 ;

Vu la circulaire de la Région de Bruxelles-Capitale concernant les instructions aux Centres publics d'Action sociale pour l'élaboration du budget ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l' article 117 ;

Vu les réunions du Comité de Concertation du C.P.A.S. et de la Commune des 7 et 20 novembre 2013.

Décide à l'unanimité

D'approuver provisoirement le budget pour l'exercice 2014 du Centre public d'Action Sociale d'Auderghem.

La présente délibération en cinq exemplaires sera transmise au Président du Centre Public d'Action Sociale qui se chargera de la présentation à l'Autorité de Tutelle de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 22 votes positifs, 7 abstentions.

---

### **Begroting van het OCMW - Dienstjaar 2014 – Goedkeuring**

De raad,

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 op de openbare Centra voor maatschappelijk Welzijn, en meer bepaald artikel 87 en 88 ;

Gelet op de omzendbrief van het Brusselse hoofdstedelijk Gewest houdende de richtlijnen aan de openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn voor de opstelling van de begroting ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet en meer bepaald artikel 117;

Gelet de vergadering van het Onderhandelinge Comité tussen de Gemeente en het O.C.M.W. van 7 en 20 november 2013;

beslist met éénparigheid van stemmen

De begroting voor het dienstjaar 2014 van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Oudergem voorlopig goed te keuren.

Onderhavige beraadslaging zal in vijfvoud overgemaakt worden aan de Voorzitter van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn die belast is met de verzending naar de Voogdijoverheid van het Brusselse Gewest.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

---

#002/19.12.2013/A/0030# **Recette - Ontvangerij**

**Budget communal – Exercice 2014 – Approbation provisoire**

Le conseil

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment les articles 117, 241, 255 et 259 ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la Tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, notamment les articles 13-15 §1 ;

Vu la circulaire ministérielle du 09 août 2013 en vue de l'élaboration des budgets des communes de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'exercice 2014 ;

Vu que le rapport prescrit par l'article 96 de la Nouvelle Loi communale a été fait avant le vote du budget ;

Décide

d'approuver provisoirement le budget communal pour l'exercice 2014 ainsi que ses annexes.

La présente délibération, en quintuple, sera adressée à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 22 votes positifs, 7 abstentions.

*Abstention cdH+ :*

*Un budget communal annuel se jauge au regard d'une déclaration de politique générale annuelle.*

*Nous n'avons malheureusement pas reçu une telle déclaration et nous nous avons donc du nous rabattre sur le fameux plan puriannuel 2013-2015 qui nous avait été communiqué en début de législature.*

*Le budget évoqué ici portant sur l'année 2014, nous pouvons considérer que le plan pluriannuel devra, à la grosse louche, déjà être réalisé au 2/3 d'ici la fin de l'année 2014. A moins que vous nous annonciez une année 2015 « turbo » ?*

*Au regard donc de ce plan triennal, plusieurs interrogations sur le budget communal et notamment sur ses investissements ;*

*- En ce qui concerne IAPS, dans le plan triennal, 62.000 euros sont prévus en 2014 dépenses d'investissement. Je n'ai pas trouvé d'article budgétaire correspondant dans le programme des travaux extraordinaires autre que l'achat de deux meubles de bibliothèques et deux projecteurs pour un total de 6800 euros. Quand est-il des 55.800 euros restants ?*

*- En ce qui concerne l'emploi, je constate, dans ce plan triennal, que 6.500 euros sont prévu en investissements pour 2014. A quoi vont-ils servir ? Où se trouvent-ils le programme des travaux extraordinaires ?*

*- En ce qui concerne les investissements permettant de faire des économies d'énergie, 110.000 euros sont prévus dans le plan triennal pour l'année 2014. Je ne retrouve que 20.000 euros au sein du programme de travaux extraordinaires. Quand est-il des 90.000 restants ?*

*- En outre, il est prévu dans le plan triennal concernant l'académie, 40.000 euros en dépenses d'investissement, j'ai bien noté les 15.000 euros pour l'achat de matériel de son mais rien d'autres en ce qui concerne l'Académie au sein du programme des travaux extraordinaires.*

*De manière plus générale, je m'inquiète de la réalisation effective du plan triennal, plan pour lequel je m'étais à l'époque abstenue en arguant qu'à quelques exceptions près, même si elles étaient majeures, le plan rejoignait les objectifs de ma formation politique.*

*Dès lors, je m'inquiète de l'aboutissement de la rénovation de la crèche les « Oursons », de votre promesse de création d'une école de jour pour les demandeurs d'emploi, de la création d'une bourse locale du job étudiant et du stage en entreprise...*

*En ce qui concerne votre soutien aux PME et commerces de la commune, je soutiens bien évidemment des conventions que vous pouvez signer avec Atrium et qui vise à promouvoir les différents marchés situé sur le territoire de la commune. Néanmoins, je reste dubitative sur les montants alloués aux associations de commerçants, 200 euros par association par an !*

*Enfin je terminerai cette intervention sur le budget communal en disant quelques mots sur le soutien au secteur associatif de manière générale :*

*Vous connaissez notre attachement à ce secteur, qui dans de très nombreux cas palie aux déficiences des pouvoirs publics et ce dans des secteurs aussi importants que l'aide aux personnes. A ce propos je reprendrai les mots d'une personne que j'affectionne beaucoup :*

*« Ce secteur doit être considéré comme une des modalités essentielles de l'affirmation de la démocratie dans notre société. Il est important que des espaces pluralistes existent, où la volonté d'engagement pour diverses causes sociétales – justice, environnement, développement, démocratie locale,... - puisse se concrétiser dans des conditions satisfaisantes.*

*L'associatif est un univers qui permet l'élaboration d'un rapport au monde qui valorise la responsabilité et l'engagement proactif. C'est un espace créateur de sens et des liens sociaux..*

*Le rôle économique de ce secteur est, en outre, loin d'être négligeable. Non seulement de nombreuses personnes travaillent directement pour ces associations mais celles-ci créent également, par les nombreuses initiatives prises, une dynamique importante au sein de notre société. »*

*Et je n'ai pas de problème pour citer mes sources, il s'agit d'une intervention de Monsieur Michel Colson, député FDF au Parlement bruxellois.*

*J'ai relevé quelques chiffres intéressants concernant les subsides aux associations :*

*2586 euros aux 4 associations de commerçants et au Conseil des associations des commerçants.*

*11.445 euros aux clubs sportifs qui se voient obligés d'organiser une grande soirée bibitive pour s'en sortir.*

*8495 euros à se répartir entre les asbl œuvres culturelles et artistiques. Elles sont 15 à se les répartir. Sur ces 15 associations, elles sont 6 à percevoir un subside entre 30 et 75 euros par an.*

*2.380 euros pour les asbl à caractère social. Elles sont 11, ce qui fait une moyenne de 216 euros par association.*

*Dans une société en crise financière telle que nous la connaissons, la bonne gestion appelle à investir massivement dans le secteur associatif. Ce secteur est composé de personnes qui ne compte ni leur énergie ni leur temps au service des autres et pour l'intérêt général. C'est une qualité que l'on ne trouve nulle part ailleurs.*

*Ce projet de budget ne va pas du tout dans le sens de la promotion du secteur associatif, c'est pour cela entre autres que nous nous abstenons.*

---

## **Gemeentebegroting –Dienstjaar 2014 – Voorlopige goedkeuring**

De raad

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en meer bepaald artikelen 117, 241, 255 en 259;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998, houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ministeriele omzendbrief van 09 augustus 2013 betreffende het opstellen van de

begrotingen 2014 der gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk gewest;  
Gelet dat het bij artikel 96 van de Nieuwe Gemeentewet voorgeschreven verslag, voor de stemming over de begroting opgemaakt werd :

BESLIST :

De gemeentebegroting voor het dienstjaar 2014 en zijn bijlagen voorlopig goed te keuren.  
Onderhavige beraadslaging, in vijfvoud, al overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

29 stemmers : 22 positieve stemmen, 7 onthoudingen.

*Abstention cdH+ :*

*Un budget communal annuel se jauge au regard d'une déclaration de politique générale annuelle.*

*Nous n'avons malheureusement pas reçu une telle déclaration et nous nous avons donc du nous rabattre sur le fameux plan pluriannuel 2013-2015 qui nous avait été communiqué en début de législature.*

*Le budget évoqué ici portant sur l'année 2014, nous pouvons considérer que le plan pluriannuel devra, à la grosse louche, déjà être réalisé au 2/3 d'ici la fin de l'année 2014. A moins que vous nous annonciez une année 2015 « turbo » ?*

*Au regard donc de ce plan triennal, plusieurs interrogations sur le budget communal et notamment sur ses investissements ;*

*- En ce qui concerne IAPS, dans le plan triennal, 62.000 euros sont prévus en 2014 dépenses d'investissement. Je n'ai pas trouvé d'article budgétaire correspondant dans le programme des travaux extraordinaires autre que l'achat de deux meubles de bibliothèques et deux projecteurs pour un total de 6800 euros. Quand est-il des 55.800 euros restants ?*

*- En ce qui concerne l'emploi, je constate, dans ce plan triennal, que 6.500 euros sont prévus en investissements pour 2014. A quoi vont-ils servir ? Où se trouvent-ils le programme des travaux extraordinaires ?*

*- En ce qui concerne les investissements permettant de faire des économies d'énergie, 110.000 euros sont prévus dans le plan triennal pour l'année 2014. Je ne retrouve que 20.000 euros au sein du programme de travaux extraordinaires. Quand est-il des 90.00 restants ?*

*- EN outre, il est prévu dans le plan triennal concernant l'académie, 40.000 euros en dépenses d'investissement, j'ai bien noté les 15.000 euros pour l'achat de matériel de son mais rien d'autres en ce qui concerne l'Académie au sein du programme des travaux extraordinaires.*

*De manière plus générale, je m'inquiète de la réalisation effective du plan triennal, plan pour lequel je m'étais à l'époque abstenue en arguant qu'à quelques exceptions près, même si elles étaient majeures, le plan rejoignait les objectifs de ma formation politique.*

*Dès lors, je m'inquiète de l'aboutissement de la rénovation de la crèche les « Oursons », de votre promesse de création d'une école de jour pour les demandeurs d'emploi, de la création d'une bourse locale du job étudiant et du stage en entreprise...*

*En ce qui concerne votre soutien aux PME et commerces de la commune, je soutiens bien évidemment des conventions que vous pouvez signer avec Atrium et qui vise à promouvoir les différents marchés situé sur le territoire de la commune. Néanmoins, je reste dubitative sur les montants alloués aux associations de commerçants, 200 euros par association par an !*

*Enfin je terminerai cette intervention sur le budget communal en disant quelques mots sur le soutien au secteur associatif de manière générale :*

*Vous connaissez notre attachement à ce secteur, qui dans de très nombreux cas palie aux déficiences des pouvoirs publics et ce dans des secteurs aussi importants que l'aide aux personnes. A ce propos je reprendrai les mots d'une personne que j'affectionne beaucoup :*

*« Ce secteur doit être considéré comme une des modalités essentielles de l'affirmation de la démocratie dans notre société. Il est important que des espaces pluralistes existent, où la volonté d'engagement pour diverses causes sociétales – justice, environnement, développement, démocratie locale,... - puisse se concrétiser dans des conditions satisfaisantes.*

*L'associatif est un univers qui permet l'élaboration d'un rapport au monde qui valorise la responsabilité et l'engagement proactif. C'est un espace créateur de sens et des liens sociaux..*

*Le rôle économique de ce secteur est, en outre, loin d'être négligeable. Non seulement de nombreuses personnes travaillent directement pour ces associations mais celles-ci créent également, par les nombreuses initiatives prises, une dynamique importante au sein de notre société. »*

*Et je n'ai pas de problème pour citer mes sources, il s'agit d'une intervention de Monsieur Michel Colson, député FDF au Parlement bruxellois.*

*J'ai relevé quelques chiffres intéressants concernant les subsides aux associations :*

*2586 euros aux 4 associations de commerçants et au Conseil des associations des commerçants.*

*11.445 euros aux clubs sportifs qui se voient obligés d'organiser une grande soirée bibitive pour s'en sortir.*

*8495 euros à se répartir entre les asbl œuvres culturelles et artistiques. Elles sont 15 à se les répartir. Sur ces 15 associations, elles sont 6 à percevoir un subside entre 30 et 75 euros par an.*

*2.380 euros pour les asbl à caractère social. Elles sont 11, ce qui fait une moyenne de 216 euros par association.*

*Dans une société en crise financière telle que nous la connaissons, la bonne gestion appelle à investir massivement dans le secteur associatif. Ce secteur est composé de personnes qui ne compte ni leur énergie ni leur temps au service des autres et pour l'intérêt général. C'est une qualité que l'on ne trouve nulle part ailleurs.*

*Ce projet de budget ne va pas du tout dans le sens de la promotion du secteur associatif, c'est pour cela entre autres que nous nous abstenons.*

---

#002/19.12.2013/A/0031# **Recette - Ontvangerij**

**Ordonnance du 19.07.2007 visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bruxelles-capitale - Convention.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2007 visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu que le contrat doit, selon la Région bruxelloise, être voté par le Conseil communal avant la fin de cette année;

DECIDE:

de marquer son accord sur le contrat visant à associer la commune dans le développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale et ses annexes conclu en application de l'ordonnance du 19 juillet 2007 visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale.

La présente délibération, en triple ainsi que les pièces justificatives seront transmises à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

**Ordonnantie van 19.07.2007 ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Overeenkomst.**

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 die het administratief toezicht op de gemeentes van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest regelt;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2007 ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat het contract en zijn bijlagen, volgens het Brusselse Gewest, door de gemeenteraad voor het einde van het jaar gestemd moeten worden ;

BESLIST:

akkoord te gaan met de overeenkomst betreffende de betrekking van de gemeente bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en zijn bijlagen in toepassing van de ordonnantie van 19 juli 2007 betreffende het betrekken van de gemeentes bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Onderhavige beraadslaging in drievoud, evenals de bijlagen, zullen overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brusselse Hoofdstedelijk gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

#002/19.12.2013/A/0032# **Recette - Ontvangerij**

**Ordonnance du 19.07.2007 visant à améliorer la situation budgétaire des communes - Convention.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2007 visant à améliorer la situation budgétaire des communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu que le contrat doit, selon la Région bruxelloise, être voté par le Conseil communal avant la fin de cette année;

DECIDE:

de marquer son accord sur le contrat visant à améliorer la situation budgétaire communale et ses annexes conclu en application de l'ordonnance du 19 juillet 2007 visant à améliorer la situation budgétaire des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

La présente délibération, en triple ainsi que les annexes seront transmises à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles Capitale en charge des Pouvoirs Locaux

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

**Ordonnantie van 19.07.2007 betreffende de verbetering van de budgetaire situatie van de Gemeenten - Overeenkomst.**

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 die het administratief toezicht op de gemeentes van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest regelt;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2007 betreffende de verbetering van de budgettaire situatie van de gemeentes;

Overwegende dat het contract en zijn bijlagen, volgens het Brusselse Gewest, door de gemeenteraad voor het einde van het jaar gestemd moeten worden ;

**BESLIST:**

akkoord te gaan met de overeenkomst ter verbetering van de budgettaire toestand van de gemeente en zijn bijlagen in toepassing van de ordonnantie van 19 juli 2007 betreffende de verbetering van de budgettaire situatie van de gemeentes.

Onderhavige beraadslaging in drievoud, evenals de bijlagen, zullen overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brusselse Hoofdstedelijk gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

#002/19.12.2013/A/0033# **Régie Foncière - Regie Voor Het Grondbeleid**

**Budget de la Régie foncière – Exercice 2014 – Approbation provisoire.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale et notamment les articles 261 à 263 ;

Vu l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le Règlement général sur la comptabilité communale ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 février 2004 portant exécution des articles 5 et 38 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la gestion financière des régies communales ;

Vu la circulaire du 4 février 2005 du Ministre Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relative à la gestion financière des régies communales ;

Décide :

d'approuver provisoirement le budget de la Régie foncière pour l'exercice 2014.

La présente délibération, sera transmise en cinq exemplaires, à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 24 votes positifs, 5 abstentions.

---

**Begroting van de Regie voor Grondbeleid voor het dienstjaar 2014 – Voorlopige goedkeuring.**

De Raad,

Gelet de nieuwe gemeentewet en namelijk de artikelen 261 tot 263;

Gelet op het Koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het Algemeene reglement gemeentelijke comptabiliteit;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 inzake het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gelet op het Ministerieel besluit van 6 februari 2004 tot uitvoering van de art. 5 en 38 van het Besluit

van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, met betrekking tot het financieel beheer van de gemeentebedrijven;  
Gelet op de omzendbrief van 4 februari 2005 van de Minister President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, met betrekking tot het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Beslist :

de begroting van de Regie voor Grondbeleid voor het dienstjaar 2014 voorlopig goed te keuren.

Onderhavig beraadslaging, in vijfvoud, zal overgemaakt worden aan de Heer Minister-President van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest belast met de plaatselijke besturen.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
29 stemmers : 24 positieve stemmen, 5 onthoudingen.

---

#002/19.12.2013/A/0034# **Régie Foncière - Regie Voor Het Grondbeleid**

**Vente du bâtiment La Grande Lanière aux Gets.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Considérant ce qui suit :

Les coûts de la rénovation lourde (imposée par la nouvelle législation française applicable aux infrastructures hôtelières et assimilées) du bâtiment La Grande Lanière tels qu'exposés dans les expertises présentées au Conseil et au Collège ne peuvent être supportés par la commune.

Une vente de bien s'impose.

DECIDE

de vendre au plus offrant le bâtiment La Grande Lanière moyennant une procédure d'appel à la concurrence respectueuse des principes d'égalité, de non-discrimination et de transparence ; charge le Collège de lui présenter un projet de contrat de vente au terme de cette procédure.

Cette délibération sera transmise en double exemplaire à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 25 votes positifs, 4 abstentions.

---

**Verkoop van het gebouw "La Grande Lanière" gelegen op Les Gêts.**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, voornamelijk artikel 117;

Overwegende wat volgt :

De in verschillende expertiseverslagen hoge renovatiekosten, voorgesteld aan de Raad en het College, ingevolge de Franse regelgeving omtrent de uitbating van hotels en verblijfscentra, kunnen niet door de gemeente gedragen worden.

Het gebouw verkocht moet worden.

BESLIST

het gebouw "La Grande Lanière" aan de meest biedende te verkopen mits een mededingsprocedure gebaseerd op gelijkheid, transparantie en zonder discriminatie.

Belast het College met een voorwerp van verkoopsovereenkomst bij het einde van de procedure.

Onderhavige beraadslaging, in tweevoud, zal overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
29 stemmers : 25 positieve stemmen, 4 onthoudingen.

---

#002/19.12.2013/A/0035# **Relations Publiques - Public Relations**

**Smartcities - Convention entre TagTagCity SPRL, Belfius Banque et la commune d'Auderghem**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 117;

Considérant l'opportunité de promouvoir la commune ;

DECIDE

d'approuver la convention de collaboration avec Belfius Banque pour la mise à disposition des tags et la convention avec TAGTAG CITY pour la création du contenu des tags.

La présente délibération, sous forme de bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

**Smartcities - Overeenkomst tussen TagTagCity SPRL, Belfius Bank en Gemeente Oudergem**

DE RAAD,

Gezien artikel 117 van de nieuwe Gemeentewet;

Overwegende de mogelijkheid om de Gemeente te bevorderen;

BESLIST

de overeenkomsten tussen Belfius Bank en TAGTAG CITY voor het geven van de tags en om het inhoud te maken goed te keuren.

Onderhavige beraadslaging zal, onder vorm van beknopte omschrijving overgemaakt worden aan De Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

#002/19.12.2013/A/0036# **Mobilité - Mobiliteit**

**Motion relative à l'élargissement du Ring Nord**

**Des amendements sont déposés par Monsieur Didier MOLDERS**

**Amendement n°1 : 29 votes positifs.**

**Amendement n°2 : 29 votes positifs.**

**Amendement n°3 : 29 votes positifs.**

**Amendement n°4 : 29 votes positifs.**

**Amendement n°5 : 29 votes positifs.**

**Amendement n°6 : 29 votes positifs.**

**Amendement n°7 : 29 votes positifs.**

**Amendement n°8 : 29 votes positifs.**

**Amendement n°9 : 29 votes positifs.**

**Amendement n°10 : 29 votes positifs.**

**Vote sur la motion amendée : 29 votes positifs.**

Vu la directive européenne 2011/92/UE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement;

Vu la directive européenne 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement;

Vu la directive européenne 2008/50/CE concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe qui impose, depuis le 01/01/2010, que la moyenne annuelle concernant le dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>) ne dépasse pas le seuil de 40 µg/m<sup>3</sup>;

Vu la recommandation de l'OCDE du 8 mai 2013 de ne pas résoudre le problème de congestion sur le Ring bruxellois par le seul élargissement du Ring ;

Vu l'accord du gouvernement bruxellois 2009-2014 qui prévoit de « réduire les émissions de gaz à effet de serre de 30% pour 2025 par rapport 1990 »;

Vu les objectifs du Plan Iris 2 de réduire de 20 % le trafic automobile en Région bruxelloise d'ici 2018 (par rapport à 2001);

Vu les propositions du projet « Mobilitévisie 2020 » qui s'inscrit dans le prolongement des annonces faites par la Région flamande d'améliorer la desserte de la périphérie bruxelloise et de réduire la pression automobile autour de la capitale;

Vu l'accord sur la 6e réforme de l'Etat créant une « communauté métropolitaine » au sein de laquelle « se tiendra la concertation entre les trois Régions relative à la mobilité, à la sécurité routière et les travaux routiers, de, vers et autour de Bruxelles. Le fait de fermer ou de rendre inutilisables les accès et sorties du ring fera l'objet d'une concertation préalable »;

Vu que la Commission européenne a décidé en juin 2010 de demander à la Belgique d'appliquer pleinement la législation de l'Union européenne relative à la qualité de l'air pour ce qui est des particules;

Vu la décision de la Commission européenne du 06/07/2012 relative à la notification par le Royaume de Belgique d'un report du délai prévu pour respecter les valeurs limites fixées pour le NO<sub>2</sub> dans trois zones de qualité de l'air qui indique que « pour évaluer s'il est réaliste de prévoir que la valeur limite sera respectée pour la nouvelle échéance, la Commission a besoin de données précises et détaillées sur l'ampleur et l'incidence des mesures de lutte contre la pollution envisagées, y compris un calendrier clair pour leur mise en œuvre ». En ce qui concerne Bruxelles, la Commission constate qu'il ressort des informations que la valeur limite annuelle fixée pour le dioxyde d'azote ne sera respectée qu'en 2018;

Vu la décision du gouvernement flamand du 25 octobre 2013 qui prévoit les modalités à suivre pour l'élargissement du périphérique (ring) nord, dont les travaux commenceront en 2016;

Considérant les études récentes ("Comparaison entre l'effet de l'élargissement du Ring versus tarification kilométrique sur les embouteillages et la santé" de Transport and Mobility de 2012 et "Estimation de l'impact des émissions du Ring (R0) sur la qualité de l'air en Région bruxelloise" de CELINE de 2011) qui démontrent qu'une augmentation de capacité routière entraîne systématiquement une augmentation du trafic routier et nuit à la santé des habitants ;

Considérant que ce projet suscite des craintes dans plusieurs communes bruxelloises et aura de nombreux impacts pour la Région bruxelloise en termes de mobilité;

Considérant l'absence d'information quant à l'impact à moyen et long terme du projet d'élargissement notamment sur la mobilité, le bruit, la qualité de l'air et l'activité économique en Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que l'élargissement du ring doit s'intégrer dans une vision globale de la mobilité dans Bruxelles et son hinterland;

Considérant l'étude récente de Greenpeace et du Bond Beter Leefmilieu Vlaanderen qui indique d'une part qu'en règle générale, l'effet d'appel généré par des infrastructures plus larges et attractives n'est que trop peu pris en compte dans les modèles de circulation à la base des études d'incidences sur l'environnement et que d'autre part l'élargissement tel que prévu augmenterait le volume de trafic et, donc, les émissions sur et autour du ring de 10,1%;

Considérant qu'il n'est pas acceptable qu'une telle décision soit prise unilatéralement par le gouvernement flamand sans concertation avec la Région bruxelloise;

Considérant le rapport de l'inspection des finances concernant la décision du gouvernement flamand du 25 octobre qui émet un avis négatif quant au choix du gouvernement flamand de passer "immédiatement - sans attendre des mesures ne touchant pas à l'infrastructure - à une infrastructure optimisée et sécurisée" et qui rappelle au gouvernement flamand qu'« à défaut d'une vision totale de la problématique de la congestion routière, les plans d'infrastructure routières envisagés n'auront qu'un faible impact sur la fluidité du trafic. De plus, il n'a pas été tenu compte de l'impact d'un nouveau stade national et de l'aménagement du méga-complexe commercial Uplace, à Machelen » ;

#### LE CONSEIL :

- marque son désaccord par rapport au projet d'élargissement du ring tel que décidé unilatéralement par le Gouvernement flamand;
- demande au Gouvernement régional bruxellois :
  - d'inscrire le point relatif à l'élargissement du périphérique (ring) nord à l'ordre du jour du prochain comité de concertation régions - fédéral comme prévu dans le cadre de la « communauté métropolitaine » au sein de laquelle « se tiendra la concertation entre les trois Régions relative à la mobilité, à la sécurité routière et les travaux routiers, de, vers et autour de Bruxelles. Le fait de fermer ou de rendre inutilisables les accès et sorties du ring fera l'objet d'une concertation préalable »;
  - de revendiquer auprès du gouvernement flamand une étude d'incidence (en termes d'environnement, de santé et de mobilité) pour Bruxelles d'un tel projet d'élargissement au risque d'un recours en application de la directive européenne 2011/92/UE;
  - d'émettre un avis qui sera pris en considération conformément aux objectifs de l'accord relatif à la mise en place de la communauté métropolitaine légalement prévue par la Directive relative à l'évaluation des incidences des plans et programmes sur l'environnement;
  - de renforcer les alternatives au transport individuel, notamment en planifiant et budgétant

l'extension du réseau métro et pré-métro à l'horizon 2025 dans son axe Nord-Sud.

- demande aux gouvernements fédéral et bruxellois :
  - l'organisation immédiate d'une concertation structurelle relative à l'opportunité de l'élargissement du Ring et aux mesures de réduction de la pression automobile dans et autour de Bruxelles ;
  - la réalisation prioritaire des investissements visant un report modal vers plus de transport en commun (train, tram, bus) et particulièrement le projet RER et la desserte ferroviaire intra-bruxelloise au travers d'un Réseau Express Bruxellois (REB), plus de parking de dissuasion, plus de routes cyclables et plus de transport fluvial aussi bien dans la ville qu'en périphérie ;
  - l'investissement dans le transport de marchandises par voie d'eau et par chemin de fer comme alternative au transport de marchandises par voie routière
  - l'élaboration et le test, avec le Fédéral et les Régions, de formes de taxation routière pour tous les véhicules dans la zone RER afin de rationaliser l'usage de la voiture et du transport routier de marchandises principalement la formule de péage urbain intelligent
  - la concentration des moyens de l'accord de coopération Beliris sur des projets relatifs à la mobilité et au désengorgement de Bruxelles
- demande au Collège des bourgmestres et échevins de déposer, à défaut de concertation concluante entre les régions, un recours, en collaboration avec les communes Bruxelloises directement intéressées, auprès des instances juridiques nationales et européennes en application de la directive européenne concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

#### **Motie betreffende de verbreding van de Noordring**

Traduction en cours.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

#002/19.12.2013/A/0037# **Mobilité - Mobiliteit**

**Proposition de motion visant à demander le placement de sièges-bancs de la station de métro Demey.**

**Des amendements sont déposés par Monsieur Didier MOLDERS**

**Amendement n°1 : 29 votes positifs.**

**Amendement n°2 : 29 votes positifs.**

**Amendement n°3 : 29 votes positifs.**

**Amendement n°4 : 29 votes positifs.**

**Amendement n°5 : 29 votes positifs.**

**Amendement n°6 : 29 votes positifs.**

**Vote sur la motion amendée : 29 votes positifs.**

LE CONSEIL,

Vu les objectifs du contrat de gestion 2013-2017 de la STIB et en particulier ceux visant à améliorer le confort des voyageurs ;

Vu l'accord du gouvernement de la Région-Bruxelles Capitale 2009-2014 et particulièrement le passage suivant : « L'information et la sécurité des personnes à mobilité réduite seront sans cesse développées pour assurer leur droit d'égal usage des transports en commun » ;

Considérant les missions de service public confiées à la STIB ;

Considérant que les assis-debouts actuels de la station de métro Demey ne suffisent pas à répondre aux besoins de tous les usagers ;

Considérant l'importance de l'art et du design dans la ville

Marque sa désapprobation en ce qui concerne le choix unique des assis-debouts de la station de métro Demey.

Demande au gouvernement bruxellois d'ajouter en nombre suffisant des sièges-bancs dont l'assise réponde aux attentes de toutes les catégories d'usagers de la STIB.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

**Voorstel van buitengemeentelijke motie om de vervanging van de zitbanken in het metrostation Demey te vragen.**

Traduction en cours.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Suat Kuraoglu quitte la séance / verlaat de zitting

---

La séance est levée à 22h20.

De zitting wordt gesloten om 22h20.

Le Secrétaire communal,  
De Gemeentesecretaris,

Le Président,  
De Voorzitter,

Etienne Schoonbroodt

Jean-Claude Vitoux